Courrier international

N° 1879 du 5 au 11 novembre 2026
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,60 €, Andorre 6,20 €, Canada 9,50 $CAN, DOM 5,50 €, Espagne 5,90 €, Grande-Bretagne 5,90 £, Grèce 6 €, Italie 5,90 €, Japon 1 400 ¥, Maroc 52 DH, Pays-Bas 6,40 €, Portugal cont. 5,90 €, Sénégal 3 800 XOF, Suisse 7,30 CHF, TOM 1 200 XPF, Tunisie 13 DT, Afrique autres 3 800 FCFA



LES RÉVOLTÉS

FRANCE, ITALIE, ESPAGNE, ALBANIE, SERBIE, INDE…

Pour le droit d'apprendre dans des conditions dignes et contre la vie chère, pour la démocratie et contre les inégalités, partout dans le monde, la Gen Z veut se réapproprier son avenir. Un combat très politique, pour la presse étrangère.

M 03183 - 1879 - F: 5,20 €



matmut.fr

Communication non contractuelle à caractère publicitaire. Matmut - Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, immatriculée au RCS de Rouen n° 775 701 477. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen. Annonce Presse Épargne 11/26. Saatchi&Saatchi. Crédit Photo : Getty Images.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Génération Z : une colère mondiale

C'est un mouvement qui semble ne plus devoir s'arrêter. En France, en Albanie, en Italie, en Espagne, en Belgique, en Allemagne, en Tunisie, au Chili… Mais aussi en Inde depuis plus longtemps encore, comme en Indonésie ou en Serbie. Partout dans le monde, la jeunesse se mobilise avec des revendications et des mots d'ordre certes différents, mais une chose en commun : *"une joie de vivre en berne"*, écrit Elisabeth von Thadden dans **Die Zeit.** *"L'optimisme vacille, et un jeune sur deux estime aujourd'hui que sa génération s'en sortira plus mal que celle de ses parents."* La journaliste cite une étude de la Fondation Konrad-Adenauer sur l'état d'esprit des moins de 30 ans en Europe. *"Premier constat : un gouffre sépare leurs rêves d'avenir de la réalité."*

C'est cette dimension-là, entre autres, qui traverse notre dossier cette semaine. Partout, la Gen Z tente de se réapproprier un futur dont elle s'estime dépossédée. On disait cette génération apathique, happée par les écrans ; à l'occasion de cette mobilisation qui s'installe dans la durée, la presse étrangère décrit au contraire une jeunesse très politique, pleine de tempérament, créative, avec un goût prononcé pour l'éloquence (**El País**), une jeunesse qui dénonce avec force les inégalités croissantes de nos sociétés, qui aspire à se faire entendre et à jouer un rôle dans la construction de son propre avenir.

C'est ce qu'a bien saisi Concita De Gregorio qui, dans un article très personnel publié dans **La Repubblica,** tente de comprendre, à travers des conversations avec ses propres enfants et en allant à la rencontre des manifestants en Italie, ce qui anime au fond la nouvelle génération. *"Des années,* écrit-elle, *qu'on se pose la question : comment fait-on, maintenant? Pour garantir un travail, un salaire minimum, une vie digne à celles et ceux qui arrivent derrière nous. Des années à dire à nos enfants, à table : il faut faire des sacrifices, y mettre de la passion, de la volonté, de la ténacité. Il faut s'adapter. Sacrifier ses désirs mineurs au nom d'un désir majeur : décrocher ce job, coûte que coûte. Non, répondent-ils aujourd'hui. Coûte que coûte, c'est non."*

Et l'on comprend bien à la lire qu'un fossé générationnel est en train de se creuser. Dans l'interview qu'il a accordée à **Der Spiegel,** Tim Vlandas parle, lui, de *"gérontonomie", "concept qui allie les mots grecs signifiant 'vieux' et 'économie'". "Les gouvernements préfèrent maintenir le niveau des retraites plutôt que de financer l'éducation, la recherche ou les logements sociaux. Dans une économie vieillissante, il est pourtant essentiel d'investir massivement pour renouer avec la croissance",* estime ce chercheur en économie politique à l'université d'Oxford. Comment redonner confiance à la jeune génération? En l'intégrant réellement aux processus de décision, insiste la presse étrangère.

L'an dernier à la même époque, nous avions déjà consacré un dossier à la colère mondiale de la jeunesse ("Avoir 20 ans en 2025", *CI* daté du 23 octobre 2025). Contre les élites corrompues, les inégalités, le système ; pour le droit à une vie digne… Du Népal à Madagascar, du Maroc au Pérou, la génération Z crie sa colère, écrivions-nous à propos d'un mouvement qui se propageait dans les pays dits "émergents". Un an plus tard, la contestation n'a pas cessé en Indonésie ; et en Inde, le Parti du peuple des cafards défie depuis des mois le pouvoir de Narendra Modi, rappelle **The Conversation.** Mais l'Europe est devenue l'épicentre de ce soulèvement. Contre des gouvernements usés et à court d'idées, souvent obsédés par des politiques sécuritaires vaines. Or c'est à tout autre chose qu'aspire la jeunesse. Comment passer d'un mouvement de contestation à l'exercice de responsabilités ou de pouvoir? En Serbie, la patience et la détermination ont payé. En près de deux ans de mobilisation, *"les étudiants ont démontré qu'il était possible de faire de la politique autrement",* se réjouit **Danas,** quotidien de Belgrade.

Il faudra bien répondre à cette colère de la jeunesse mondiale. L'entendre et la comprendre au lieu de systématiquement la caricaturer. *"Quand l'étau des murs se resserre, que les règles du jeu sont délétères, désobéir est une forme de rébellion, l'unique possible, et c'est en même temps une déclaration d'humanité",* écrit encore avec beaucoup de justesse Concita De Gregorio dans *La Repubblica.* À suivre.

En couverture : *illustration de* **Sr Garcia,** *Espagne, pour* **Courrier international.**

Sommaire



DESSIN D'OLIVER, AUTRICHE

ISRAËL p.10

Sortir de la logique des blocs

Ni la coalition de Benyamin Nétanyahou ni l'opposition n'ont remporté les législatives.

JAPON p.22

Attaques d'ours : l'abattage massif fait débat

Confronté à un pic du nombre d'attaques, Tokyo a abattu 14 000 ursidés en 2025 et 2026. L'approche inquiète les scientifiques et les associations de protection de la nature, souligne **The Guardian.**

7 JOURS p.6

Cryptos : le hack du siècle

Un piratage d'une valeur de 6,3 milliards de dollars a touché Binance le 29 octobre. Le FBI l'attribue à la Corée du Nord, qui parle de *"provocation".*

360° p.46

Le Daghestan contre vents et clichés

Le Russe Damir Faizulin venait de se convertir à la photographie quand il a découvert la petite république du Caucase. Sa série *Preserving Nature as Preserving Ourselves* lui a valu le prix Leica Oskar-Barnack 2026.

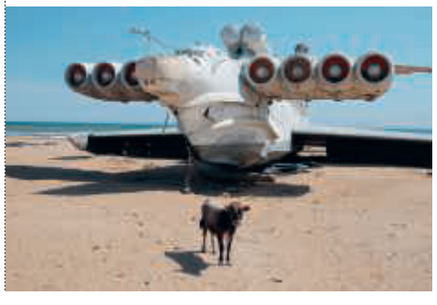


PHOTO DAMIR FAIZULIN

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

+972 Magazine (972mag.com), en ligne. **The Conversation** (theconversation.com/uk) Londres, en ligne. **Danas** Belgrade, quotidien. **Le Djely** (ledjely.com) Conakry, en ligne. **L'Écho** Bruxelles, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Haaretz** Tel-Aviv, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **La Repubblica** Rome, quotidien. **The Seattle Times** Seattle, quotidien. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **The Times** Londres, quotidien. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **El-Watan** Alger, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Cryptomonnaies. Le hack du siècle

D'un continent à l'autre

10. Israël. Sortir de la logique des blocs

14. Brésil. André Janones, "chien fou" et chef de l'"armée de Lula"

16. RD Congo. L'Église convertit les sceptiques d'Ebola

17. Sahara occidental. L'ONU s'en va, Alger et Rabat restent face à face

18. France. Et si le tireur s'était appelé Mohamed ?

20. Espagne. Un modèle ferroviaire à bout

22. Japon. Attaques d'ours : l'abattage massif fait débat

À la une

24. Portrait d'une jeunesse en feu

Transversales

36. Économie. Mistral, la fin de l'IA de pointe made in Europe ?

37. Travail. Ces salariés de la tech qui arrêtent de travailler avant 60 ans

38. Environnement. À la recherche d'un iris libanais rarissime

360°

46. Portfolio. Le Daghestan contre vents et clichés

50. Littérature. Marlon James, à l'encre de la colère

52. Cinéma. Au Ghana, des affiches pas comme les autres

54. Histoire. Les dessous de l'opération Gold

SUR NOTRE SITE

France. La grève fera-t-elle plier le gouvernement ?

Les syndicats espèrent une mobilisation massive le 5 novembre, nourrie de la colère lycéenne et étudiante et du mouvement contre la vie chère. Analyses et commentaires se multiplient dans la presse étrangère pour tenter d'expliquer cette révolte française.

États-Unis. Midterms : le vote qui peut tout changer

À l'heure où nous bouclions ce numéro, les Américains votaient encore pour renouveler la Chambre des représentants et une partie du Sénat de Washington. Assistera-t-on à une vague démocrate ou Trump sauvera-t-il sa majorité? Suivez sur notre site les résultats et les conséquences de ces élections de mi-mandat.

Ukraine. La médiation reprend sous les bombes

Alors que bombes et drones pleuvent sur l'Ukraine, tuant des civils par dizaines, les États-Unis ont annoncé des "*négociations de travail*" entre Moscou et Kiev les 10 et 11 novembre à Abou Dhabi, sous médiation américaine. Retrouvez sur notre site les reportages et les analyses de la presse étrangère sur la situation en Ukraine.

L *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.



Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire: La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication: François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire: Claire Carrard
Conseil de surveillance: Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Novembre 2026. Commission paritaire nº 0727 c 82101. ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0)1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0)1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0)1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** courrierdeslecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard **Rédactrices en chef** Virginie Lepetit, Claire Pomarès **Rédacteurs en chef adjoints** Luc Briand, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Matthieu Recarte **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Sasha Mitchell (chef de service adjoint, Royaume-Uni, Irlande), Étienne Bouche (Russie), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Dorian Gallais (Italie, Union européenne), Carole Lyon (Belgique, Pays-Bas), Hélène Bienvenu (Pologne), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Roman Rijka (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (cheffe de service, 1693), Beniamino Morante **Amériques** Bérangère Cagnat (cheffe de service, Amérique du Nord, 16 14), Sandrine Morel (cheffe de service, Amérique latine), Sacha Carion (Mexique, Panama), Émilien Pérez (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Ondine de Gaulle (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Hanna Siemiatycki (Corées), Yuta Yagishita (Japon) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Zafer Sivrikaya (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) Chahrouz Karimi (Iran) **Afrique** Hassina Mechaï (cheffe de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (cheffe des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (cheffe de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (cheffe des informations, 1732), Hugo Florent, Oumeïma Nechi, Eloïse Duval (Stories) **Histoire** Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Paul Blondé (chef d'édition), Mélanie Chenouard (cheffe d'édition) **Éditeurs** Étienne Bianchi, Maxime Bourdier, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Jean-Luc Majouret, Camille Miloua Giraudeau (vidéo Stories), Emmanuelle Bour (SME) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51)

Traduction Julie Marcot (cheffe de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (cheffe de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Jeong Eun-jin (coréen), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Solal Abélès, Françoise Hérold, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

Direction artistique Alice Andersen **Maquette** Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **Cartographie** Paul Gallet **Infographie** Catherine Doutey **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet **Iconographie** Luc Briand, Lidwine Kervella (cheffe de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget **Agence Courrier** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Diane Perpère (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (cheffe de fabrication, 4535) **Impression, brochage, routage** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Christophe Alexandre, Vincent Auer, Antoine Bérard, Jean-Baptiste Bor, Véronique Curély, Guillaume Deneufbourg, Swann Deseine, Céline Dompierre, Maria Fernandez, Philippe Godefroy, Anna Kerautret, Éline Legiemble, Valentine Morizot, Isabelle Pacorel, Florent Paillery, Adam Saïdane, Lucille Souron, Anne Thiaville, Aruzhan Yeraliyeva

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68) **Directrice déléguée** Mickaelle Goffaux **Directrice commerciale** Barbara Bleuse **Directeur délégué au digital** Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

Directrice administrative et financière Carine de Castellan (16 06) **Gestion** Mathilde Bannier (16 26) **Droits** Blandine Mosnat (16 52) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Adjoint à la direction des ventes** Romain Galdeano **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin **Chef de produits** Valentin Moreau **Communication et promotion** Christiane Montillet **Marketing et produits** Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont, Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeai, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine: 139 €. Autres destinations: https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour : RCO26BO01

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de ~~253~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **175 €** au lieu de ~~306,40~~ €*

☐ Madame ☐ Monsieur

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ☐☐☐☐☐ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://www.courrierinternational.com/abos/2026/ours
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures)

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques...
- Plus de trente ans d'archives
- Le Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : https://www.courrierinternational.com/page/cgvu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier: Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisation:** Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

PUBLICITÉ

Pourquoi choisir Courrier International pour annoncer que nous sommes la première mutuelle des agents du service public ?

Because, porque, weil, perché...

MGEN est la première mutuelle des agents du service public, et couvre 72 % de celles et ceux qui s'engagent pour l'intérêt général.

Mais cette position va bien au-delà d'un simple classement.
C'est être responsable de 4,7 millions d'adhérentes et adhérents partout en France, et les protéger pour qu'ils puissent mieux vivre au quotidien.

C'est aussi rester au plus près d'eux, grâce à 130 agences et espaces d'accueil répartis sur le territoire.

C'est faire vivre un modèle mutualiste où la performance est au service du progrès social, sans actionnaire et au service de l'intérêt général.

Alors, si on s'adresse à vous aujourd'hui, c'est surtout pour vous dire :

Être la première mutuelle des agents du service public, ça nous engage.

mgen
GROUPE VYV

Santé
Prévoyance
Épargne
Retraite

MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 399 soumise au code de la mutualité et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2025.

Cryptomonnaies. Le hack du siècle

Un piratage d'une valeur de 6,3 milliards de dollars a touché la plateforme Binance le 29 octobre. Le FBI a vite attribué l'attaque à la Corée du Nord, qui parle de "grave provocation".



CARTOON MOVEMENT

↙ *Kim Jong-un. Dessin de* **Ramon Diaz Yanes,** *Cuba.*

—Courrier international

Binance a été victime le 29 octobre de la *"plus grande cyberattaque de l'histoire"*, résume **The Wall Street Journal.** La plateforme de cryptomonnaies a *"reconnu que le montant total du piratage s'élevait à environ 6,3 milliards de dollars"*, soit 5,6 milliards d'euros, poursuit le quotidien économique américain.

"Il n'a fallu que vingt minutes pour détourner cette somme colossale" et empocher *"le plus gros butin jamais enregistré dans un piratage de cryptomonnaies"*, explique **The Korea Herald.** Le quotidien sud-coréen s'alarme du *"niveau alarmant"* de *"l'arsenal cyber de la Corée du Nord"*, qui lui *"a permis de contourner les défenses de la plus grande plateforme d'échange de cryptomonnaies"*, pour dérober *"l'équivalent d'environ 20 % de son revenu national brut"*.

C'est que très vite, les experts de la cryptofinance ont *"désigné la Corée du Nord comme probable coupable"*, explique **The Guardian.** Selon TRM, société d'analyse de cryptoactifs, l'attaque est *"à un haut degré de certitude"* signée *"TraderTraitor, l'unité de hackeurs d'élite nord-coréenne"*. Le FBI, la police fédérale américaine, a confirmé deux jours plus tard, disant avoir *"constaté que les membres de TraderTraitor convertissaient les actifs volés"*, indique **Bloomberg.**

Ce collectif *"disposerait des compétences techniques les plus sophistiquées"*, relate le quotidien **Seoul Shinmun.** Ses membres, associés au Lazarus Group, la frange cybercriminelle affiliée au renseignement nord-coréen, agissent *"avec le soutien de l'État nord-coréen, depuis la création du groupe, en 2016-2017"*, précise **Hankyoreh.** Comme d'autres médias de la péninsule, le quotidien de Séoul s'inquiète de *"l'ampleur des activités de ce véritable voleur de cryptomonnaies"* qu'est le voisin du Nord.

REVUE DE PRESSE

Pyongyang a attendu cinq jours pour *"démentir les accusations"*, rapporte la **BBC.** La sœur influente du dirigeant nord-coréen les a qualifiées de *"grave provocation"*. Pour Kim Yo-jong, il s'agit d'une *"tentative sinistre"* des États-Unis pour *"nuire à la réputation de Pyongyang"*, et faire croire *"que tous les cybercrimes commis dans le monde sont d[u] fait [de la Corée du Nord]"*.

C'est pour le moins *"inhabituel"* qu'un haut dignitaire nord-coréen s'exprime, *"le régime répondant rarement aux accusations d'implication dans la cybercriminalité"*, souligne *The Wall Street Journal*. Pyongyang est pourtant *"responsable de 89 % des pertes liées au piratage de cryptomonnaies cette année"*, selon le cabinet d'analyse Chainalysis, explique le journal économique.

L'attaque de Binance expose la fragilité du secteur. Même si la plateforme a affirmé qu'elle avait réussi, avec l'aide d'autres acteurs du secteur, à geler quelque 3 milliards de dollars de cryptoactifs volés, elle n'a pas vraiment rassuré les investisseurs. *"En quelques heures après la réouverture des retraits [le 1er novembre]*, constate le **Financial Times,** *les utilisateurs ont récupéré un montant net total de 3,64 milliards de dollars."* Binance avait provisoirement *"suspendu les retraits pour travailler d'arrache-pied à réparer sa plateforme et enquêter sur la façon dont les pirates avaient réussi à s'introduire dans ses systèmes"*, détaille le quotidien économique britannique. L'équipe de gestion de crise avait repéré des signes d'une fuite de 1 milliard de dollars, mais n'a pas été en mesure d'interrompre l'attaque.

> **"C'est le plus gros butin jamais enregistré dans un piratage de cryptomonnaies."**
>
> *THE KOREA HERALD*

La plateforme a relativisé la défiance des utilisateurs en expliquant que les retraits étaient *"relativement modestes, ne représentant que 2,1 % des 171 milliards de dollars d'actifs qu'elle gère"*, rapporte **The New York Times.** Binance s'est par ailleurs engagée à couvrir *"l'intégralité des pertes subies lors du piratage"*, explique le quotidien américain. Le cofondateur de Binance, Changpeng Zhao, a remercié dans un post sur X les utilisateurs de leur confiance, tout en les *"alertant sur les escrocs en ligne qui proposent de fausses offres d'indemnisation"*.

—Annick Rivoire et Hanna Siemiatycki

Les supermarchés de nouveau visés

●●● Belgique, Estonie, Luxembourg, Pays-Bas, Finlande, Irlande, Suède, Royaume-Uni… Trois semaines après la cyberattaque qui a ciblé les installations frigorifiques de centaines de supermarchés en France, une attaque similaire a été menée, le 2 novembre, contre des chaînes de supermarchés et de distribution alimentaire dans plusieurs pays européens. Tout comme en France, la température des réfrigérateurs et congélateurs a été réglée à 50 °C. *"Des amateurs en quête de défi ou un État qui cherche à déstabiliser ?"* se demande le quotidien belge **L'Écho.** Aucune revendication n'a été formulée.

Une crise sans fin



POLOGNE — Des heurts ont éclaté dans la nuit du 30 au 31 octobre autour du Tribunal constitutionnel, impliquant des partisans du PiS, parti national-conservateur. Ceux-ci manifestaient leur soutien au président Karol Nawrocki, qui refuse de valider le remplacement de cinq magistrats installés par le PiS. Le Premier ministre, Donald Tusk, qui s'est engagé à rétablir l'État de droit, considère ce changement comme essentiel. Le journal libéral **Gazeta Wyborcza** estime lui aussi qu'il était temps d'agir et titrait, le 2 novembre : *"Une nécessité impérieuse"*.

Chers pénates

ROYAUME-UNI — *"Il y est presque, la maison de sa maman est au bout de la rue !"* Le 2 novembre, le site du **Hull Daily Mail** suivait en direct le retour au bercail de Karl Bushby. Cet ancien militaire de 57 ans est parti de chez lui à l'aube de ses 30 ans, en 1998, a parcouru à pied 50 000 kilomètres en partant de la pointe sud du Chili, avant de rentrer à Hull, ville portuaire du nord-est de l'Angleterre. Début octobre, il a franchi la Manche à la nage, ultime chapitre de son voyage.

108

STUPAS DE 15 MÈTRES DE HAUT ont été érigés en neuf heures, le 1er novembre, à Gelephu, une ville que le Bhoutan veut transformer en *"cité de la pleine conscience"* et en pôle économique. Environ 40 000 bénévoles ont pris part aux 108 chantiers – un chiffre sacré dans le bouddhisme – et 200 000 personnes, soit un Bhoutanais sur quatre, se sont déplacées pour assister à la naissance de cette *"nouvelle merveille du monde"*, comme l'écrit le journal **Kuensel.**

WEEK-END SPORTIF

DES JO EN AFRIQUE



"L'Afrique entre en Jeux", s'amusait **Enquête** le jour de l'ouverture des Jeux olympiques de la jeunesse à Dakar, le 31 octobre. Le Sénégal devient ainsi *"la première terre olympique en Afrique"*, se réjouit le journal. *"Premier événement olympique organisé sur le continent, Dakar 2026 va accueillir pendant deux semaines près de 2700 jeunes athlètes venus de 200 pays, engagés dans 35 disciplines."*

LA CHEVAUCHÉE DES VALKYRIES



"Gloire à Ballhalla!" s'exclamait le **San Francisco Chronicle** le 1er novembre en reprenant le surnom du stade de l'équipe féminine de basket-ball des Golden State Valkyries, réputé pour la ferveur de son public. La veille, cette franchise, créée il y a seulement deux ans, a décroché son premier titre de WNBA, la ligue féminine américaine. Pour illustrer ce sacre, le journal met Gabby Williams à l'honneur. Lors de l'ultime match de la finale face à Atlanta, la Française a inscrit 30 points et permis à son équipe de l'emporter 68 à 63.

CHAMPION DU MONDE À 20 ANS



En arrivant troisième du Grand Prix du Mexique au volant de sa Mercedes, le 1er novembre, Kimi Antonelli a été sacré champion du monde de Formule 1 à 20 ans et 68 jours, devenant le plus jeune pilote de l'histoire à remporter ce titre – et le premier Italien depuis Alberto Ascari en 1953. *"Kimythique"*, exulte **La Gazzetta dello Sport** le lendemain. *"L'homme et la machine ne faisaient qu'un"*, comme dans *"toutes les grandes histoires de la Formule 1. Et celle-ci, plus que toute autre, est destinée à entrer à jamais dans les annales du sport automobile"*.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

"Novaïa Gazeta" assassinée



↙ *Dessin d'***Alex** *paru dans* **La Liberté,** *Fribourg.*

RUSSIE — *"Le 9 novembre, nous éteindrons les lumières de notre maison, où nous avons vécu pendant trente ans"* : c'est par ces mots que commence une lettre que **Novaïa Gazeta** a adressée à ses lecteurs, le 30 octobre, pour annoncer sa fermeture. *"Ils nous ont tués"*, accuse le journal en visant les autorités et en expliquant vivre désormais *"sans moyens de subsistance [et] sous la menace constante de la répression"*. Né dans les premières années de la Russie post-soviétique, *Novaïa Gazeta* était devenu une référence d'indépendance qu'il a payée au prix fort : six de ses journalistes, dont Anna Politkovskaïa, ont été assassinés.

HAÏTI

Le Salvador à l'assaut des gangs

Nayib Bukele a déployé près de 2000 soldats pour secourir quatre Salvadoriens disparus à l'est de Port-au-Prince. Il promet d'en finir avec les groupes armés.

—Courrier international

Ce n'est pas une opération contre le peuple haïtien ni une invasion d'Haïti. Nous n'avons aucun intérêt ni à venir dominer le peuple haïtien ni à mettre la main sur les richesses d'Haïti. [...] *La seule chose que nous voulons, c'est le retour chez eux de nos quatre techniciens aéronautiques. Et nous donnerons une leçon aux gangs qui font souffrir le peuple haïtien, qui tuent des gens que le peuple aime, qui empêchent une vie normale, sans peur."* Dans un message en créole adressé aux Haïtiens, posté sur X le 29 octobre et rapporté par **Le Nouvelliste,** le président du Salvador, Nayib Bukele, a confirmé son intention de mener une opération de sauvetage des quatre militaires salvadoriens disparus le 18 octobre dans une embuscade attribuée aux gangs, à l'est de Port-au-Prince. Et, au passage, d'en découdre avec ces groupes criminels.

Le 21 octobre, il avait déjà publié un message en créole sur X, cette fois pour *"adresser un ultimatum aux responsables des groupes armés soupçonnés de retenir ses compatriotes"*, rappelle **Le Quotidien 509.** Depuis, près de 2000 militaires et membres des forces spéciales salvadoriennes sont arrivés à Port-au-Prince et d'autres renforts sont attendus, selon **The Haitian Times.**

Les quatre disparus sont des techniciens aéronautiques, qui avaient été déployés sur le terrain dans le cadre de la jeune Force de répression des gangs en Haïti, créée l'an dernier sous l'égide du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais l'intervention de Bukele ne s'inscrit pas dans ce cadre. Ni dans aucun autre connu. *"Le président salvadorien déploie des troupes, donne le ton des opérations. La Force de répression des gangs est en retrait"* et, *"pendant ce temps, les autorités haïtiennes se taisent"*, s'étonne ainsi le rédacteur en chef du *Nouvelliste*, Franz Duval, dans un éditorial qui s'interroge aussi sur les conséquences de *"l'arrivée sur le terrain d'un nouvel acteur disposant de troupes à ses ordres"*.

REVUE DE PRESSE

> **"Les principales bases des forces armées d'Haïti sont des îlots dans un océan de territoires contrôlés par les gangs."**
> *LE NOUVELLISTE,* QUOTIDIEN HAÏTIEN

Le 27 octobre, *"Bukele a téléphoné au président Trump pour s'assurer qu'il n'avait aucun problème avec cette escalade militaire majeure"*, a révélé **Axios.** *"Fais ce que tu as à faire"*, lui aurait répondu le président des États-Unis. Le média américain précise que *"le gouvernement haïtien a consenti"* à l'opération.

Bukele a assis sa réputation de pourfendeur des gangs en mettant fin à la violence des *maras* au Salvador, en remplissant les prisons d'hommes incarcérés sans procès, souvent sur la seule base de leurs tatouages. La situation en Haïti n'a cependant rien à voir avec celle que le dirigeant autoritaire a connue au Salvador. *"Les principales bases de la force multinationale et des forces armées d'Haïti sont des îlots dans un océan de territoires contrôlés par les gangs"*, rappelle *Le Nouvelliste*.

"En cas de succès, cette initiative renforcerait le prestige international de Bukele", souligne **The New York Times.** Toutefois, les experts craignent que l'opération *"n'entraîne un grand nombre de victimes civiles"* et n'intensifie la violence dans un État failli *"qui a déjà enregistré plus de 5000 homicides cette année"*.

—Sandrine Morel

UKRAINE

“Nous arrivons de l’enfer” : les évacués d’Olechky racontent

Plusieurs centaines d’habitants de cette ville du sud-est de l’Ukraine, occupée par l’armée russe depuis février 2022, ont pu être évacués à la faveur d’un cessez-le-feu. Le 31 octobre, ils ont retrouvé leurs proches.



↙ **À l’arrivée du convoi sur un parking en Ukraine, près de la frontière avec la Biélorussie, le 31 octobre.** *Photo David Guttenfelder/The New York Times*

—The New York Times, *extraits* (*New York*)

Une adolescente laisse échapper un cri rauque. Elle vient de reconnaître son père. Il fait partie de ces centaines de personnes enfin sorties d’affaire après des années d’occupation russe, après des mois avec la faim et la peur au ventre, sous le feu incessant des drones. Et qui, au terme d’un long périple, peuvent enfin retrouver leurs proches.

Des autocars affrétés pour l’occasion ont évacué du front les habitants de la ville ukrainienne d’Olechky. Samedi [31 octobre], à leur arrivée sur le parking [dans le nord de l’Ukraine], ceux qui les attendaient agitaient leurs mains et essuyaient leurs larmes. Enveloppés dans des drapeaux ukrainiens, les évacués sont descendus des bus avec précaution, exténués après un trajet de vingt-quatre heures et un détour par la Crimée et la Biélorussie avant leur retour en Ukraine. Nombre d’entre eux étaient émaciés après des mois de pénuries, ils avaient les yeux cernés à cause du manque de sommeil. “*Nous arrivons de l’enfer*”, lâche Oleksandr Styopin, 75 ans, en allumant une cigarette. “*C’est une* kill zone, *là-bas.*”

Piégés près de la ligne de front, obligés de partager leur quotidien avec des soldats russes, les habitants d’Olechky vivent sous occupation depuis plus de quatre ans, à la suite de l’invasion russe de l’Ukraine en 2022. Leur quotidien s’est nettement détérioré cette année, quand l’Ukraine a intensifié ses attaques de drones sur les forces russes stationnées dans la région, explique Oleksandr Styopin, ingénieur à la retraite. Les routes ont été bombardées et, comme de moins en moins de camions se risquaient à ravitailler la zone, les stocks de marchandises ont fondu. Certains habitants ont tenté de se rendre dans la ville voisine de Radensk pour se procurer des provisions, mais beaucoup d’entre eux ont été tués dans leur véhicule par des drones, raconte-t-il. Les corps des soldats russes étaient abandonnés sur la route parce que personne ne voulait prendre le risque de les récupérer.

Oleksandr Styopin s’est rendu à vélo jusqu’à l’épicerie une fois de temps en temps. Une fois, il est passé devant le corps calciné d’une jeune fille, allongée à côté de son propre vélo. “*Elle avait dû sauter sur une mine.*” Certains drones descendaient à sa hauteur comme pour l’examiner avant de le laisser passer. Mais ils traquaient les soldats russes sans relâche. “*Ils ne les lâchent pas, et les soldats ne peuvent même pas sortir des bâtiments.*”

Cloîtré. “*Il n’y avait plus d’électricité et plus d’eau. Notre maison a été ensuite bombardée. Et puis il n’y a plus rien eu à manger*”, raconte Halyna Lohvynovska, 65 ans. “*On s’habitue à tout*”, enchaîne son mari, en souriant. “*Quand le plafond s’effondre dans une pièce, on s’installe dans une pièce voisine. Et quand la maison est entièrement détruite, on change de maison.*”

“*Les deux dernières années ont été très dures. Nous n’avions plus rien à manger*”, témoigne Anatolii Honcharov, 53 ans. Son frère, Valerii, de huit ans son aîné, était sans nouvelles de lui depuis trois ans. Les communications passaient mal et seules les familles vivant près du fleuve pouvaient se connecter au réseau ukrainien de téléphonie mobile.

Ces derniers mois, la situation était devenue encore plus dangereuse, explique Oleksandr Styopin. Il n’osait plus sortir de chez lui. Il est resté cloîtré à écouter la radio en fumant cigarette sur cigarette. Son épouse avait pu rejoindre leur fils à New York dès 2022. Elle l’a appelé plusieurs fois pour le supplier de quitter la région. “*Mais partir, c’était risquer de sauter sur une mine. Ces deux derniers mois, je vivais avec un drone en permanence au-dessus de ma tête,* ajoute-t-il. *C’est pire que la peur. C’est un sentiment de danger qui ne vous lâche jamais.*”

TÉMOIGNAGES

Le calvaire d’Olechky a ému la communauté internationale, et permis de conclure une trêve locale. Le pape Léon XIV, à peine trois jours après son opération du poumon, s’est entretenu avec le président Poutine et a appelé à un cessez-le-feu pour évacuer la ville, puis Melania Trump, la première dame des États-Unis, a annoncé une trêve [le 23 octobre].

Quand les combats ont cessé, mardi [27 octobre], les soldats russes sont sortis déminer les routes et récupérer les corps abandonnés. “*Il y avait un véhicule blindé de transport de troupes pulvérisé avec des cadavres encore à l’intérieur. Un corps coupé en deux gisait sur la route. Ils ont tout emporté*”, raconte Oleksandr Styopin.

Jusqu’au dernier moment, de nombreux habitants ont refusé de croire qu’un convoi humanitaire viendrait les chercher. “*Ces quatre derniers jours, nous n’arrivions pas à croire que nous allions nous en sortir,* explique Vladyslav, 24 ans. *Nous pensions que c’était une énième provocation. Qu’ils allaient nous faire croire à un cessez-le-feu et en profiter pour nous bombarder sur la route. Nous étions terrorisés, mais nous sommes quand même partis, car l’occasion ne se représenterait peut-être pas.*”

De nombreux évacués et leurs proches disent avoir été impressionnés par le sérieux et l’ampleur de cette opération, ce qui leur redonne espoir de voir la guerre prendre fin un jour. Sur le parking, Vladyslav est encore en état de sidération. “*Je n’arrive toujours pas à croire que je suis là. Je suis tellement heureux, c’est fou. On peut agiter le drapeau ukrainien et tout le monde parle ma langue autour de moi.*”

—Carlotta Gal et Oleksandr Chubko, *publié le 31 octobre, traduit par Mélanie Liffschitz*

ILS REFONT LA FRANCE
Vincent PARIZOT
Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast

En partenariat avec : Courrier international
RTL
© FRANCE RADIO/RTL

Fondation*Cartier*
pour l'art contemporain

IBRAHIM MAHAMA

Le Temps des récoltes



Imaginer collectivement les futurs africains avec Dorothy Akpene Amenuke, Gideon Appah, James Barnor, Cercle d'Art des Travailleurs de Plantation Congolaise, Courage Dzidula Kpodo & Postbox Ghana, Zohra Opoku, Tjaša Rener, Feda Wardak

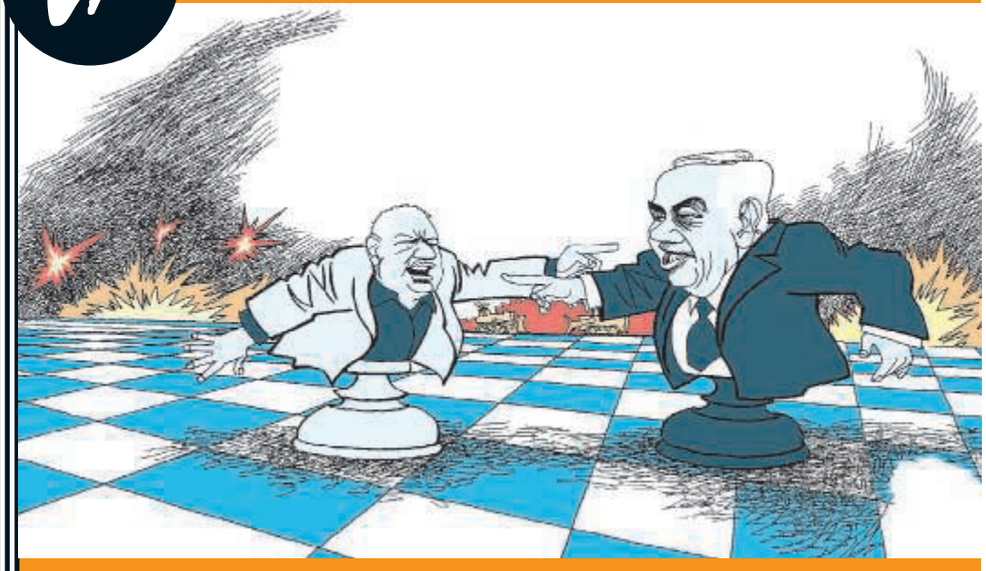
exposition
22.10.2026 → 28.02.2027
2, place du Palais-Royal, Paris 1er

fondationcartier.com

Ibrahim Mahama, *Parliament of Ghosts*, 2025, sièges ashantis en bois, Red Clay, Tamale © Ibrahim Mahama.
Photo © Ernest Sackitey, courtesy Red Clay Design graphique : Atelier Pierre Pierre et Noémie Erb

d'un continent à l'autre.
moyen-orient

Amériques..... 14
Afrique..... 16
France..... 18
Europe..... 20
Asie..... 22



↙ *Gadi Eisenkot (à g.) et Benyamin Nétanyahou. Dessin de* **Oliver** *paru dans* **Der Standard,** *Vienne.*

Israël. Sortir de la logique des blocs

Ni la coalition de Benyamin Nétanyahou ni l'opposition n'ont remporté les législatives. La constitution d'une majorité force les deux camps à repenser leurs alliances électorales.

—Courrier international

Et maintenant ?" s'interroge le quotidien israélien **Haaretz.** Après avoir pris acte des résultats officiels des élections législatives du 27 octobre, le président israélien, Isaac Herzog, devait lancer mercredi 4 novembre les consultations avec les députés élus de la Knesset, qui s'acheveront jeudi. À l'issue de celles-ci, il doit désigner celui qui sera chargé de former le prochain gouvernement.

Ce candidat désigné disposera alors de vingt-huit jours, avec possibilité d'obtenir une prolongation de quatorze jours, pour former un cabinet. Une tâche ardue car *"aucun vainqueur clair n'est apparu"* à l'issue du scrutin, comme le résume le quotidien anglophone **The Jerusalem Post.**

En effet, ni le bloc autour du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou – qui comprend son parti, le Likoud, première formation politique du pays, et ses alliés d'extrême droite et ultraorthodoxes, avec ses 53 sièges –, ni le "bloc du changement" regroupant les partis juifs d'opposition autour de Gadi Eisenkot avec ses 48 sièges n'est en mesure d'assurer seul une majorité de 61 sièges sur les 120 que compte la Knesset.

REVUE DE PRESSE

Des résultats qui plongent Israël dans une *"impasse politique complexe"*, et ouvrent la voie à plusieurs scénarios, écrit **Israel Hayom,** classé à droite, le quotidien (gratuit) à plus gros tirage de l'État hébreu. Le scrutin a été marqué par la percée spectaculaire des partis arabes. Avec leurs 19 sièges, la Liste unifiée et le Raam font office de potentiels faiseurs de roi. Un score historique, qui s'explique par la participation record, 80 %, des Palestiniens d'Israël, qui représentent environ 20 % de la population du pays, motivés par le rejet du gouvernement sortant.

"Au cours des quatre dernières années, les citoyens palestiniens [d'Israël] ont vu l'État israélien dévaster Gaza, des colons violents rendre la vie infernale en Cisjordanie, et les dirigeants ainsi que la société israélienne adopter une attitude de plus en plus discriminatoire à leur égard", rappelle le site **Middle East Eye.** *"Les Palestiniens ont fait tomber Nétanyahou"*, s'enorgueillit le quotidien palestinien **Al-Quds.**

Très vite, Nétanyahou et ses alliés ont accusé les partis arabes d'avoir *"volé l'élection"*, notamment après des soupçons d'irrégularités et des accusations d'achat de voix par l'intermédiaire de fonds du Qatar. Une façon de délégitimer les résultats du scrutin et, surtout, d'empêcher la formation d'un gouvernement d'opposition regroupant le bloc constitué autour de Gadi Eisenkot et les partis arabes, qui bénéficierait du soutien de 67 députés. Une possibilité que plusieurs leaders du "bloc du changement" ont dit exclure durant la campagne.

"Match nul". L'autre option à l'étude, c'est la formation d'un gouvernement d'union qui regrouperait le Likoud et des partis d'opposition de centre droit comme Yashar de Gadi Eisenkot, Israël Beitenou d'Avigdor Liberman, et Ensemble, des anciens Premiers ministres Naftali Bennett et Yaïr Lapid. C'est le souhait de la presse conservatrice.

Le *"match nul"* sorti des urnes *"oblige les dirigeants du bloc du changement à rejoindre Nétanyahou dans un gouvernement d'union nationale"*, écrit ainsi un chroniqueur du journal **Maariv.** *"Bande de fous, unissez-vous enfin !"* exhorte le quotidien conservateur **Makor Rishon,** qui appelle à saisir cette *"occasion historique"* de mettre fin aux divisions qui déchirent la société israélienne et à former une coalition fondée sur *"un consensus sioniste"*.

En théorie, un tel gouvernement pourrait exclure les partis arabes, les formations d'extrême droite d'Itamar Ben Gvir et de Bezalel Smotrich et les partis ultraorthodoxes. Lundi 2 novembre, Benyamin Nétanyahou a appelé à la formation d'un gouvernement *"élargi"*, qu'il dirigerait, avec tout parti qui *"ne soutient pas le terrorisme"*, comprendre sans les partis arabes.

Dans cette optique, les partis de l'opposition sioniste, qui réclament une commission d'enquête sur le fiasco du 7 octobre 2023, ont dit refuser une reconduction de Benyamin Nétanyahou à la tête du prochain gouvernement. Et les Démocrates (gauche) de Yaïr Golan se sont déjà positionnés en faveur d'un gouvernement d'opposition.

Un gouvernement d'union aurait la préférence du président américain Donald Trump, selon le **Yediot Aharonot.** Et celle, dit-on, du président Isaac Herzog. Ce dernier a appelé les responsables politiques à aborder les discussions avec *"un esprit ouvert"*, insistant sur la nécessité d'éviter de nouvelles élections si personne ne parvenait à former un nouveau gouvernement.

En attendant la formation d'un nouveau cabinet, le gouvernement de Nétanyahou est chargé d'expédier les affaires courantes.—

À la une

"L'ÉPREUVE DE LA FORMATION D'UNE COALITION"



C'est le titre choisi par le quotidien **Yediot Aharonot,** classé au centre droit, dans son édition du 30 octobre, au lendemain de la fin du décompte des voix, pour illustrer la difficulté de construire une majorité à la Knesset.

"L'ESPOIR EST ENTRE VOS MAINS"



C'est ainsi que le quotidien **Maariv** s'est adressé le même jour au Premier ministre sortant Benyamin Nétanyahou et à son principal adversaire, Gadi Eisenkot, qui détiennent la clé de la formation du prochain gouvernement.

Il est possible de mettre fin à l'ère Nétanyahou

La participation record des citoyens arabes et des Israéliens de l'étranger aux élections place le pays à un moment de bascule, relève ce journal de gauche. Si elle arrive à former une coalition, l'opposition pourra écarter Nétanyahou du pouvoir.

—Haaretz *(Tel-Aviv)*

Commençons par les bonnes nouvelles : Benyamin Nétanyahou n'a pas réussi à empêcher les élections d'avoir lieu en temps et en heure. Il n'a pas réussi non plus à fermer l'espace aérien pour empêcher les Israéliens vivant à l'étranger de revenir voter dans leur pays. Et il n'a pas réussi à perturber le vote de la communauté arabe.

Mardi [27 octobre], les Israéliens ont fait preuve d'un remarquable attachement à la démocratie en se rendant en masse dans les urnes. Ils se sont mobilisés pour sauver le pays de ce régime de terreur instauré par le gouvernement depuis le 7 Octobre [2023, lorsque Israël a subi la pire attaque terroriste de son histoire, qui a coûté la vie à 1 200 personnes], mais aussi pour contrecarrer son projet de mener une guerre sans fin à l'étranger et sur notre sol, dans le but de faire d'Israël un régime dictatorial d'apartheid.

Deux groupes d'électeurs se sont distingués lors de cette élection. En premier lieu, les citoyens arabes, qui sont sortis de leur attentisme et ont voté en nombre record afin d'écarter un gouvernement qui les a maltraités, les a laissés aux mains de gangs dangereux et les a privés de leur liberté d'expression.

Vote décisif. Ces quatre années de ce gouvernement atroce ont démenti cette idée que, du point de vue des citoyens palestiniens d'Israël, il n'y aurait pas de différence entre la gauche sioniste et Itamar Ben Gvir. Il y a en fait un énorme fossé entre les méfaits commis par la gauche par le passé et le gouvernement extrémiste actuel, qui appelle à la mort et à l'expulsion des populations arabes, dévaste Gaza et encourage le terrorisme des colons juifs en Cisjordanie.

OPINION

Ce vote n'absout pas pour autant les précédents gouvernements coupables de discriminations envers les Arabes, et le chemin vers l'égalité est encore long. Mais les électeurs arabes ont franchi une étape décisive qui va dans le bon sens.

La contribution de l'autre groupe qui s'est aussi démarqué – les dizaines de milliers d'Israéliens qui ont choisi de faire le déplacement depuis l'étranger pour voter – est encore difficile à quantifier en nombre de sièges à la Knesset. Mais ils ont montré que, malgré les années passées à l'étranger, ils étaient profondément attachés à leur pays et qu'Israël restait leur patrie. Ils sont venus voter pour arracher leur pays des abysses dans lesquels Nétanyahou les a entraînés. Seule l'urgence de la situation pouvait susciter une telle mobilisation, c'était d'ailleurs du jamais-vu.

Passons maintenant aux nouvelles moins réjouissantes. Si le scrutin a eu lieu dans de bonnes conditions, il n'a pas su réparer les profondes fractures de la société israélienne. L'élection n'a fait qu'exposer ces divisions dans toute leur gravité. Réparer les dégâts causés par Nétanyahou, c'est-à-dire mettre fin à la guerre sur tous les fronts, reconstruire les institutions du pays, mettre un terme au terrorisme des colons juifs et relancer le processus de paix, va nécessiter de la souplesse et de la créativité lors de la formation du nouveau gouvernement.

Si Nétanyahou aimait vraiment son pays, il se retirerait de la vie politique, trouverait une solution pour résoudre son procès en corruption et tenterait de se dépêtrer du mandat d'arrêt international qui pèse sur lui sur fond de soupçons de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. S'il permettait à ses successeurs de reconstruire Israël et de retrouver sa place au sein du concert des nations, il pourrait peut-être conserver un peu de sa réputation et de son honneur, entachés de manière irréversible par le massacre du 7 Octobre perpétré par le Hamas et par la guerre à Gaza.

Mais Nétanyahou ne peut pas se passer du pouvoir, et il va donc tout faire pour défaire le résultat pourtant très clair de cette élection : une majorité d'électeurs qui veulent le voir partir. Il va peut-être entraîner Israël dans une autre élection, qu'il aborderait à la tête d'un gouvernement d'intérim, ou alors il cherchera à former un gouvernement d'union nationale dans lequel il pourra manipuler ses partenaires ou n'en faire aucun cas.

Il sait pertinemment qu'en cas de nouveau scrutin, la plupart des Israéliens venus de l'étranger ne referont pas le voyage. Quant aux électeurs arabes, eux aussi risquent de déchanter et de revenir à leur traditionnel abstentionnisme.

Chance unique. La démocratie s'est vue accorder une chance, et l'occasion ne se représentera pas une deuxième fois. Une fois que le décompte des voix sera terminé, il faudra de la souplesse et de la créativité pour former un gouvernement stable capable de sauver le pays. Gadi Eisenkot, qui pendant la campagne a supplanté Naftali Bennett à la tête du "bloc du changement", s'est embarqué dans la plus grande mission de toute une vie.

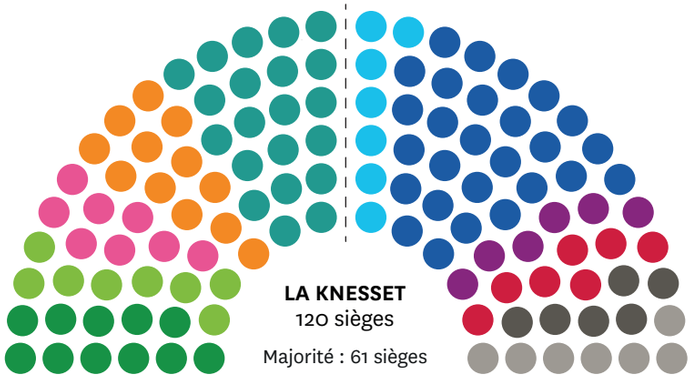
S'il fait preuve d'intégrité et de bonnes intentions, son expérience de la vie politique reste limitée. Sa tâche sera de persuader ses partenaires d'accepter son autorité et de construire un cadre favorable pour une coopération avec les représentants de la communauté arabe, tout en déjouant les provocations du Likoud et de ses alliés.

Eisenkot peut compter sur un atout non négligeable : la crainte de voir Nétanyahou et ses alliés extrémistes continuer à gouverner si les partis qui ont remporté l'élection gâchent leur victoire dans des querelles d'ego et des luttes intestines. Mais même s'il y parvient, succéder à Nétanyahou en tant que Premier ministre reste une gageure.

—Aluf Benn,
publié le 28 octobre,
traduit par Mélanie Liffschitz

Les rapports de force politiques à la Knesset

Composition du Parlement israélien après les élections législatives du 27 octobre



Partis arabes (19 sièges)
- **Liste unifiée (11)** Youssef Jabareen et Ahmad Tibi
- **Raam (8)** Mansour Abbas

Bloc du changement (48 sièges)
- **Les Démocrates (8)** (gauche) Yaïr Golan
- **Ensemble (12)** (centre) Naftali Bennett et Yaïr Lapid
- **Yashar (21)** (centre droit) Gadi Eisenkot
- **Israël Beitenou (7)** (droite) Avigdor Liberman

Bloc Nétanyahou (53 sièges)
- **Likoud (27)** (droite) Benyamin Nétanyahou
- **Sionisme religieux-Zehut (6)** (extrême droite) Bezalel Smotrich et Moshe Feiglin
- **Otzma Yehudit (7)** (extrême droite) Itamar Ben Gvir
- **Shas (6)** (parti ultraorthodoxe) Aryeh Deri
- **Judaïsme unifié de la Torah (7)** (parti ultraorthodoxe) Yaakov Asher

Note : les noms indiqués sont ceux des chefs de parti. SOURCE : COURRIER INTERNATIONAL

SOURCE

HAARETZ
Tel-Aviv, Israël
Quotidien
haaretz.co.il

Premier quotidien (1919) publié en hébreu en Palestine sous occupation britannique, *"Le Pays"* est le journal de référence des intellectuels israéliens. Aujourd'hui de gauche libérale, *Haaretz* a longtemps cultivé une ligne centriste indépendante du mouvement travailliste et davantage encore de la droite nationaliste.



↙ **Des Palestiniens d'Israël exultent après la publication des résultats dans le siège de campagne de la Liste unifiée, à Nazareth, le 27 octobre.** *Photo Ahmad Gharabli/AFP*

Le désespoir a mobilisé les Palestiniens d'Israël

Avec une participation record de 80 %, la communauté arabe a voté en masse. L'expression d'une détermination à faire barrage à la politique d'exclusion du gouvernement Nétanyahou.

—+972 Magazine, *extraits*

Pendant des semaines, les sondages ont prédit que, par rapport aux élections israéliennes précédentes, la participation arabe allait augmenter et qu'elle pourrait atteindre les 70 %. Les résultats ont fait pâlir ces prédictions : elle a été de 80 % – le chiffre le plus élevé de ces dernières décennies pour les Palestiniens citoyens d'Israël, et supérieur à la moyenne nationale. Les deux partis arabes – la Liste unifiée et la Liste arabe unie (Raam) – ont décroché un total de 19 des 120 sièges de la Knesset [le Parlement israélien], battant leur record précédent de 15, en 2020. Le scrutin a été, dans tous les sens du terme, un jour historique pour la politique des Palestiniens d'Israël.

Ce sont les neuvièmes élections auxquelles j'ai pris part, et les huitièmes que j'ai couvertes en tant que journaliste. Mais jamais encore je n'avais été témoin de ce que j'ai vu le 27 octobre. Lors des échéances précédentes, quand je demandais aux gens, dans les semaines précédant le scrutin, pour qui ils comptaient voter, j'avais généralement droit à l'une ou l'autre version de la même réponse : *"Il n'y a personne pour qui voter"*, *"Ils nous ont tous déçus"*, ou *"Qu'est-ce que ça changera ? De toute façon, l'État fera ce qui lui chante"*. Cette fois, je n'ai pour ainsi dire pas entendu ce genre de réplique. *"Bien sûr que je vais voter"*, voilà ce que l'on n'a cessé de me répondre.

Dégoût. À Nazareth [la plus grande ville arabe d'Israël], ce sentiment était particulièrement marquant. À chaque scrutin ou presque, je me rends dans la ville ; et, les dernières fois, la sensation qu'avait la population arabe d'être ostracisée dans la politique nationale était palpable. Lors des élections précédentes, la participation avait été d'à peine 48 %. Depuis, la ville a traversé une succession de crises qui ont toutes attisé un profond sentiment de dégoût vis-à-vis de la politique et des politiciens. Or, le 27 octobre, j'ai vu des femmes de plus de 90 ans se présenter dans les bureaux de vote de certaines municipalités.

Dans la société arabe, les liens locaux sont une force avec laquelle il faut compter. C'est pourquoi la participation est généralement beaucoup plus importante lors des municipales que pour les législatives. Les gens connaissent les candidats et leurs familles, et le maire ou le président du conseil municipal a une influence directe sur leur existence. Mais [cette fois], les élections à la Knesset ressemblaient à une campagne locale. Au fil de mes déplacements, j'ai compris que ce phénomène se répétait un peu partout. Des choses qui, d'ordinaire, semblent lointaines – le gouvernement, la coalition et la Knesset – nous ont soudain paru très proches de nous.

Le mérite en revient à tous ceux qui se sont efforcés ces derniers mois d'accroître la participation dans les communautés arabes : les candidats, les militants locaux et les équipes de campagne. Ils se sont rapprochés des gens, ont passé des coups de fil, se sont démenés sur les réseaux sociaux et ont travaillé sur le terrain. Mais ce contact avec les électeurs ne suffit pas à expliquer cette participation de près de 80 %, après des années d'apathie.

Selon moi, les deux personnes qui ont le plus fait pour transformer ces élections en un événement local sont les ministres d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Des années durant, on a eu beau dire aux électeurs qu'il fallait battre l'extrême droite, il était rare que cela les incite à se rendre aux urnes. Les gens peuvent être en colère contre le gouvernement, maudire les informations à la télévision, et rester quand même chez eux le jour du scrutin. Ben Gvir et Smotrich ont changé cette réalité. Leurs agissements ont fait entrer la politique nationale dans presque tous les foyers arabes.

Au cours des quatre dernières années, les crimes avec violences ont ravagé nos communautés, et beaucoup ont le sentiment que l'État nous a abandonnés, que c'est à nous d'y faire face par nous-mêmes. Les démolitions de maisons ne sont plus une question politique abstraite. La rhétorique de Smotrich sur la *"judaïsation"* de la Galilée et du Néguev concerne la terre sur laquelle nous sommes des centaines de milliers à vivre. L'incitation à la haine contre les Arabes s'est banalisée. Chez certains ministres du gouvernement sortant, elle fait partie intégrante de leur identité politique.

Pendant des années, les citoyens palestiniens ont été traités comme étant dangereux simplement parce qu'ils revendiquaient leurs terres, la sécurité, l'égalité ou le droit de parler des atrocités infligées à notre peuple. Le jour du vote, même notre décision d'exercer le plus fondamental des droits dans une démocratie a été présentée comme une menace. L'incitation à la haine n'a pas faibli, et le Likoud, parti du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a affirmé – sans aucune preuve ni motif – que les élections avaient été *"volées par les partis arabes"*.

Il y a deux mois, quand Smotrich a mis en ligne une vidéo de campagne produite par l'intelligence artificielle qui assurait que son projet de judaïsation terrorisait les citoyens palestiniens, il l'a accompagnée de la phrase : *"Ahmed a raison d'avoir peur."* Ahmed a peut-être des raisons d'avoir peur, mais il a aussi le droit de voter. Et c'est exactement ce qu'il a fait.

Ce résultat historique a quelque chose de paradoxal. Ces dernières années n'ont pas rapproché la société arabe de l'État israélien ; elles l'en ont au contraire éloignée davantage. Le génocide à Gaza, le nettoyage ethnique en Cisjordanie, les incitations à la haine contre nous, les restrictions qui nous empêchent même de dire ce que subit notre peuple, et la criminalité et l'insécurité dans nos communautés, tout cela a sapé la confiance dans les institutions de l'État et dans le système politique.

Les agissements des ministres d'extrême droite ont fait entrer la politique nationale dans les foyers arabes.

Or c'est précisément ce sentiment d'aliénation qui a poussé les gens à aller voter en masse. À vrai dire, cela n'a rien de contradictoire. Il n'est pas nécessaire de croire en un système politique pour utiliser les instruments qu'il vous donne. Vous pouvez douter qu'un autre gouvernement pourra résoudre vos problèmes, avoir l'impression que ni l'État ni le monde ne se soucient sérieusement de votre sécurité et de votre avenir. Et vous pouvez pourtant décréter que vous n'allez pas rester chez vous alors que Ben Gvir et Smotrich réclament quatre ans de plus au pouvoir.

C'est peut-être la plus grande différence entre le 27 octobre et les votes précédents. Auparavant, c'était surtout l'espoir qui mobilisait les gens : la possibilité d'une meilleure représentation arabe, la sensation qu'il se passerait peut-être quelque chose de nouveau. Le 27 octobre aussi, l'espoir était présent, mais ce que j'ai ressenti plus que tout, c'est la détermination. Les gens ne sont pas forcément convaincus que l'un ou l'autre candidat sera capable d'améliorer leur existence. Mais ils savent ce qui, pour eux, ne peut plus continuer.

Survie. Des années durant, nous avons évoqué l'effondrement de la société arabe, comment la délinquance et le désespoir ont divisé une communauté qui estimait partager le même destin en des groupes axés sur leur propre survie. Le 27 octobre, pendant une journée, j'ai vu autre chose.

Nous allons continuer à débattre de l'identité nationale et de partenariats politiques, de la Knesset et de comment y travailler dans les limites qu'elle impose. Mais des centaines de milliers de personnes ont décidé que, en dépit de ces désaccords, c'est ensemble que nous faisons face à cette bataille existentielle.

Ben Gvir et Smotrich voulaient que les Arabes aient peur, qu'ils soient affaiblis et assez désespérés pour rester chez eux. Le jour du scrutin, ils se sont aperçus que la peur et le désespoir n'aboutissent pas toujours au silence.

—Bakr Zoubi,
publié le 28 octobre, traduit par Raymond Clarinard

SOURCE

+972 MAGAZINE
Quotidien
972mag.com
Ce site web israélo-palestinien anglophone a été lancé en 2010. Son nom est une référence au code téléphonique international commun à l'État d'Israël et à la Palestine occupée : +972. Résolument de gauche, le site a pour objectif de couvrir les soubresauts sociopolitiques en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés (Cisjordanie, Jérusalem-Est et bande de Gaza).

"UNE SUCCULENTE COMÉDIE NOIRE"

PREMIÈRE

83
MOSTRA INTERNAZIONALE
D'ARTE CINEMATOGRAFICA
LA BIENNALE DI VENEZIA 2026
Meilleur Acteur



JOHN MALKOVICH

SAM ROCKWELL

STEVE BUSCEMI

AVEC
TOM WAITS

ET
PARKER POSEY

WILD HORSE NINE

ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR MARTIN McDONAGH



ACTUELLEMENT
AU CINÉMA

SEARCHLIGHT PICTURES

© 2026 Searchlight Pictures. Tous droits réservés.

UGC AIME · m6+2 · FILM À DÉCOUVRIR KINEPOLIS · CINÉMAS ART & ESSAI

Télérama · Le Monde · france inter

amériques

Brésil. André Janones, "chien fou" et chef de l'"Armée de Lula"



Responsable de la campagne numérique qui a aidé le président sortant à se faire réélire, ce député fédéral, avocat de formation, assure avoir tout appris sur le terrain. Portrait d'un iconoclaste devenu la coqueluche de la gauche internationale.

—Folha de São Paulo,
extraits (São Paulo)

Elu député fédéral sous les couleurs du parti [centriste] Avante en 2018, dans le sillage de vidéos qu'il avait publiées sur les réseaux sociaux pour soutenir des syndicats lors de la grève des chauffeurs routiers, André Janones, 42 ans, ne s'explique pas comment il est devenu un stratège des réseaux.

À l'époque, il organisait déjà des directs de vingt-quatre heures, insistant sur le caractère *"urgent"* des informations qu'il transmettait. Quatre ans après son élection de 2018, présenté comme précandidat à la présidence par ce même parti, il a finalement renoncé à sa candidature pour soutenir Lula. Au cours de la campagne du Parti des travailleurs [ou PT, la formation de Lula], il a pris en charge la gestion des réseaux sociaux, et il a été réélu député.

Interview. Issu d'une famille modeste d'Ituiutaba, dans la région du Triângulo Mineiro [dans l'ouest de l'État de Minas Gerais], fils d'une employée de maison qui l'a élevé seule – son père est mort alors qu'il n'avait que 10 mois –, le député fédéral confie ne jamais avoir eu le temps de se la couler douce.

Son tempérament sulfureux et sa spontanéité lui ont valu, parmi les membres du PT, des surnoms tels que "chien fou". Il leur doit également d'avoir été poursuivi devant le Tribunal suprême fédéral pour injure envers l'ancien président Jair Bolsonaro, et condamné au versement de dommages et intérêts pour des propos offensants tenus à l'égard de certains de ses partisans. *"Tout ce qu'on fait dans la vie a un prix. À leur place [celle des partisans de Bolsonaro], j'aurais réagi de la même manière"*, explique le parlementaire, par téléphone, depuis un avion sur le point de décoller pour Rio de Janeiro, où il devait donner une autre interview. Le député quittait alors São Paulo, deux jours après la réélection de Lula, qui l'a remercié d'avoir pris en main la campagne numérique dans la dernière ligne droite et de lui avoir permis de renverser la situation face au sénateur Flávio Bolsonaro [arrivé en tête à l'issue du premier tour].

PORTRAIT

Depuis le succès de l'Exército do Lula ["Armée de Lula"], une chaîne [WhatsApp] qui a rassemblé plus de 10 millions de personnes en moins d'un mois, des candidats de gauche du monde entier font appel au député dans le cadre de leurs propres campagnes, l'exemple le plus emblématique étant celui du Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez.

André Janones assure aux journalistes n'avoir jamais lu un livre sur le sujet et avoir appris sur le terrain, au fil des années, en tant qu'autodidacte diagnostiqué par ailleurs "haut potentiel" – le diagnostic, posé il y a six ans par un psychiatre, l'aurait aidé à comprendre pourquoi il était si actif : *"J'ai tout le temps de nouvelles idées dans la tête, que je le veuille ou non, c'est pour ça que je dors si peu."* Au petit matin, pendant cette période électorale, la chaîne Exército était chaque jour inondée de messages, et le mot *explode* ("explose") est devenu viral. Pour dompter son hyperactivité mentale, il suit une analyse (*"Je remercie d'abord Dieu, ensuite la psychanalyse"*) et s'applique à respecter un programme intensif d'activités physiques.

Cinéphile, comme il se définit lui-même, il dit s'identifier à son film préféré, *À la recherche du bonheur* (avec Will Smith), qu'il considère comme autobiographique : *"Ce film montre le pouvoir de la résilience, c'est l'histoire de ma vie."* Le long-métrage retrace le parcours d'un entrepreneur, Chris Gardner, qui a connu l'extrême pauvreté avant de devenir millionnaire. *"J'ai toujours dû me dépasser. Mon privilège a été de ne pas en avoir, et c'est l'urgence qui a façonné ma vie."*

Avocat de formation, André Janones a mené ses études supérieures grâce à une bourse qui ne couvrait que partiellement les frais. Pour compléter ses revenus, il travaillait comme contrôleur de bus. Il a présidé l'association étudiante de la faculté et intégré le mouvement étudiant, affilié au PT. *"C'est là que j'ai commencé à m'engager, à comprendre ce que je pouvais construire."*

Accusations. Son diplôme en poche, il a décidé d'apporter son aide aux populations à faibles revenus afin de leur garantir l'accès aux droits fondamentaux, notamment aux soins médicaux. Faute d'obtenir le respect des injonctions lorsqu'il formulait des demandes polies, il en est venu aux esclandres et aux publications sur les réseaux sociaux. Sous le slogan *"Fiscal do povo"* ("Contrôleur du peuple"), il s'est présenté aux élections municipales d'Ituiutaba en 2016, en tant que représentant du PSC [Parti social-chrétien], mais n'a pas été élu. Battu, il prétend avoir investi tout son argent dans cette campagne. *"J'ai*

La méthode Janones

●●● André Janones est *"le général d'une armée numérique sans laquelle on ne peut pas comprendre la remontada historique"* du chef de l'État sortant dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, affirme **El País América.**
Au lendemain du premier tour, retrace **The New York Times,** le député a lancé *"un appel à la mobilisation"* sur sa chaîne WhatsApp, qui ne comptait alors que 53 000 abonnés et qu'il a rebaptisée "L'Armée de Lula".
Nuit et jour, il a envoyé des *"missions"* à ses abonnés, afin de mobiliser la gauche, de relayer les informations contre Flávio Bolsonaro et d'inonder les réseaux sociaux de contenus en faveur de Lula. Objectif : *"dompter l'algorithme"* et faire en sorte que ces publications sortent de la *"bulle"* de la gauche et atteignent les *"profils les plus recherchés : les indécis et les abstentionnistes"*, explique *El País América*.
Janones a incité les sympathisants de Lula à *"assumer la responsabilité des résultats électoraux et à considérer la recherche de voix supplémentaires comme un effort individuel"*, analyse un chroniqueur d'**O Estado de São Paulo.**
À la veille du second tour, L'Armée de Lula a dépassé la barre des 10 millions de membres, *"soit une audience équivalente à près de 5 % de la population brésilienne"*, précise *O Estado*, pour qui *"le député a orchestré une mobilisation qui a marqué l'histoire de l'élection présidentielle"*.



↑ André Janones enlace Lula pendant son discours de victoire, le 25 octobre, à São Paulo.
Photo Nicolas Hernandez/Anadolu/AFP

tout perdu : la banque a pris ma voiture, ma maison, et je suis retombé dans la misère.”

Des années plus tard, il a été visé par des accusations concernant des pratiques de *rachadinha* [système illégal de rétrocession de salaire] qui auraient eu cours au sein de son cabinet – alors qu’il était déjà député fédéral – pour rembourser les dettes de cette campagne. Il a nié, avant de reconnaître les faits et de conclure un accord avec le procureur général de la République pour échapper à des poursuites pénales.

André Janones a également fait l’objet d’une plainte de la part de son ex-femme Leandra Guedes, maire d’Ituiutaba, qui l’accuse de l’avoir menacée de divulguer des photos intimes à la fin de 2024. Dans le cadre de cette affaire placée sous le sceau du secret, Leandra Guedes soutient que le député a tenté de la faire chanter pour obtenir le licenciement d’une employée.

“Internet valorise la vie réelle, et la vie réelle est faite d’erreurs et d’imperfections, déclare André Janones. *Je fais face à de nombreuses poursuites judiciaires pour avoir fait ce que je n’aurais pas dû faire, dit ce que je n’aurais pas dû dire. Je suis humain, c’est tout. Je ne suis pas un citoyen modèle, et je ne le serai jamais. Je suis un citoyen qui parfois se trompe, parfois a raison, mais qui apprend et évolue grâce à ses erreurs.”*

Par son parcours et son caractère, André Janones incarne parfaitement l’habitant du Minas Gerais dépeint par l’écrivain João Guimarães Rosa : imaginatif et particulièrement rebelle à la monotonie.

—Juliana Arreguy,
publié le 27 octobre, traduit par Céline Dompierre

Flávio Bolsonaro : une fuite “ridicule” mais salutaire

Les grands journaux du Brésil se félicitent de l’émergence de nouvelles figures à droite.

—Courrier international

Flávio Bolsonaro, son épouse et leurs deux filles ont atterri à Miami, le 28 octobre, après une fuite rocambolesque, en voiture d’abord, jusqu’à Puerto Iguazu, en Argentine, puis à bord d’un jet privé vers les États-Unis, après une escale à Guayaquil, en Équateur. Dans cet “exil” que lui seul s’est imposé, le candidat défait de l’extrême droite – visé par des enquêtes pour corruption et blanchiment d’argent – a crié à la fraude électorale, s’est déclaré comme le vrai dirigeant du pays et prétend désormais diriger l’opposition. Mais, au Brésil, ses alliés de droite, *“déconcertés par ce mélange de lâcheté, d’arrogance et de stupidité”*, ont non seulement reconnu la victoire de Lula, mais ont déjà commencé à tourner le dos à Flávio Bolsonaro, souligne le grand journal de Rio **O Globo.**

De la prison où il purgeait une peine pour tentative de coup d’État, l’ancien président Jair Bolsonaro avait imposé son fils aux commandes du Parti libéral (PL). Le Brésil et le centre droit doivent à présent *“tirer profit de la fin des ambitions présidentielles de cette famille autoritaire, ignorante et incompétente. Il est temps de regarder vers l’avenir”*, lance le quotidien centriste **Folha de São Paulo.**

Les médias conservateurs ont déjà leur chouchou. *“Flávio appartient au passé et retombera bientôt dans l’oubli, d’où il n’aurait jamais dû émerger, malgré les près de 60 millions de voix qu’il a recueillies – et gaspillées. Tarcísio de Freitas (Républicain), quant à lui, incarne l’avenir pour une opposition [à Lula] ferme, proactive et démocratique”*, prédit le conservateur **O Estado de São Paulo,** qui le situe *“parmi les figures les plus compétentes de la droite démocratique, capable d’interrompre la spirale de folie et de populisme menée par Lula”.* Le gouverneur de São Paulo, réélu dès le premier tour avec près de 63 % des voix, a reconnu la victoire de Lula. Et ce n’est pas rien, *“après des années de tentatives de coup d’État orchestrées par Bolsonaro”*, se félicite *O Estado.* Pour *O Globo* aussi, *“le meilleur résultat de cet épisode est l’émergence d’une opposition plus mature et démocratique que le pitoyable régime de Bolsonaro”.*

—Sandrine Morel

Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.

THÉÂTRE
Gagnez des places pour ***Mi madre y el dinero,*** d’Anacarsis Ramos, au Théâtre 13 / Bibliothèque (Paris), le 16 décembre.



FESTIVAL
Remportez une invitation pour la cérémonie de clôture de **Kinotayo,** le festival du cinéma japonais contemporain en France, le 12 décembre, à Paris.

BD
Tentez de remporter un exemplaire de ***Silent Rose. Six notes sous terre,*** de D. Boriau et S. Dhondt, proposé par les éditions Drakoo.

JEU DE SOCIÉTÉ
Tentez de remporter un exemplaire du jeu **Koï,** conçu par R. Battiato, M. Borzì et M. Chiacchiera, proposé par Philibert.



EXPOSITION
Remportez une invitation pour **“Ibrahim Mahama. Le temps des récoltes”,** à la Fondation Cartier pour l’art contemporain, jusqu'au 28 février 2027.



CINÉMA
Gagnez un abonnement de trois mois à la plateforme Sooner pour visionner ***La Forme de l’eau,*** de Guillermo del Toro.



ACTUALITÉS
Tentez de remporter un an d’abonnement numérique au ***Wall Street Journal.***



afrique





—**The New York Times,**
extraits (*New York*)

RD Congo. L'Église convertit les sceptiques d'Ebola

Dans ce pays où l'épidémie a tué plus de 4 600 personnes depuis mai, l'Église catholique s'impose comme un rempart contre la désinformation. Catéchistes et prêtres mobilisent leur influence pour inciter les malades à se faire soigner.



Deo Kasereka sait à quel moment il a été contaminé par Ebola. En tant que catéchiste à l'église Notre-Dame de la Charité maternelle de Mongbwalu, en République démocratique du Congo (RDC), son travail consistait à réconforter les malades. Cet été, il a assisté aux funérailles d'un paroissien et a touché le corps, conformément à la tradition. Quelques jours plus tard, il a commencé à ne pas se sentir bien. *"J'avais de la fièvre, j'avais tellement chaud que je ne pouvais pas dormir. Tout ce que je faisais c'était transpirer et tousser"*, raconte-t-il.

Au début de l'épidémie, les gens ne savaient que faire pour se protéger contre le virus. *"Si quelqu'un me tendait la main, je la prenais"*, confie Deo Kasereka.

Guérison. Quand il est tombé malade, sa fille l'a imploré d'aller consulter à la nouvelle clinique Ebola. Elle savait qu'il était important de commencer le traitement tôt parce qu'elle avait contribué à gérer une autre épidémie d'Ebola qui avait eu lieu en 2019 dans cette ville isolée qui s'étend sur de vertes collines et est entourée de mines d'or clandestines.

Quatre jours après être entré à la clinique et avoir été déclaré positif au virus Ebola, Deo Kasereka a eu un test négatif et a pu partir. Il assure devoir sa guérison à sa fille. *"Ma famille était bien informée alors j'ai pu recevoir un traitement tôt. Si on attend, si on vient une fois qu'on a commencé à vomir et à avoir la diarrhée, c'est en général trop tard."*

Deo Kasereka profite de son rôle au sein de l'Église et de son statut de survivant d'Ebola pour prêcher la bonne parole sur l'importance d'un traitement précoce et démonter l'idée, largement répandue, que le virus a été inventé par des étrangers pour tuer les gens du coin et s'approprier leurs terres riches en minerai. Richard Dieudonné Ivale, le prêtre de sa paroisse, déplore : *"Les gens trouvent des justifications mystérieuses aux maladies quand ils ne comprennent pas."*

L'épidémie a tué au moins 4687 personnes en RDC depuis le mois de mai. C'est l'épidémie d'Ebola à la propagation la plus rapide jamais enregistrée. Elle présente aussi la propagation la plus étendue puisque des cas ont été recensés en Ouganda, au Kenya et au Nigeria. Au moins 346 patients touchés par le virus sont morts à la clinique de Mongbwalu. Le personnel de santé reconnaît cependant que les contaminations commencent à décliner, en partie grâce au travail de sensibilisation effectué par le personnel de santé et les chefs religieux.

REPORTAGE

"Moi, je ne peux donner que le message médical, et ça ne marche pas toujours, mais les prêtres profitent de leur autorité pour convertir ce message en quelque chose de spirituel, quelque chose lié à la Bible", déclare la docteure Marie-Roseline Bélizaire, qui travaille pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique. *"J'ai entendu un prêtre faire référence au commandement* 'Tu ne tueras point' *dans un sermon. Il a dit que si on n'emmenait pas les malades se faire soigner, on les tuait de fait. C'était un message très fort."*

La RDC est le pays d'Afrique qui compte la plus grande population catholique : un tiers de ses 117 millions d'habitants se considèrent comme tels. L'Église est l'une des rares institutions du pays à posséder une infrastructure en état de marche. Elle fournit des services sociaux, des hôpitaux par exemple, et gère près de la moitié des écoles du pays, selon le Vatican. Elle jouit en outre d'une influence considérable sur la vie politique et la vie quotidienne de ce pays ravagé par des décennies de conflits.

À la messe à Notre-Dame de la Charité maternelle, on donne du désinfectant pour les mains aux fidèles avant qu'ils reçoivent la sainte communion, pendant que les prêtres communiquent les dernières informations sur Ebola et rappellent à leurs centaines de



←← Pendant une messe à Notre-Dame de la Charité maternelle à Mongbwalu, en juin, les fidèles reçoivent du désinfectant pour les mains avant de communier.

← Deo Kasereka profite de son rôle de catéchiste et de son statut de survivant d'Ebola pour prêcher la bonne parole sur l'importance d'un traitement précoce. *Photos Finbarr O'Reilly/The New York Times*

paroissiens de respecter certaines mesures de sécurité pendant les funérailles. Le virus Ebola est hautement contagieux après le décès de la victime et peut contaminer toute personne entrant en contact avec le corps.

Radio. Nous sommes en juin. Avant un office, des membres du chœur chantent en l'honneur de deux jeunes garçons qui viennent de se remettre du virus.

"Nous avons été les premiers à informer les gens par notre église et notre radio, déclare Richard Dieudonné Ivale. *Nos communautés sont éparpillées dans toute la province et nous leur avons relayé des informations fiables pour qu'elles les diffusent. Maintenant, les gens commencent à comprendre. Il y a un grand changement. Nous avons dû faire beaucoup de conscientisation pour que la population croie à l'existence d'Ebola."*

Ce n'était pas une mince affaire. C'est probablement la mort d'un pasteur de Mongbwalu en février qui a déclenché une propagation de grande ampleur, bien avant que l'OMS ne déclare l'épidémie en mai. Des dizaines de membres de la communauté, dont trois parents proches [du défunt], sont morts dans les deux semaines qui ont suivi ses funérailles. Cette soudaine vague de décès et certaines circonstances entourant l'inhumation du pasteur ont suscité des rumeurs, donné lieu à des messages trompeurs sur les réseaux sociaux, et même inspiré une chanson à un groupe local sur un cercueil fantôme qui hanterait le quartier et provoquerait la maladie.

Pour contrer cette désinformation et faire taire les rumeurs selon lesquelles on tue les patients dans les cliniques Ebola pour prélever leurs organes, Deo Kasereka, le catéchiste qui a survécu, intervient régulièrement dans des émissions de radio religieuses pour parler d'Ebola. Il s'est en outre rendu dans les communautés environnantes pour discuter directement avec les habitants. *"Avant que je ne survive à Ebola, les gens disaient qu'il ne fallait pas aller à l'hôpital parce que c'était la mort à coup sûr,* raconte-t-il. *Mais quand j'ai été guéri, par la grâce de Dieu, les choses ont commencé à changer. Je suis devenu la preuve vivante que le traitement pouvait marcher."*

—Finbarr O'Reilly,
publié le 23 octobre, traduit par Isabelle Boudon

SOURCE

THE NEW YORK TIMES
New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com
Avec plus de 2 000 journalistes, une trentaine de bureaux à l'étranger, plus de 140 prix Pulitzer et près de 13 millions d'abonnés au total à la fin de l'année 2025, *The New York Times* est le quotidien de référence aux États-Unis, dans lequel on peut lire *"all the news that's fit to print"* ("toute l'information digne d'être publiée").

SAHARA OCCIDENTAL

L'ONU s'en va, Alger et Rabat restent face à face

Le 1er novembre a sonné la fin de la mission onusienne dans ce territoire disputé. Faisant planer le risque d'une confrontation entre l'Algérie, soutien des indépendantistes, et le Maroc.

—Le Djely (*Conakry*)

S'il n'en émanait pas un risque d'affrontement entre deux pays africains, on pourrait presque en rire. Car, d'un certain point de vue, ce qui s'est joué vendredi [30 octobre] aux Nations unies au sujet de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) a quelque chose de cocasse.

Un dispositif neutre qui, depuis trente-cinq ans, veillait au respect du cessez-le-feu dans ce territoire au statut controversé a été rayé d'un trait en raison d'une discorde autour de la lettre R. Un R renvoyant à un référendum que les Américains, en parrains de Rabat, ne veulent plus, mais que les Russes, agissant pour le compte d'Alger, souhaitent maintenir coûte que coûte. Nanties du droit de veto, chacune des puissances a bloqué la résolution portée par l'autre. Conséquence : plus de Minurso, et pas davantage de Minuso, sa version délestée de la lettre R.



Cartes rebattues. Quand le Maroc et l'Algérie s'affrontent sur le ring des Nations unies, par États-Unis et Russie interposés ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les deux pays nord-africains, ne pesant pas assez par eux-mêmes dans les instances internationales, sont passés respectivement par Washington et Moscou.

Le Maroc, tout d'abord, s'abrite sous le parapluie américain et, plus largement, derrière le bloc occidental, dont la France et l'Espagne, avec son propre plan d'autonomie. Ces dernières années, le royaume chérifien semblait avoir pris une longueur d'avance, en ralliant à sa cause bon nombre d'acteurs de la communauté internationale.

Mais avec l'impasse de vendredi dernier aux Nations unies, les cartes pourraient avoir été quelque peu rebattues. La Russie, en bloquant la résolution que portaient les États-Unis, redonne un peu de souffle au camp du Front Polisario [mouvement politique et armé pour l'indépendance du Sahara occidental], que l'Algérie soutient, avec pour leitmotiv le référendum d'autodétermination.

D'ores et déjà, la conséquence immédiate de cet imbroglio est le démantèlement et le départ de la Minurso. Tirant les leçons de la fin brusque et plutôt inattendue de sa mission au Sahara occidental, l'ONU s'efforce de gérer au mieux la liquidation à laquelle elle est contrainte. Son secrétaire général, António Guterres, sur le départ [son mandat s'achève à la fin de 2026], dit redouter un *"risque d'escalade"* à la suite du non-renouvellement de la Minurso.

Cette inquiétude est d'autant plus légitime que le Maroc, qui semble se satisfaire du dessaisissement de fait de la question du Sahara occidental par les Nations unies, entend manifestement faire prévaloir le fait accompli, via la mise en œuvre forcée de son plan d'autonomie. Sauf que, dans ce contexte de tension et de surchauffe, une telle perspective pourrait être perçue comme une provocation par les indépendantistes du Front Polisario. Ce qui pourrait déboucher sur une confrontation entre Rabat et Alger, tant chacune des parties semble camper sur sa position.

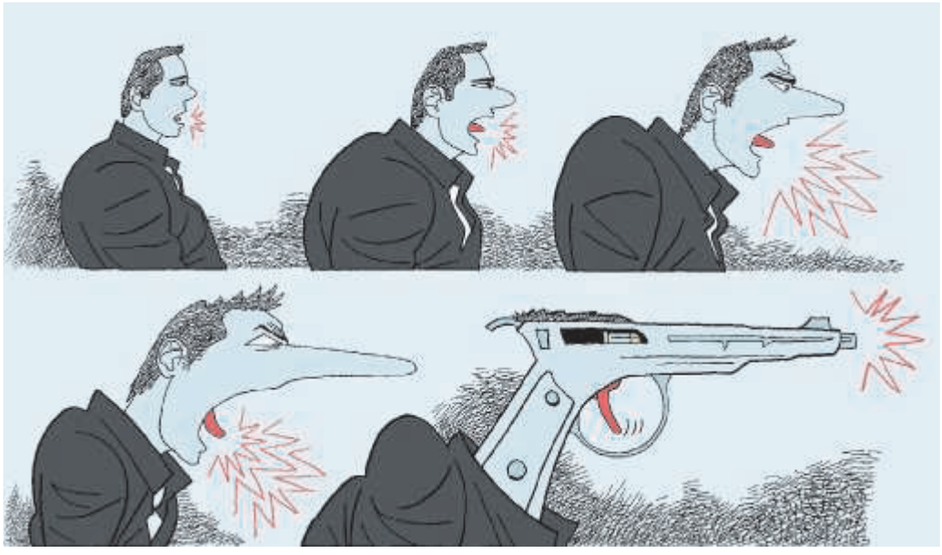
Et cette confrontation est d'autant plus à redouter qu'il est désormais établi qu'elle pourrait, au-delà de ces pays maghrébins, mettre aux prises les blocs Ouest et Est, voire le Nord et le Sud global. Ce, à la suite des champs de bataille que constituent notamment le Sahel, l'Ukraine et le Moyen-Orient.

—Boubacar Sanso Barry,
publié le 2 novembre

france

Attentat. Et si le tireur s'était appelé Mohamed?

Le profil de l'auteur de l'attentat raciste qui a fait un mort et quatre blessés graves met en lumière une obsession raciste alimentée par les chaînes d'information. À Trappes et à La Verrière, un sentiment d'injustice monte.



↙ *Dessin d'***Oliver** *paru dans* **Der Standard,** *Vienne.*

—El-Watan, *extraits (Alger)*

A Trappes et à La Verrière, la tristesse n'a pas quitté les rues. Quatre jours après les tirs, les habitants sont encore sous le choc. Dans ces quartiers, la peur se mêle à un sentiment d'injustice. *"On a peur pour nos enfants, pour nos vies, dans cette France qui ne protège plus, livrée au discours de l'extrême droite. On savait qu'un jour le drame arriverait"*, pleure Mounira, habitante d'une ville à forte population [d'origine] maghrébine et africaine. Ce fatalisme dit tout. Les habitants n'ont pas été surpris par la haine. Ils l'entendent depuis des années dans les conversations, sur les plateaux de télévision, dans la rue. Ce qui les a surpris, c'est qu'elle prenne la forme d'une attaque à l'arme automatique.

Trappes est une commune des Yvelines, en Île-de-France, bâtie sur un plateau au sud de Versailles. Une ville de plus de 30 000 habitants, que l'on réduit trop souvent à l'image d'une "banlieue sensible". La population y est jeune, populaire, largement issue de l'immigration maghrébine et africaine. C'est aussi, de longue date, une ville stigmatisée. Les polémiques françaises sur le voile, la laïcité ou la *"radicalisation"* ont fait de Trappes un décor commode pour les débats télévisés, rarement un territoire que l'on écoute. Jordan Bardella, président du RN, l'a même qualifiée de *"cité du djihad"*.

Stigmates. Les habitants de Trappes expriment une colère qui vise la France tout entière, qui semble s'accommoder d'un terrorisme dirigé contre une minorité. Dans les cafés, à la mosquée, chacun avance avec précaution. Ils craignent le pire. On y parle à voix basse de ce qui s'est passé, de la crainte de sortir le soir, de la peur d'être pris pour cible à son tour, des enfants que l'on accompagne désormais jusqu'au jardin d'enfants et aux aires de jeux. On y parle aussi du poids des regards, de ce sentiment tenace d'être jugé avant d'être protégé, des stigmates collés à la ville depuis des années. *"On se sent seuls, délaissés. Où est la solidarité, la fraternité? On veut savoir qui sont les responsables de ce climat de terreur contre les musulmans, dans ce pays que j'ai servi en construisant ses écoles et ses routes"*, peste Amar, 70 ans, retraité.

Un détail frappe à Trappes. Dans les cafés de la ville, aucun écran n'est branché sur les chaînes d'information en continu. Ni CNews, ni BFM, ni même LCI. Ces chaînes, que beaucoup d'habitants perçoivent comme des télévisions de haine, ont disparu des murs. Les écrans sont éteints, ou diffusent du sport et de la musique. Le geste est silencieux mais éloquent : dans cette ville qui sert de décor à leurs plateaux, on ne veut plus entendre les discours qui désignent les Noirs et les Arabes comme responsables de tout.

> **"On a peur pour nos enfants, pour nos vies, dans cette France qui ne protège plus."**
> **Mounira,** RÉSIDENTE

Le procureur antiterroriste, Olivier Christen, a reconstitué le périple. Kevin T. a ouvert le feu en huit lieux différents, sur 12 kilomètres, entre Trappes et La Verrière, au volant d'une Renault Clio. Il a tiré 128 munitions en un quart d'heure. Au moment de son arrestation, il aurait dit aux policiers avoir voulu *"venger les commerçants"* pillés lors des manifestations du 17 octobre en s'en prenant *"aux Noirs et aux Arabes"*. L'analyse toxicologique a révélé la présence de cannabis et de cocaïne dans son sang. Cette déclaration est capitale. Elle suggère que le tueur a puisé son motif dans un récit médiatique, celui des commerçants pillés, abondamment relayé sur des plateaux de télévision, de CNews à BFM, et même au 20 heures de France 2. [Kevin T. a été mis en examen, jeudi 29 octobre, pour "assassinat et tentatives d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste", avec la circonstance aggravante que les faits ont été commis en raison de "l'appartenance vraie ou supposée à une prétendue race, ethnie, nation ou religion".]

Haine. Qui est Kevin T.? Les témoignages recueillis par *Mediapart* auprès de quatre membres du *"gang du potager"*, un groupe d'amis né il y a dix ans d'un jardin collectif à Guyancourt, brossent le portrait d'un homme seul, précaire et rongé par la haine. Électricien de formation, il a travaillé pour une entreprise de dépannage de poids lourds, puis dans la manutention de stations-service. Sa trajectoire est tout sauf linéaire. Il a manifesté contre la réforme des retraites au printemps 2023, a été "gilet jaune", est catholique pratiquant avec l'*Ave Maria* tatoué sur le bras. Mais ses amis sont formels sur l'essentiel. *"Depuis sept ou huit ans, il est dans ce discours raciste en permanence"*, témoigne un proche. Tous désignent le même carburant. *"Kevin écoute beaucoup trop les chaînes d'info."* Il relie tout à l'immigration *"comme le font Zemmour, Le Pen ou [le présentateur de CNews Pascal] Praud"*.

Dès le samedi [24 octobre], la garde à vue de Kevin T. est suspendue après un examen psychiatrique. Selon une source proche de l'enquête, il aurait déclaré avoir été diagnostiqué schizophrène et suivi un traitement. Lundi [26], un expert psychiatre a conclu [que] l'état du suspect [était] compatible avec la garde à vue, qui a repris.

Reste la question qui hante Trappes. Que se serait-il passé si le tireur s'était appelé Mohamed? Personne ne peut le dire avec certitude. Mais les habitants, eux, ont leur réponse : le débat sur la santé mentale du suspect, son parcours, sa couleur de peau, son enracinement dans les Yvelines occupe une place que la même discussion n'a presque jamais obtenue pour d'autres auteurs d'attaques terroristes.

Les réactions politiques doivent être pesées avec précision. Emmanuel Macron s'est rendu à Trappes dès vendredi [23 octobre] et a parlé d'*"attentat à connotation raciste"*. Laurent Nuñez [ministre de l'Intérieur] a employé le mot de "terrorisme". Le premier geste fort est donc venu de l'exécutif. La mobilisation, en revanche, est venue de la société civile et de la gauche. Dimanche [25], environ 3 000 personnes se sont rassemblées dans le nord de Paris, et plusieurs centaines à Lyon et à Marseille. Raphaël Glucksmann et Olivier Faure étaient présents. À La Courneuve, Jean-Luc Mélenchon a dit sa *"rage"* et sa *"honte"*. Pour le moment, aucune voix de la droite ni de l'extrême droite n'apparaît parmi les rassemblements. [Vendredi 30 octobre, Édouard Philippe et Valérie Pécresse ont participé à un rassemblement à La Verrière.] Aucune ne s'est interrogée publiquement sur le rôle des discours qui ont désigné les *"Noirs"* et les *"Arabes"* comme responsables des pillages du 17 octobre. Le silence de certains, la prudence des autres laissent l'impression d'une indignation à géométrie variable.

À Trappes, ce décalage nourrit une colère sourde. Pour de nombreux habitants, la communauté noire et maghrébine paie une double peine : être la cible, puis voir la question du racisme noyée sous celle de la psychiatrie. Ils jugent que l'État devra rendre des comptes. Les communautés africaine et maghrébine sont meurtries. Elles attendent de voir si la France acceptera, enfin, de nommer le racisme quand il tue et le terrorisme quand il cible la communauté musulmane.

—Sid Ahmed Hammouche, *publié le 27 octobre*

M

Le Festival

15 ans

12/11/26 — aya nakamura
13/11/26 — matthieu blazy
13/11/26 — amira casar
14/11/26 — pio marmaï
14/11/26 — vimala pons
14/11/26 — françois civil
14/11/26 — jessé
15/11/26 — mory sacko
15/11/26 — enzo lefort
15/11/26 — michel gondry
15/11/26 — céline pham
15/11/26 — angèle, piano & friends
... & d'autres surprises

Moments, expériences,
goût, passions

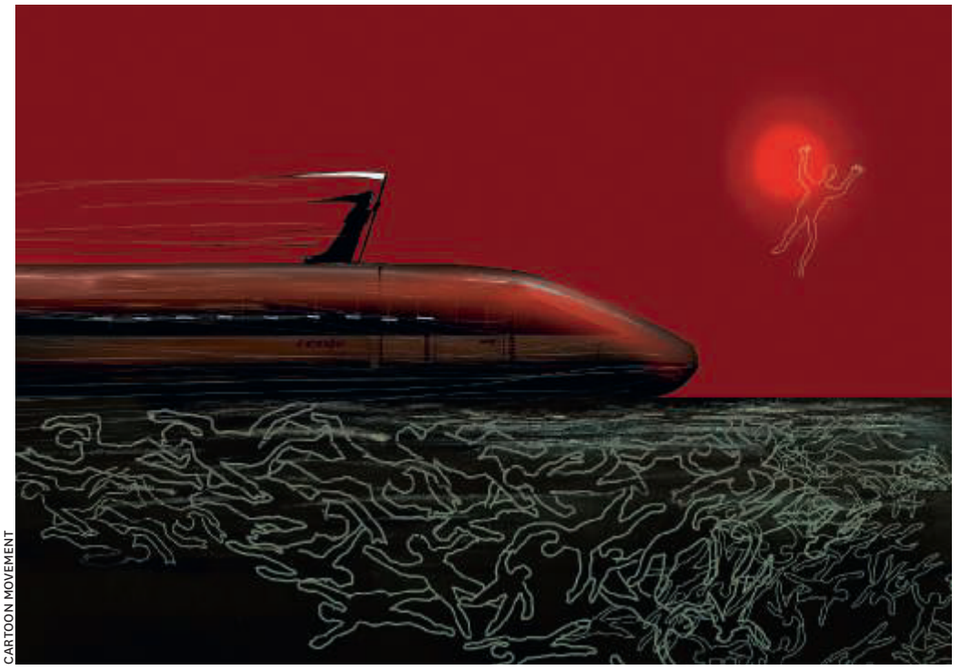
PARTAGES

12 — 15 novembre Paris

FESTIVAL15ANSDEM.LEMONDE.FR
@M_MAGAZINE

CHANEL le19M NESPRESSO L'ORÉAL

europe



CARTOON MOVEMENT

↙ *Dessin de* **Luc Descheemaeker,** *Belgique.*

Espagne. Un modèle ferroviaire à bout

Les catastrophes d'Adamuz, en janvier, puis d'Urda, le 28 octobre, doivent inciter les pouvoirs publics à redonner la priorité au réseau du quotidien. Le modèle fondé sur le remplissage maximal des trains et la réduction des durées de trajet n'est plus soutenable, juge ce géographe espagnol.

—La Vanguardia, *extraits (Barcelone)*

Face à l'ampleur de la catastrophe d'Urda [69 morts], il convient avant tout de transmettre nos condoléances aux victimes et à leurs familles et de les assurer de notre solidarité. Mais il nous faut aussi prendre du recul afin d'examiner le fonctionnement du réseau ferré espagnol dans son ensemble, et notamment son modèle de trains à grande vitesse.

Ce dernier a vu le jour en 1992 avec le Madrid-Séville et a franchi un nouveau cap en 2020 avec l'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs. Plus de 547 millions de passagers ont choisi le train en 2025, et 44,5 millions se sont déplacés en train à grande vitesse. Le réseau ferré espagnol compte 15678 kilomètres de voies (soit plus que le réseau des autoroutes et des voies rapides), dont 4000 kilomètres sont réservés aux trains à grande vitesse. L'Espagne est le pays avec le plus grand réseau de lignes à grande vitesse du monde, après la Chine.

Le train à grande vitesse a été accueilli avec enthousiasme par les Espagnols. Rien qu'entre 2024 et 2025 (selon les dernières données disponibles), le nombre de voyageurs a augmenté de 12 %, et depuis l'ouverture à la concurrence, en 2020, le nombre d'usagers a doublé. Il est passé de 22 millions en 2019 à 44,5 millions en 2025. Ce succès ne s'explique pas seulement par l'augmentation du nombre d'opérateurs – il y en a quatre, Ouigo, Iryo, Renfe et Avlo – ou par la fréquence des trains et des services proposés, mais aussi par la baisse du prix des billets, entre 40 % et 50 % en moyenne. Arriver plus tôt, voyager plus vite et moins cher, telles étaient les promesses du train en Espagne.

Il est temps de nous demander si les défaillances humaines et matérielles que nous avons connues ces derniers temps ne sont pas des indicateurs d'un certain essoufflement de ce modèle. Avons-nous atteint la limite ? Pouvons-nous continuer à voir le nombre de voyageurs sur les lignes à grande vitesse augmenter à un rythme aussi soutenu, ce qui nous conduirait à une hausse de 48 % d'ici quatre ans ?

Ne pourrait-on pas arriver un peu plus tard, mais en ayant un plus grand choix de destinations ?

À quel moment faut-il s'arrêter ? En un an, le nombre de voyageurs a augmenté de 5,5 millions. Avec un taux d'occupation des trains à grande vitesse de 88,5 %, il est impossible, selon moi, de continuer à soutenir cette croissance. Car la structure du réseau ferré espagnol commence à montrer des signes de faiblesse. Peut-être le moment est-il venu de réfléchir à une révision du modèle, en accordant plus d'importance à la capillarité [l'exploitation de petites lignes] qu'à la vitesse. Ou tout au moins en complétant ce modèle par une vision plus territoriale et spatiale.

Maillage territorial. On pourrait envisager une extension des lignes à grande vitesse "régionales", des services agiles et véloces, mais plus perméables et connectés avec les territoires. Durant la période où j'ai été coordinateur du Corridor méditerranéen [ensemble de lignes ferroviaires parallèles à la côte méditerranéenne], la question récurrente portait sur le temps : combien de temps va-t-on mettre pour aller de Valence à Barcelone ? Cette question correspondait à ce qu'on attendait du réseau ferroviaire.

Il va peut-être falloir se demander si le modèle ne devrait pas évoluer vers un plus grand réseau de correspondances, avec plus d'arrêts intermédiaires, plus de services métropolitains et régionaux, en "sacrifiant" dix, quinze ou vingt minutes sur la durée du voyage. Il va sans dire que plus la vitesse est élevée, plus grand est le risque, comme en voiture. Alors qu'avec une plus grande capillarité, on obtiendrait une meilleure structuration du territoire et une intégration de systèmes urbains "tissés" par le chemin de fer.

Le débat sur le modèle du train à grande vitesse doit avoir lieu. Faut-il arriver plus vite, avec des fréquences supplémentaires et concurrentes ? Ou arriver un peu plus tard, mais en ayant un plus grand choix de destinations ? Le réseau ferroviaire espagnol ne peut pas se développer à l'infini en se fondant sur une utilisation intensive, avec une augmentation sans fin de la vitesse et des fréquences.

Le train est le transport de demain, qu'il s'agisse de passagers ou de marchandises. Il n'y a pas de solution de remplacement. Maintenir l'usage de l'automobile et du camion n'est pas viable du point de vue économique, social et environnemental. Les 22 millions de tonnes nettes de marchandises transportées par notre réseau ferroviaire doivent augmenter, et nous devons insister sur l'amélioration des liaisons avec les autres pays européens, en développant des corridors d'envergure internationale (comme celui de la Méditerranée).

Ce modèle doit être révisé et non détruit. Il faut que l'espace prime sur le temps. Voilà un facteur à prendre en compte, qui changera la vision de notre système. Et ce n'est pas un débat politique, c'est un débat social, qui exige la participation de la société dans son ensemble.

—Josep Vicent Boira, *publié le 30 octobre, traduit par Mélanie Liffschitz et Olivier Ragasol*

Contexte

●●● Les accidents d'Adamuz (46 morts), en janvier, et d'Urda marquent *"l'épilogue tragique d'une série de défaillances du système"* espagnol, juge **El Correo.** Le journal basque liste ainsi les inondations dans la région de Valence (233 morts en octobre 2024), la panne d'électricité géante d'avril 2025, et l'entrée massive de migrants à Ceuta (au moins 140 morts), en juillet dernier. *"Aucun gouvernement ne peut se relever d'un tel désastre"*, prédit le média catalan **ElNacional.cat,** à l'approche des élections législatives du 29 novembre. *"La légitimité du système ne repose pas seulement sur le vote,* tranche *El Correo, mais sur la certitude que les services fonctionnent."* Or *"bon nombre de secteurs qui fonctionnaient bien autrefois vont mal aujourd'hui"*, fustige le média conservateur **El Confidencial.**



© Myriam Boulos | Magnum

SALON DES FORMATIONS ARTISTIQUES

Un lieu de rencontres et de décryptage au service de l'orientation ➔

21 NOVEMBRE 2026

NEWCAP Event Center
Paris 15e

ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION
salon-artistique.lemonde.fr

CAMPUS Les salons éducation du Groupe Le Monde

Le Monde · Courrier international · Télérama · HUFFPOSTI & Nouvel Obs

Avec le soutien de CIDJ · Nomad Education · fcpe

asie

Japon. Attaques d'ours : l'abattage massif fait débat

Confronté à un pic sans précédent du nombre d'attaques et de victimes – 13 morts en 2025 –, Tokyo a abattu 14 000 ursidés entre 2025 et 2026. Cette approche inquiète les scientifiques et les associations de protection de la nature, qui appellent à une solution moins létale.



↙ **Extrait d'une vidéo montrant une petite ourse noire prise dans un piège à ours à Ina, dans la préfecture de Nagano, le 14 juillet.** *Photo Harumi Ozawa/AFP*

—The Guardian (*Londres*)

Chaque été, des millions de Japonais fuient la chaleur et l'humidité de Tokyo et prennent la direction d'une station de villégiature de montagne paisible, Karuizawa, dans la préfecture de Nagano. Elle est située à environ une heure en *Shinkansen* [train à grande vitesse] de la capitale. Sur place, au pied du mont Asama, les visiteurs se promènent sur des chemins bordés de bambous, pédalent dans des montagnes verdoyantes. Ce serait le lieu rêvé pour un séjour en pleine nature, s'il n'y avait pas les ours.

De juin à août, il n'est pas rare que ceux-ci se rapprochent de Karuizawa pour y glaner des mûres, des fourmis, ou encore des feuilles aux abords de la ville. Contrairement aux fruits à coque, les aliments cités sont toutefois pauvres en calories, poussant les ours à se mettre en quête d'autres sources de nourriture. *"Ils ont tendance à se rapprocher des zones habitées"*, explique Amelia Hiorns, une zoologiste britannique qui a mené des études sur la faune sauvage au sein de l'association Picchio, située à Karuizawa. *"Or, c'est aussi le moment où la saison touristique bat son plein."*

Petite organisation consacrée à la protection de la nature et à la sensibilisation à l'environnement, Picchio porte la mission de favoriser la cohabitation entre les ours et les habitants de Karuizawa depuis les années 1990. Ses membres interviennent quand un individu est signalé, en se rendant sur place accompagnés de l'un de leurs chiens. Quand cela ne suffit pas, l'équipe administre des tranquillisants à l'ursidé et le relâche ensuite dans la forêt.

Aujourd'hui, la méthode de Picchio n'a pas vraiment d'équivalent au Japon, alors que les conflits entre les ours et les humains se multiplient à travers l'archipel. En 2025, les ours ont attaqué plus de 230 personnes au niveau national, causant la mort de 13 d'entre elles, ce qui en fait l'année la plus meurtrière jamais enregistrée.

La plupart des attaques se sont produites dans deux préfectures montagneuses du nord, Akita et Iwate. Dans ces régions, une canicule record a entravé la formation des faines et des glands, alors que les ours en dépendent pour constituer leurs réserves de graisse avant l'hibernation. Le dépeuplement des campagnes, qui s'est accompagné de l'abandon des vergers et des forêts, n'a fait qu'aggraver la situation : les ours en maraude multipliant les incursions dans les villages.

Ces attaques ont fait la une de l'actualité nationale et internationale. Certains gouvernements étrangers comme celui du Royaume-Uni ont mis en garde leurs ressortissants contre l'aggravation de la menace posée par les ours. Des compagnies d'assurances ont proposé à leurs clients des *"assurances ours"* afin de couvrir les dégâts matériels.

"Espèce vulnérable". À Karuizawa, Hiroo Tamatani, qui chapeaute l'*"équipe ours"* de Picchio, révèle que l'association a déjà capturé 19 individus cette année et qu'elle est intervenue sur plus de 130 signalements, soit une hausse de 20 % par rapport à la même période l'année dernière.

Tokyo attribue l'augmentation d'attaques au manque de chasseurs qualifiés pour réguler les populations. Les associations de chasse locales peinent en effet à recruter, le nombre de chasseurs titulaires du permis ayant chuté de plus de moitié depuis 1975. Faute d'options, l'État a décidé l'année dernière d'assouplir la réglementation de la chasse à l'ours dans les zones habitées et de faire poser des pièges un peu partout. Résultat : entre avril 2025 et janvier 2026, le Japon a officiellement abattu plus de 14 000 individus : 12 000 ours noirs d'Asie (*Ursus thibetanus*) et 2 000 ours bruns (*Ursus arctos*).

Ces chiffres inquiètent les défenseurs de l'environnement. L'ours noir d'Asie est en effet considéré comme une *"espèce vulnérable"* par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), puisqu'il reste moins de 60 000 individus dans le monde entier.

> **"Le risque d'extinction de l'espèce dans certaines régions est bien réel."**
>
> **Yuko Muroya,** PRÉSIDENTE DE KUMAMORI

"Si on reste à ce niveau de piégeage, le risque d'extinction de l'espèce dans certaines régions est bien réel", informe Yuko Muroya, présidente de Kumamori [" protéger les ours" en japonais], qui se consacre à la cohabitation de l'espèce avec les humains.

Le Japon est l'un des derniers bastions de l'ours noir d'Asie, même si personne n'en connaît le nombre exact. La population est évaluée à 42 000 individus, mais ce chiffre serait sous-estimé selon les scientifiques.

Il n'empêche : l'élimination d'un quart de la population d'ours du pays ne semble pas avoir réglé le problème. Depuis le mois d'avril, 6 personnes ont été tuées et plus de 35 attaquées dans au moins 9 préfectures – dont certaines proches de Tokyo – selon les chiffres officiels.

Pour Yuko Muroya, la réaction draconienne du gouvernement demeure sans effet. Ce qui n'a pas empêché Tokyo d'annoncer l'objectif d'abattre 8 800 ours supplémentaires jusqu'à la fin de mars. *"Une stratégie axée uniquement sur la régulation ne résoudra pas le problème, à moins de provoquer l'extinction de l'espèce"*, poursuit-elle.

Une régulation d'une telle envergure est inédite de nos jours. La plupart des pays, notamment le Canada, la Russie et les États-Unis, autorisent le prélèvement de moins de 10 % de leurs populations d'ours bruns ou d'ours noirs d'Amérique – deux espèces qui, au passage, ne sont pas menacées. Seules la Suède et la Slovénie se rapprochent des statistiques japonaises. En 2024, l'État suédois a autorisé les chasseurs à prélever environ 20 % des ours bruns du pays. Et, l'année dernière, la Slovénie a donné son feu vert à l'abattage d'un cinquième de sa population d'ours bruns, jugée trop nombreuse.

"Ils y sont allés fort, juge Dave Garshelis, le biologiste qui copilote le "Groupe ours"de l'UICN et son équipe de spécialistes de l'ours noir d'Asie. *Je pense que l'État [japonais] s'est senti obligé de se débarrasser de ces ours… Tout ça est arrivé très vite et il n'avait pas vraiment d'autre option."*

Jusqu'à l'année dernière, l'archipel avait adopté une stratégie

moins radicale. De 2008 à 2018, le pays faisait abattre entre 1000 et 4500 ours chaque année. Mais ce chiffre n'a cessé d'augmenter pour atteindre plus de 9000 ours en 2023-2024. La régulation telle qu'elle est pratiquée au Japon finira-t-elle par menacer l'espèce à l'échelle mondiale ? *"Ça dépend vraiment du nombre de populations"*, analyse Dave Garshelis.

Le comptage des ours est notoirement ardu, du fait de leur mode de vie solitaire et de l'étendue de leur territoire. La dernière fois que le Japon avait tenté un recensement, c'était en 2011 : on estimait alors entre 13000 et 21000 le nombre d'ours noirs d'Asie en agrégeant les estimations issues des recensements préfectoraux. Depuis lors, les autorités ont avancé le chiffre de 42000, même si aucun nouveau recensement n'a été organisé entre-temps.

Écologue à l'université d'agronomie et de technologie de Tokyo, Shinsuike Koike dirige le Réseau Ours. Cette association s'est fixée pour mission de réaliser la cohabitation entre les ours et les humains, en s'appuyant sur des approches scientifiques. Il prend les estimations japonaises comme mondiales avec des pincettes. *"Il y a beaucoup de pays où la répartition de l'ours noir d'Asie est mal connue,* affirme-t-il. *À mon avis, c'est impossible de chiffrer précisément sa population mondiale."*

Shinsuike Koike rapporte que, dans une zone d'étude du centre du Japon, les chercheurs avaient pu établir en 2023 que la population d'ours noirs d'Asie croissait à un rythme entre 11 % et 12 % par an. Il ajoute que, cette



croissance peut atteindre 15 % dans certaines régions de l'ouest du Japon. Autrement dit, en l'absence de chasse et de prélèvements, la population d'ours du pays doublerait tous les cinq ans. Dans un tel scénario, l'abattage de 15 % des ours chaque année permettrait de stabiliser la population. Tout prélèvement supérieur entraînerait par contre un déclin.

À l'échelle mondiale, l'UICN estime que la population d'ours noirs d'Asie est en recul. Une étude de 2024 publiée dans la revue *Scientific Reports* établit que l'aire de répartition mondiale de l'ours noir d'Asie s'est atrophiée de moitié environ par rapport aux XIXe et XXe siècles. *"Les associations de défense des animaux affirment souvent que l'ours noir d'Asie est une espèce menacée. C'est vrai à l'échelle mondiale, mais ça ne doit pas entrer en ligne de compte dans le cas du Japon"*, rappelle Shinsuike Koike.

Dave Garshelis pense également que la chute des populations dans des pays comme le Vietnam ou le Laos ne doit pas influer sur la gestion de l'espèce dans l'archipel. *"Des gens se font attaquer au Japon. Ils ne sont pas responsables du recul des populations dans d'autres pays."*

Un porte-parole du ministère de l'Environnement japonais a fait savoir qu'une nouvelle étude nationale avait été lancée cette année et que les résultats en sont attendus dans trois ans.

Les drames survenus au Japon ces seize derniers mois sont en bonne partie la conséquence funeste d'une sauvegarde réussie. Depuis les années 1970, l'ours noir d'Asie a recolonisé l'essentiel de son ancienne aire de répartition à Honshu, la plus grande île du Japon. Sous l'effet de l'exode rural, les terres agricoles se sont reboisées, reconnectant ainsi les habitats des ours sur des milliers de kilomètres.

Sur les 18 pays où l'ours noir d'Asie est encore présent, *"le Japon est celui qui a [le mieux] sauvegardé l'espèce,* constate Dave Garshelis. *Le problème, c'est qu'[il] n'[avait] pas anticipé un tel succès."*

Distance de sécurité. Si les scientifiques n'ignoraient pas que l'ours noir d'Asie était globalement plus agressif que l'ours noir d'Amérique, *"le nombre d'attaques a surpris"*, poursuit Dave Garshelis. *"On n'avait jamais vraiment eu l'occasion de voir ce qui se passait quand une population d'ours noirs d'Asie grossissait autant"*, observe-t-il. Mais l'essor de la population japonaise se heurte aujourd'hui à l'effondrement des ressources alimentaires forestières.

Les chercheurs de Kumamori recueillent actuellement des informations sur les incidences du dérèglement climatique sur les forêts japonaises. Ils ont ainsi pu constater le dépérissement généralisé du chêne de Mongolie, la

> **"On peut apprendre à cohabiter avec les ours dont on partage l'habitat."**
>
> **Geoff York,**
> BIOLOGISTE AMÉRICAIN

destruction des glands par le charançon gris, la baisse de la production de faines chez le hêtre du Japon et le déclin des insectes pollinisateurs qui empêche la fructification des baies.

Certains estiment que la vague d'attaques de 2023 aurait dû ouvrir les yeux du gouvernement et le pousser à adopter davantage de mesures préventives pour empêcher les incidents avec les ours, au lieu de s'en remettre uniquement à la chasse pour réguler les populations.

De son côté, Kumamori plante des arbres fruitiers à coque dans l'espoir d'inciter les plantigrades à rester sous le couvert forestier. *"Par le passé, le Japon a su garder une distance de sécurité entre les ours et les humains. Il faut s'inspirer des méthodes de nos ancêtres pour cohabiter avec l'ours, mais aussi des autres pays. Beaucoup ne se cantonnent plus à des politiques de régulation"*, observe Yuko Muroya.

Les études menées au Canada et aux États-Unis montrent que les prélèvements [abattages] aléatoires ne permettent généralement pas de réduire le nombre d'attaques sur le temps long, notamment comparés aux prélèvements ciblés d'individus problématiques. *"De notre point de vue, ça fait très 'vieille école'*, confirme Geoff York, biologiste américain spécialiste des ours dont les travaux portent sur les conflits entre ces derniers et les humains. *Mais c'est comme ça qu'on faisait nous aussi, dans le temps. Et on s'est rendu compte que ça ne marchait pas."*

Mais les méthodes nord-américaines visant à prémunir les habitants contre les ours ne marcheront peut-être pas dans les villages paisibles du Japon. Car les personnes âgées auront du mal à sécuriser les poubelles, à cueillir les fruits et à entretenir les clôtures.

Afin d'inciter les ours à rester dans la montagne, les autorités pourraient néanmoins envisager de les nourrir provisoirement durant les années où les fruits à coque se font rares, suggère Geoff York. *"On peut apprendre à cohabiter avec les ours dont on partage l'habitat, ou on peut les prélever. Personnellement, j'espère qu'on ira vers plus de tolérance"*, ajoute-t-il.

En novembre 2025, le ministère de l'Environnement japonais a dévoilé son plan de protection contre les dégâts causés par l'ursidé. Il prévoit notamment l'instauration de mesures d'effarouchement et de clôtures pour empêcher les ours de pénétrer dans les zones habitées. Le ministre a également recruté des agents spécialisés dans ses bureaux de l'est du Japon, révèle au *Guardian* un porte-parole du gouvernement.

À Karuizawa, Hiroo Tamatani explique que les habitants ont de plus en plus peur des ours. Souvent, l'État exige désormais que les ursidés soient abattus après leur capture plutôt que de les relâcher ailleurs. Personne n'a été attaqué dans les environs de Karuizawa depuis 2015, précise Picchio, qui ajoute que les mesures préventives portent leurs fruits. L'association espère que l'État débloquera plus de moyens pour la prévention et l'adoption de mesures non létales à l'échelle nationale.

—Gloria Dickie,
publié le 27 août, traduit par Jean-Baptiste Bor

L'essor des gadgets anti-ours

●●● Les randonneurs japonais portent quasiment tous des outils destinés à éviter toute rencontre avec un ours en montagne. Le plus classique, c'est la cloche anti-ours, qui permet de signaler à l'animal une présence humaine. Dans le contexte de la multiplication des attaques, les entreprises japonaises se livrent une concurrence féroce pour proposer de nouveaux dispositifs de protection. *"Certaines cloches anti-ours émettent des sons très puissants [...], tandis que d'autres dégagent une lumière éblouissante"* pour faire reculer l'animal, rapporte le média en ligne **nippon.com.** Quant à la société Syco, établie dans la préfecture de Hyogo, dans le centre du Japon, elle a développé un gilet anti-ours capable de résister aux coups de patte et de mâchoire d'ursidé, indique le quotidien **Mainichi Shimbun.** *"J'espère que notre produit sera utile pour les personnes qui travaillent dans les montagnes"*, commente Naoki Sasada, le président de la société, dans les colonnes du journal.

SOURCE

THE GUARDIAN
Londres, Royaume-Uni
Quotidien
theguardian.com
L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. De centre gauche, proeuropéen, *The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.

à la une



Portrait D'UNE JEUNESSE EN FEU

Derrière des mots d'ordre disparates, lycéens, étudiants et jeunes travailleurs partagent, en Europe et au-delà, un même sentiment d'abandon. Loin de se résigner, ils défilent partout depuis des semaines pour le droit à une éducation digne et contre la vie chère. Des rues de Belgrade à celles de Paris, de Milan à Berlin, Tirana, mais aussi Tunis, Santiago du Chili, Bruxelles, Madrid ou Athènes, la Gen Z veut se réapproprier son avenir. Un combat très politique.

Un manque de foi en l'avenir généralisé

Les revendications des jeunes qui manifestent en Europe diffèrent d'un pays à l'autre. Mais les membres de la génération Z ont un point commun, relève cette journaliste allemande : des espoirs déçus.

—Die Zeit, *extraits* (*Hambourg*)

On voit parfois, dans une même pièce, certaines personnes éclater d'un rire jaune, tandis que les autres se demandent ce qu'il peut bien y avoir de si drôle. J'ai vécu une scène de ce genre il y a peu, lors d'un anniversaire chez des amis, avec des convives venus d'horizons divers. Au beau milieu de la soirée, le journal télévisé a annoncé que, avec un salaire moyen de 4 500 euros brut par mois en Allemagne, il faudrait économiser au total 700 000 euros, et donc commencer à épargner dès l'âge de 30 ans, pour disposer de l'équivalent de 80 % de son dernier salaire une fois à la retraite.

En entendant cela, ceux que l'on appelle les "jeunes", c'est-à-dire les invités de plus ou moins 25 ans, ont commencé à rigoler. Drôles de chiffres et drôles d'idées : épargne, placement, retraite… Un investissement qui porterait ses fruits quarante ans plus tard ? Et puis quoi encore ? Un véritable choc des générations.

Joie de vivre en berne. Les images bouleversantes qui nous proviennent en ce moment de France, de ce pays voisin qui s'embrase, témoignent d'une réalité visible un peu partout aujourd'hui : les jeunes Européens ont perdu foi en l'avenir. Les études sur le sujet brossent un tableau très contrasté et révèlent des disparités fascinantes.

Les jeunes Polonais, par exemple, qui se disent plutôt positifs, ne descendent pas dans les rues, pas plus que les Scandinaves. Leurs homologues espagnols ne plébiscitent pas particulièrement l'extrême droite, contrairement aux Français et aux Allemands, mais sont tout de même en colère, et réclament des loyers abordables. Les jeunes Italiens, eux, n'ont pas massivement voté pour Giorgia Meloni et se mobilisent contre la vie chère et pour de meilleures conditions d'études. Et, partout, les revendications des manifestants sont éclipsées par les casseurs.

Mais au-delà de ces austères études d'opinion, ces jeunes ont tous un point commun : une joie de vivre en berne. L'optimisme vacille, et un jeune sur deux estime aujourd'hui que sa génération s'en sortira plus mal que celle de ses parents. Seule la moitié d'entre eux considèrent encore la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement – les autres ne la rejettent pas par principe mais déplorent ses dysfonctionnements.

[Outre-Rhin], leurs parents – baby-boomeurs [et membres de la génération X] – se retrouvent parfois et font, au détour de la conversation, un constat commun : leurs filles sont de plus en plus ancrées à gauche. Les garçons, à l'inverse, ont tendance à préférer les libéraux-démocrates, voire l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), quand ils ne se désintéressent pas complètement de la politique. Le constat, paraît-il, est le même en Corée du Sud, aux États-Unis, et dans le monde entier. Avec un tel décalage, trouver l'amour n'est pas une mince affaire. Sans parler d'avoir des enfants et de les éduquer.

En Allemagne, la Fondation Konrad-Adenauer, qu'on peut difficilement soupçonner de gauchisme [l'organisme est associé aux conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate], a réalisé un bilan de l'état d'esprit des moins de 30 ans – et elle ne cache pas son inquiétude. Premier constat : un gouffre sépare leurs rêves d'avenir de la réalité.

Près de 90 % d'entre eux confient leur peur de perdre leur emploi à cause de l'intelligence artificielle (IA) ; quelque 70 %, leur peur de la pauvreté. Plus de la moitié s'inquiètent pour leur loyer et leur logement. Ils sont par ailleurs 60 % à juger que l'État n'en fait pas assez – pour la protection de l'environnement, la transition numérique, contre la pénurie de main-d'œuvre.

Les lycéens français sont en droit de clamer haut et fort qu'ils ne sont pas responsables de l'endettement record du pays.

En conclusion de son étude, la fondation constate que la différence la plus frappante, dans les perspectives des adolescents, s'observe entre ceux issus de familles favorisées et les autres. Les jeunes privilégiés, qui savent pouvoir compter sur un héritage ou une donation, ne sont pas avantagés uniquement sur le marché du travail. Tant que l'État ne garantit pas d'héritage universel [une dotation attribuée à chaque citoyen à sa majorité], seuls ces quelques heureux élus bénéficient d'une solide mise de départ pour se lancer dans la vie.

Ajoutez à cela le réchauffement climatique. Le sociologue danois Nikolaj Schultz, né en 1990 et connu pour ses ouvrages *Mal de Terre* (Payot, 2022) et *Mémo sur la nouvelle classe écologique* (La Découverte, 2022), qui explorent les répercussions du changement climatique sur nos existences, finalise en ce moment son nouveau livre à Aarhus. Intitulé *Fragments of a New Existentialism* ["Fragments d'un nouvel existentialisme"], il retrace l'émergence d'une nouvelle réalité mondiale : celle d'un Occident longtemps aveugle à la détérioration des conditions de vie sur notre planète. Un Occident qui doit désormais apprendre à s'endormir par des chaleurs écrasantes, voit ses forêts partir en fumée et se reconnaît de plus en plus dans le tableau *Le Cri*, du peintre norvégien Edvard Munch.

Confiance rompue. Chacun commence à entrevoir ce qu'il adviendra lorsque la banquise aura fondu, faisant grimper encore un peu plus le mercure et le niveau de la mer. Une chose est sûre : les plus jeunes connaîtront cette situation de leur vivant. Les boomeurs, eux, qui ont consommé de l'énergie à tout-va, y échapperont.

Longtemps, l'Europe vieillissante s'est voulue rassurante envers sa jeunesse : le recul de la natalité jouerait en leur faveur, ils n'auraient aucun mal à trouver un travail puisqu'ils étaient si peu nombreux. Alors, face à la contraction inattendue du marché du travail sous l'effet de l'IA, qui vient leur voler leurs emplois et miner leur estime d'eux-mêmes, la déception est d'autant plus grande. Car, quand la concurrence devient si rude pour décrocher un emploi, les absences de professeurs et les conditions d'études dégradées se font encore plus préjudiciables.

Un pays comme la France, qui déplore régulièrement de ne plus avoir d'argent à disposition, tout en se battant pour assurer la retraite des boomeurs, a bien du mal à gagner la confiance de la jeune génération. Ce n'est certes pas une raison pour incendier une mairie, saccager une synagogue ou piller des commerces. Mais les lycéens français, de Rennes à Toulouse en passant par Lyon, sont en droit de clamer haut et fort qu'ils ne sont pas responsables de l'endettement record du pays, car ils n'étaient pas nés à l'époque où le gouvernement a commencé à accumuler les emprunts.

D'autant que, au vu des sommes englouties par le réarmement – et sachant qu'en cas → 26

↖ **À Paris, durant la mobilisation du 24 octobre.** *Photo Corentin Fohlen/ Divergence*



SOURCE

DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire
zeit.de

Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, ce grand journal d'information et d'analyse politique paraît tous les jeudis. Pointu et exigeant, tolérant et libéral, il se distingue par sa maquette et son iconographie recherchées.

Cet article a fait la une de l'hebdomadaire, le 22 octobre, sous le titre *"Sommes-nous en train de perdre la jeunesse?" "De Paris à Milan, lycéens et étudiants manifestent sur tout le Vieux Continent"*, peut-on lire sur la couverture du journal.

25 ← de besoin ce sont les jeunes qui seront appelés à défendre leurs concitoyens vieillissants –, l'argument des caisses vides paraît bien fragile. Il reste encore visiblement un peu d'argent en réserve.

L'évolution démographique ne fait qu'envenimer la situation. La plupart des pays européens comptent environ deux fois plus de nouveaux retraités que de jeunes diplômés. La seule façon de résoudre cette crise serait pourtant de redéfinir ensemble les modèles existants en misant sur un héritage universel et sur la solidarité entre générations. Car le système actuel n'est plus équitable, et depuis longtemps. Il se disloque complètement.

Dans son ouvrage [*Le Destin de l'Europe*, paru en 2017 aux éditions Premier Parallèle], le politologue bulgare Ivan Krastev soulignait le risque de désintégration de l'Europe, causé notamment par ce bouleversement démographique. Ses mots, écrits il y a près de dix ans, semblent avoir été pensés pour la situation actuelle. *"Alors que les élites méritocratiques envisagent la société comme une école peuplée de premiers de la classe s'évertuant à arracher des bourses d'études tandis que les derniers de la classe se chamailleraient dans la rue, les populistes, eux, endossent une vision de la société tout autre : pour eux, la société est comme une grande famille dont les membres ne se soutiennent pas uniquement parce que chacun d'eux le mériterait, mais parce que tous ses membres partagent un certain nombre de choses."*

Une impression de proximité qui explique le terrible succès du populisme. Le destin de l'Europe est bien sombre. Pour toutes les générations.

—*Elisabeth von Thadden,* *publié le 22 octobre, traduit par Manon Delfour*

Cet **autre monde** dont rêve la nouvelle génération

Au fil des discussions avec des jeunes rencontrés sur le terrain mais aussi avec ses propres enfants, cette journaliste italienne essaie de comprendre ce qui anime une génération qui, partout, se mobilise pour donner corps à un autre pacte social.

—La Repubblica (*Rome*)

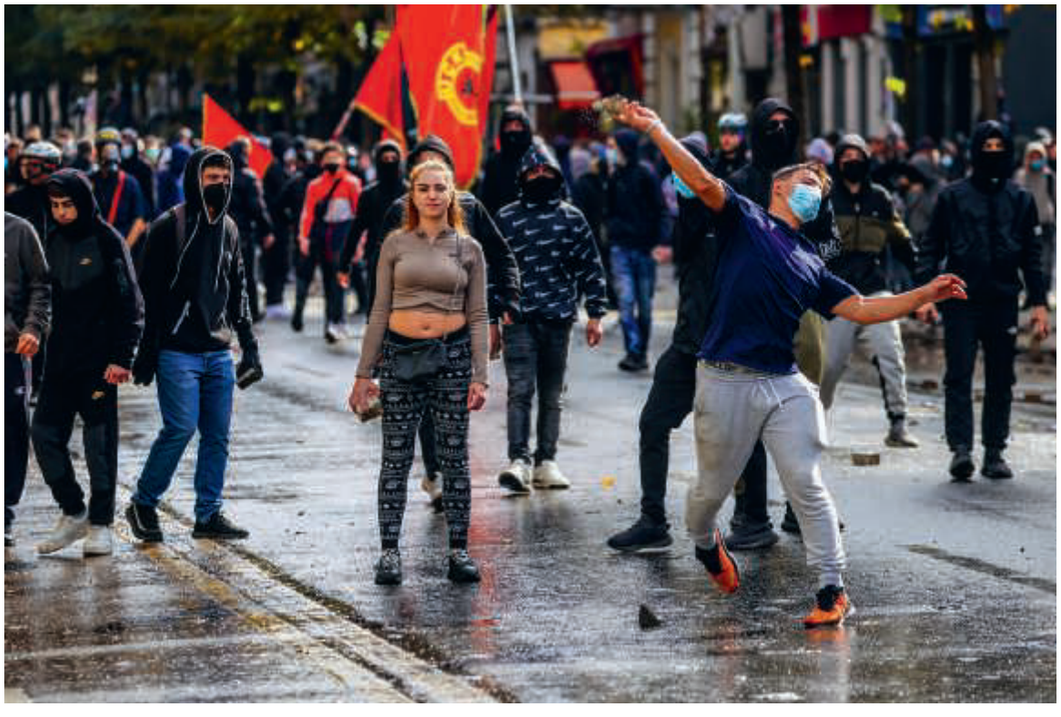
Je voudrais revenir ici sur ce que je comprends et ce que je ne comprends pas chez les nouvelles générations – une tentative de me mettre à leur place, sans oublier pour autant (j'en serais incapable) la mise en perspective de quelqu'un qui a déjà beaucoup vécu. Le climat, l'école, la contestation, l'emploi. De nombreuses prises de conscience, accompagnées toutefois de faits divers qui témoignent, de l'aveu même des adolescents qui en sont les protagonistes, de nombreux signes d'inconscience. Je vais tenter ici d'en dresser la liste.

J'écoutais voilà quelques jours une jeune militante à Padoue : elle me disait que, pour sa génération, l'urgence climatique était la pire des menaces. Qu'elle avait peur, comme ses camarades d'études, d'avoir un jour à fuir pour se mettre à l'abri, mais où ? Je comprenais sur le plan rationnel, mais non sur le plan émotionnel : on ne comprend intimement que ce que l'on éprouve (ou que l'on a éprouvé) par nos sens, et la perspective d'une catastrophe climatique qui nous obligerait à fuir n'a jamais fait partie de mes peurs, ni jeune ni adulte. Elle a raison, cette jeune fille.

Ce matin-là, les jeunes défilent pour réclamer une école *"meilleure"*, sans quotas [d'élèves étrangers]. En tête de cortège, un jeune homme muni d'un mégaphone scande un slogan qui dit en substance : vous voulez nous enseigner vos règles, nous, on veut les changer. Dans un café de la Piazza delle Erbe [de Padoue], une grappe de femmes commentent la scène en faisant la moue. *"Il faudrait qu'ils apprennent un métier et qu'ils aillent travailler,* disent-elles. *Seulement voilà, ils n'ont plus envie de travailler, ces jeunes : ils ne veulent plus trimer comme nous on l'a fait."* Personnellement, je ne pense pas qu'ils ne veuillent plus travailler, mais j'y reviendrai dans un petit instant.

↓ Des jeunes Albanais devant le ministère de l'Éducation, à Tirana, le 15 octobre. *Photo Armando Babani/ Getty Images*

↘ Manifestation étudiante à Gênes, le 24 octobre. *Photo Emanuela Zampa/ Getty Images*





J'ai vu des enseignants en tête de cortège dans d'autres villes, je les ai écoutés et je suis d'accord avec eux : les manifestations témoignent d'une prise de conscience et relèvent même d'un devoir sacré quand les règles sont rétrogrades. Protester, c'est proposer une autre vision de l'avenir. J'ai lu les mots de la mère d'un des jeunes qui, à Rome, à bord d'une voiturette, ont agressé des passants *"pour s'amuser"*, laissant l'un d'entre eux entre la vie et la mort. Une femme qui se lève à 5 heures du matin pour aller travailler, un fils inconscient de la gravité de son geste.

Comment faire pour comprendre nos enfants, me suis-je demandé. Quelle est donc cette loterie qui les fait tantôt descendre dans la rue, tantôt rentrer dans une bande de mineurs délinquants ? Est-ce uniquement l'éducation, la famille, l'exemple, est-ce l'école, est-ce le monde numérique dans lequel ils baignent, est-ce le monde extérieur, le monde réel, ce monde en flammes ? Est-ce l'horizon familier ou l'horizon planétaire ? Est-ce le tempérament, le hasard, les amitiés, les rencontres ? Un peu tout ça, bien sûr, mais dans quelle mesure ? Tout, c'est à la fois toujours trop et toujours trop peu pour expliquer les choses.

Dette et spéculation. Il y a quelque temps de ça, au détour d'une conversation sur l'esprit de sacrifice (moi, je soutenais bien sûr qu'il était nécessaire), un de mes enfants m'a répondu : *"Tu ne comprends pas. Pour moi, le travail, c'est juste un truc dont j'ai besoin pour vivre. Il faut le faire parce qu'on ne peut pas vivre sans argent. Donc, pour faire ce qui me plaît, il faut que je travaille."* Il me l'a dit sans colère. Avec comme une sorte de regret dans la voix, comme une fatigue qui ne passe pas. Moi aussi, j'étais fatiguée.

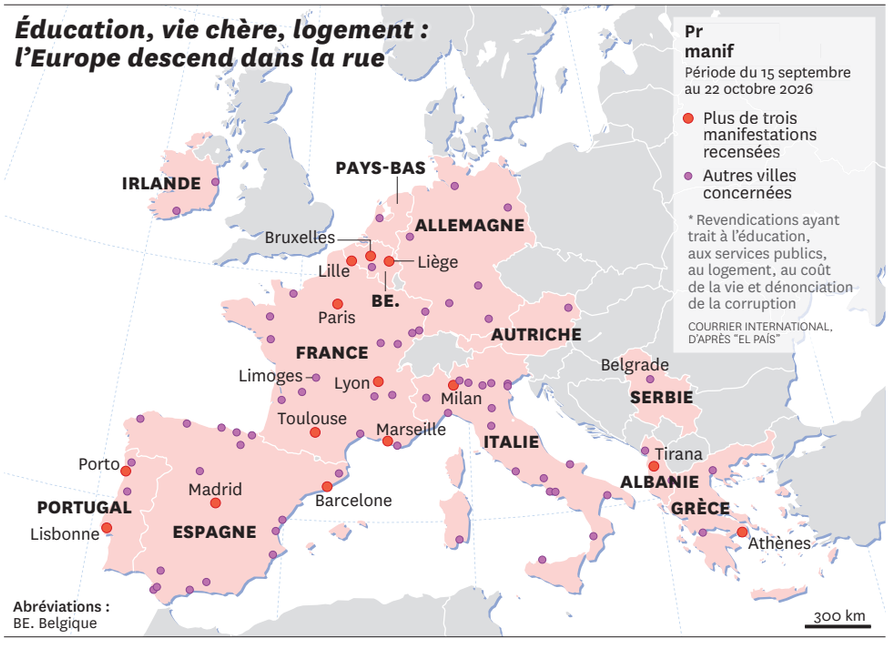


À la une



"LA FRANCE EN PLEINE AGITATION"

Voilà le titre choisi par l'hebdomadaire économique chinois **Caixin** pour son édition de la fin octobre. En couverture, une foule de manifestants réunis au pied de la colonne de Juillet, à Paris, et en sous-titre cette question : *"L'extrême gauche applaudit les manifestations, l'extrême droite réclame une répression sévère… Les deux camps y trouvent leur compte, mais à la fin, qui en paie le prix ?"* Il est vrai que la situation, vue de Chine, avec son parti unique au pouvoir et ses manifestations interdites, peut paraître un rien déconcertante.



Je lui ai demandé sur un ton que j'ai voulu le plus neutre possible : *"Qu'est-ce qui te plaît, alors ?"* "Les gens, m'a-t-il répondu. *Certaines personnes. Par exemple, les facteurs dans les villages, ou ceux qui aident les autres. Des femmes dans le métro qui parlent des langues que je ne connais pas. Et les enfants. J'ai toujours aimé les enfants, même quand ils pleurent et vont se blottir dans un coin."* Il m'a dressé toute une liste, émouvante. J'ai fini par répondre que c'étaient des métiers, tout ça ; ou que ça pourrait le devenir en tout cas.

Alors, il a pris un livre qu'il est en train d'étudier, l'a ouvert à une page marquée et m'a lu : *"Le capitalisme libéral a fini par s'orienter vers la création de richesse pure au moyen de la dette et de la spéculation : il dévalorise le travail (le salaire est réservé aux pauvres), il épuise les forces et consume le temps. L'enrichissement se fait aux dépens de l'humanité future. Celles et ceux qui viendront après nous nous jugeront coupables d'un égoïsme insensé, d'une irresponsabilité mortifère."*

Une vie digne. Voilà quelques jours, j'ai vu un spectacle magnifique au Piccolo Teatro de Milan, *Il fuoco era la cura* ["Le Feu était le remède"] du collectif Sotterraneo ["Souterrain"]. Il se joue à guichets fermés depuis trois ans et il y a toujours dans la salle des centaines de jeunes. C'est une réinterprétation de *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury. Souvenez-vous : les livres sont interdits, les *"pompiers"* les brûlent, leurs femmes passent la journée à la maison, rivées à leur mur-écran qui leur montre des *"clowns blancs"*, l'unique divertissement autorisé. Le régime impose de perdre la mémoire, et celles et ceux qui se rebellent prennent le maquis, mémorisent un livre et deviennent des *"hommes-livres"*.

À la sortie du théâtre, un groupe de jeunes rappelle qu'on en brûle encore, des livres, que, dans certains pays, même démocratiques, on les retire de la circulation, on met au ban les auteurs interdits, que les *"clowns blancs"* sont partout.

Des années qu'on se pose la question : comment fait-on maintenant ? Pour garantir un travail, un salaire minimum, une vie digne à celles et ceux qui arrivent derrière nous. Des années à dire à nos enfants, à table : il faut faire des sacrifices, y mettre de la passion, de la volonté, de la ténacité. Il faut s'adapter, saisir les occasions qui se présentent. Sacrifier ses désirs mineurs au nom d'un désir majeur : décrocher ce job, coûte que coûte. Non, répondent-ils aujourd'hui. Coûte que coûte, c'est non.

Il existe un petit documentaire sur la Toile. Signé Manuela Virdis. Qui s'appelle *Caro lavoro* ["Cher travail"] : *"Dans mon expérience, le travail, c'est ce pour quoi tu dois renoncer à ce qui te fait du bien. Il faut se laisser traiter mal, très mal, pour de l'argent. C'est un pacte inéquitable. La liberté, le travail, le bonheur ne sont pas des mots qui vont ensemble. Le chemin qui m'attend est fait de journées épuisantes, tout ça pour m'acheter une voiture au volant de laquelle je vais rester coincée dans les bouchons, pour rentrer chez moi le soir sur les rotules, dormir et rêver à la liberté, au bonheur, avant de me réveiller le lendemain matin pour reprendre le turbin. Pour moi, la vie est trop courte pour la laisser en otage à ceux qui, pour augmenter leurs profits, ne me laissent que des miettes."*

Peut-être est-ce là ce que sont en train de nous dire ces nouvelles générations que nous, rouages de ce monde, avons parfois du mal à comprendre. Vous avez dessiné un monde d'illusions et de distractions alors que tout s'effondre. Si vous pensiez que vos *"clowns blancs"* anesthésiaient la douleur, sachez que vous vous trompez. Quand l'étau des murs se resserre, que les règles du jeu sont délétères, désobéir est une forme de rébellion, l'unique possible, et c'est en même temps une déclaration d'humanité. Ce ne sont pas les livres qu'il faut brûler, ce sont les clowns.

—Concita De Gregorio, *publié le 19 octobre, traduit par Jean-Baptiste Bor*

Bienvenue dans l'ère de **la gérontonomie**



La colère des lycéens et des étudiants est liée au manque de représentation politique de cette génération, estime Tim Vlandas, chercheur en économie politique. Interrogé par cet hebdomadaire allemand, il met en relation le vieillissement de l'Europe et les frustrations de sa jeunesse.

—Der Spiegel (*Hambourg*)

DER SPIEGEL : **En Espagne, au Portugal et désormais en Grèce, ils occupent des lieux publics. En France, ils érigent des barricades et mettent le feu à des commerces. Depuis quelques jours, en Italie, en Belgique, mais aussi en Albanie, ils sont dans la rue. Cela fait longtemps que l'on n'avait pas vu de manifestations de lycéens et d'étudiants de cette envergure sur le continent. Tim Vlandas, toutes ces mobilisations ont-elles un dénominateur commun?**

TIM VLANDAS : Les facteurs déclencheurs ne sont pas partout les mêmes. En Espagne et au Portugal, c'est avant tout la question du logement. En Italie, c'est l'augmentation générale des prix. En France, c'est parti des conditions d'enseignement à l'école. Tous ces mouvements se rejoignent néanmoins sur un point : qu'il s'agisse du logement, des études ou du coût de la vie, tout est plus cher. Et les jeunes sont particulièrement touchés. La transition vers la vie adulte est devenue plus difficile. Les responsables politiques ne s'en préoccupent pas assez, car ils font passer les besoins des retraités en priorité. Le nombre de personnes âgées augmente partout en Europe, et c'est une population qui se rend encore massivement aux urnes.

Voulez-vous dire que nous vivons dans une sorte de république des retraités?

Je parlerais plutôt de "gérontonomie", un concept qui allie les mots grecs signifiant "vieux" et "économie". Il ne s'agit pas seulement de l'influence des personnes âgées, mais de ses conséquences : les gouvernements préfèrent maintenir le niveau des retraites que de financer l'éducation, la recherche ou les logements sociaux. Dans une économie vieillissante, il est pourtant essentiel d'investir massivement pour renouer avec la croissance. Le résultat, c'est la stagnation économique que l'on observe depuis plusieurs années – et qui est paradoxalement légitimée par le système démocratique. C'est un cercle vicieux dangereux.

Aucun retraité n'est contre la croissance.

Certes, mais ils sont certainement plus attachés au régime de retraite qu'aux conditions d'enseignement. Du reste, le simple fait d'être propriétaire d'un logement est un avantage dans un marché aussi tendu qu'aujourd'hui.

Il suffit de regarder un peu partout dans les démocraties européennes : repousser l'âge de la retraite ou abaisser le niveau des pensions est une forme de suicide électoral. En France, le projet de réforme d'Emmanuel Macron a été un échec retentissant. Au Royaume-Uni, l'ancien Premier ministre [travailliste] Keir Starmer n'a rien pu faire et son successeur [du même parti], Andy Burnham, n'envisage que de timides ajustements – et seulement après les élections. Même en Allemagne, le sujet déchire la coalition [des conservateurs et des sociaux-démocrates] au pouvoir.

Seule une minorité de manifestants se diraient en lutte contre les intérêts des personnes âgées. Au contraire, en Espagne, ils ont plutôt été révoltés par l'expulsion indigne d'une grand-mère de 87 ans.

C'est vrai, mais l'opposition [entre les générations] est là, qu'on en ait conscience ou non. C'est ce qui fait le terreau de la protestation. Un président ou un Premier ministre ne peut pas satisfaire toutes les demandes. Il doit décider à quoi consacrer son budget limité. Les retraites représentent une part de plus en plus importante du budget de l'État : en 2025, les plus de 65 ans représentaient 22 % de la population européenne. En 2100, ils seront plus

"Les gouvernements préfèrent maintenir le niveau des retraites que de financer l'éducation, la recherche ou les logements sociaux."

ANALYSE

L'interviewé

TIM VLANDAS, 41 ans, est professeur d'économie politique comparée et de politique sociale à l'université d'Oxford, au Royaume-Uni. Son étude *Low Growth in Ageing Democracies : How Grey Power Leads to Stagnant Economies* ["Faiblesse de la croissance dans les démocraties vieillissantes : comment le pouvoir gris mène à une stagnation de l'économie"], qui peut être lue sur le site du **World Politics Journal,** paraîtra aux presses universitaires d'Oxford. Il s'y intéresse au vieillissement démographique et à ses conséquences sur les priorités politiques des grands partis.

Vu d'Amérique

La guerre des générations a commencé

●●● La colère de la jeunesse pourrait-elle se propager jusqu'en Amérique du Nord? *"Les images qui nous parviennent de France devraient nous servir d'avertissement"*, estime le **National Post.** Pour le quotidien conservateur canadien, *"ces manifestations naissent visiblement d'un sombre pressentiment des jeunes générations quant à leurs chances de connaître un jour la même réussite et la même stabilité que leurs parents"*. Or ce sentiment de déclassement est également présent de l'autre côté de l'Atlantique, où les problèmes d'éducation, d'inflation, et de logement sont aussi de mise.

Le titre de Toronto évoque une *"nouvelle guerre des générations"* qui serait alimentée par des difficultés réelles, mais aussi par le désenchantement d'une génération trop dorlotée. **The New York Times,** lui, parle plutôt d'*"un duel intergénérationnel pour la répartition des ressources, dont le volume stagne sous l'effet d'une croissance désespérément molle"*. Au temps de l'*"équilibre budgétaire"*, explique le journal, on ne peut soutenir largement les personnes âgées sans piocher dans les budgets consacrés à l'éducation ou à l'emploi. Et inversement.

Le titre américain reconnaît qu'en France la Gen Z a déjà manifesté contre une réforme des retraites qu'elle jugeait injuste, se rangeant ainsi du côté de ses aînés. Mais *"il est plus facile de convaincre des jeunes de défendre un système de retraite dont ils pourraient eux-mêmes bénéficier un jour que de convaincre des seniors de payer pour améliorer un système scolaire qu'ils ne fréquenteront plus jamais"*. La bataille n'est pas terminée.





de 32 %. Dans la plupart des pays européens, les retraités constituent déjà l'un des principaux bassins d'électeurs.

Votre hypothèse semble surtout vraie pour la France, moins pour l'Espagne, qui est en croissance ces dernières années.
Cette croissance est en partie liée à l'immigration en provenance d'Amérique latine, qui est elle-même une réaction au vieillissement démographique. Et cela facilite bien des choses. Mais d'autres problèmes apparaissent, comme le manque de logements. Le gouvernement aurait dû investir dans le logement social plus tôt.

On a tendance à l'oublier, mais, avant l'arrivée au pouvoir de [la Première ministre conservatrice] Margaret Thatcher [en 1979], un tiers des foyers britanniques habitaient dans un logement social, et le Royaume-Uni n'était pas exactement un régime socialiste. Ces ordres de grandeur sont tout à fait envisageables, mais ces programmes coûtent très cher.

Comment éviter le piège démographique que vous décrivez ?
Théoriquement, les jeunes peuvent réagir de trois manières. D'abord, par l'apathie : la participation électorale continue à diminuer, et les jeunes sont alors de moins en moins représentés par le système. La deuxième option, c'est la radicalisation dans les urnes. On le constate déjà dans de nombreux pays. Les principaux partis veillant à ne pas s'aliéner les retraités, les jeunes se tournent vers des formations plus petites, et généralement plus extrêmes, pour faire entendre leur mécontentement. La troisième solution, c'est la manifestation. Sur ce point, personne ne devrait s'étonner de voir les lycéens et les étudiants descendre dans la rue.

"Il serait important d'abaisser l'âge légal du vote ou d'instaurer le vote obligatoire. Il faut changer les critères qui guident les choix politiques."

La colère est-elle légitime ? Le 17 octobre en France et en Italie, on a assisté à des scènes extrêmement graves.
Rien ne peut légitimer la violence. Mettre le feu à une mairie ou s'en prendre à des policiers, ça n'aide personne. Je pense que c'est surtout le fait de groupuscules qui infiltrent les manifestations. Il n'y a eu que très peu de violences en Espagne et au Portugal. Mais c'est indéniable, il y a un risque d'escalade. Le capitalisme et la démocratie fonctionnent quand ils améliorent les conditions de vie des classes moyennes, ou mieux, de tous les citoyens. Sinon, des résistances apparaissent, en particulier de la part des plus défavorisés.

Ces manifestations vont-elles changer quelque chose ?
Les jeunes ont besoin d'alliés. Seuls, ils ne pèsent pas assez dans les urnes. Les manifestants de Mai 68 représentaient une part de la population beaucoup plus importante que les gens qui réclament du changement aujourd'hui. C'est pourquoi il serait important d'abaisser l'âge légal du droit de vote ou d'instaurer le vote obligatoire. Il faut changer les critères qui guident les choix des politiques. Faute de quoi la situation ne fera que s'aggraver. Et les jeunes continueront de se radicaliser.

—Propos recueillis par Steffen Lüdke,
publié le 24 octobre,
traduit par Caroline Lee

↖ **Marche à Madrid, le 14 octobre.**
Photo Mario Moron/JNA/Zuma Press/REA

↑ ***"Lutte des classes (à l'école)"*, pouvait-on lire sur la pancarte de cette manifestante berlinoise, le 17 octobre.**
Photo Carsten Koall/PA/Getty Images

DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com



Avoir 20 ans en 2025. *"La génération Z est devenue la vigie que nous n'attendions pas"*, lançait le quotidien kényan **The Standard** en octobre 2025. Dans le pays d'Afrique de l'Est, comme au Népal, au Maroc, au Pérou et à Madagascar, des mouvements de contestation s'attaquaient alors à des élites vieillissantes et déconnectées de la réalité des citoyens. À la barre : une jeunesse galvanisée, mobilisée grâce aux outils numériques et résolue à en finir avec des pratiques politiques d'un autre temps. **Courrier international** en brossait le portrait dans son numéro 1825. Un an plus tard, tout pile, la colère s'est propagée.

À Madagascar, l'espoir grignoté par l'amertume

●●● Sur la Grande Île, à l'automne dernier, dix-huit jours de manifestations déclenchées par des coupures chroniques d'eau et d'électricité entraînaient le renversement de l'ancien président Andry Rajoelina. Installé par l'armée, le colonel Michaël Randrianirina promettait d'organiser des élections sous deux ans. Mais, depuis, la situation s'envenime. Le 19 octobre, Randrianirina a accusé *"certains de ses proches collaborateurs, occupant de hautes fonctions"*, d'avoir préparé un coup d'État, informe **Midi Madagasikara.** Dans cette atmosphère de complot, la jeunesse déchante. L'euphorie des premiers changements politiques s'est effacée. Désormais *"plus personne ne croit à de nouvelles élections ni à la participation des jeunes"*, constatait la **Süddeutsche Zeitung,** sur place, en septembre. Actif lors du soulèvement, Mihary Rakotondravelo partageait en des termes crus son amertume auprès du quotidien allemand : *"On nous a dupés. On s'est servi de nous."*

Les étudiants serbes ont vaincu l'apathie

Avant de défaire le populiste Aleksandar Vucic lors des élections du 25 octobre, la Liste étudiante avait chamboulé la culture politique du pays, saluait ce quotidien de Belgrade à quelques jours du scrutin.





↑ Scène de liesse à Belgrade, le 26 octobre, après la victoire de la Liste étudiante aux législatives. *Photo Alexander Ryumin/Tass/Sipa*

↗ À Paris, durant la manifestation du 17 octobre. *Photo Hugo Aymar*

—Danas *(Belgrade)*

Grâce aux étudiants serbes, la politique est redevenue *"cool"* : on arbore fièrement des badges sur les vestes et les sacs à dos. Les étudiants ont redonné aux citoyens confiance dans la politique et dans la vie publique. Des mots presque tombés en désuétude ont retrouvé leur place dans le débat public : changement, réformes, institutions, Constitution, loi, responsabilité. Les étudiants ont même repris aux éternels *"patriotes"* autoproclamés les symboles nationaux dont ils s'étaient arrogé le monopole : le drapeau, l'hymne et le salut à trois doigts.

Au simple activisme, ils ont substitué une véritable organisation politique, doublant leur mobilisation sur les réseaux sociaux d'une campagne de terrain, des grandes villes jusqu'aux villages les plus reculés. À l'apathie et au désespoir, ils ont opposé l'enthousiasme et l'espoir.

Les étudiants ont démontré qu'il était possible de faire de la politique autrement, de s'organiser et de prendre des décisions collectivement. Dans les cours d'école, les enfants jouent désormais *"aux étudiants"*, comme leurs aînés jouaient autrefois aux gendarmes et aux voleurs, ou aux partisans et aux Allemands.

Leur victoire consiste aussi dans la manière dont ils ont constitué leur liste électorale. Non pas par des décisions imposées d'en haut ou des tractations à huis clos, mais au terme d'un long exercice de démocratie directe : pendant près d'un an, assemblées générales, débats, votes et droits de veto se sont succédé dans les salles de cours et les amphithéâtres.

Après les occupations d'université, les marches, les violences subies et les arrestations, ils ont réussi à désigner 250 personnalités pour les représenter aux élections législatives anticipées [le 25 octobre], plutôt que de chercher à s'emparer eux-mêmes du pouvoir. L'ambition de la Liste étudiante n'est d'ailleurs pas seulement de gouverner, mais aussi de rétablir la responsabilité des dirigeants devant les citoyens et un véritable contrôle démocratique du pouvoir.

Les étudiants ont redonné aux citoyens confiance dans la politique et dans la vie publique.

Parmi ces 250 candidats figurent au moins 130 titulaires d'un doctorat, soit 52 % de la liste, ainsi que de nombreux médecins, enseignants et militants reconnus. Des personnalités choisies pour leurs compétences et leur intégrité, plutôt que pour leur carte de parti. Un phénomène inédit en Serbie.

Les étudiants ont déjà gagné parce que les citoyens ont enfin trouvé des candidats pour lesquels voter, et non plus seulement des adversaires contre lesquels voter. Ils peuvent désormais soutenir un projet, porté par des visages nouveaux et compétents, sans passé politique compromettant. Ils ont ainsi ébranlé la conviction que tous les hommes politiques se valent et qu'aucun changement véritable n'est possible. Non, un professeur d'université et un homme de main rémunéré ne sont pas pareils, pas plus qu'un doyen de l'université et un directeur bardé d'un diplôme acheté.

En un an et demi, leur mobilisation a provoqué la chute du Premier ministre, la dissolution du Parlement et du gouvernement [avant d'aboutir à la défaite électorale d'Aleksandar Vucic, homme fort du pays depuis quatorze ans].

Il n'y a pas si longtemps, afficher son soutien à l'opposition relevait presque de la provocation, quand cela ne suscitait pas la peur. Désormais, c'est soutenir le Parti progressiste serbe (SNS) et Aleksandar Vucic qui est devenu embarrassant.

Opinion

"Un vote pour des mains propres"

●●● *"Deux ans en arrière, je ne nourrissais aucune ambition politique particulière"*, admet Novak Simin, membre de la Liste étudiante. C'était sans compter le drame de Novi Sad et la réaction inepte des autorités serbes. Le doctorant en ressources humaines s'est joint au déluge d'initiatives en faveur de la justice pour les 16 victimes de l'effondrement de l'auvent de la gare de sa ville, la deuxième du pays, avant de traduire son engagement aux législatives du 25 octobre. *"Ceux de notre camp qui ont été élus manquent peut-être de culture politique traditionnelle, mais ils ont passé les deux dernières années à étudier les ressorts de la gouvernance et de la confiance,* se félicite Novak Simin dans une tribune publiée le 26 octobre par **The Guardian,** à Londres. *Cette absence d'expérience politique directe est d'ailleurs la raison pour laquelle le peuple de Serbie nous a choisis : il n'a pas voté pour une rhétorique habile ou des manœuvres cyniques. Il a voté pour des mains propres."*



Même les électeurs du SNS semblaient à bout de patience. Le quadrillage électoral, les listes de sympathisants, les permanences aux stands de campagne, les quotas de voix imposés dans les entreprises, le chantage, les menaces, les appels téléphoniques et le porte-à-porte : toutes ces méthodes avaient fini par exaspérer jusqu'aux plus fidèles partisans du pouvoir.

Des seize minutes de silence observées en hommage aux seize victimes de l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad [le 1er novembre 2024, point de départ de la contestation étudiante contre la corruption] est née une clameur qui a réveillé tout un pays, toute une société. Le célèbre appel de Dositej Obradovic, écrivain et homme des Lumières, *"Serbie, lève-toi"*, a retrouvé toute sa résonance. Désormais, plus rien ne pourra être comme avant.

Si les étudiants ont déjà gagné, c'est aussi parce qu'ils réclamaient quelque chose d'apparemment simple, mais de profondément radical dans le contexte politique serbe et l'histoire du pays en général : que les institutions fassent leur travail. Autrement dit, que la justice poursuive les responsables de corruption et que la souveraineté comme le pouvoir appartiennent au peuple, et non pas à un seul homme.

Ils aspirent à une Serbie où les élections seraient équitables et les médias libres, où le savoir et le travail seraient reconnus à leur juste valeur. Une Serbie où l'on ne vole pas, où l'on ne triche pas, où l'on ne fait pas chanter, où l'on n'intimide pas, où l'on ne réduit personne au silence et où nul ne se tait par peur. Une Serbie où l'on peut, au contraire, rire, se réjouir et aimer. Et cela constitue déjà une révolution. Voilà pourquoi le mouvement étudiant a apporté un tel souffle de fraîcheur à la Serbie.

—Aleksej Kisjuhas,
publié le 18 octobre, traduit par Kika Curovic



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Détrompez-vous, ces jeunes Français savent très bien ce qu'ils font. À la suite des manifestations du 17 octobre, le journal communiste italien **Il Manifesto** publie un éditorial dans lequel il assure que les jeunes qui sont descendus dans la rue ont montré qu'ils avaient les idées parfaitement claires : un antifascisme affirmé et la conscience d'être à un tournant décisif pour la France. Ils *"semblent être les seuls à se préoccuper véritablement du fait politique majeur du moment : à savoir que l'extrême droite est aux portes du pouvoir."*

Des jeunes qui font preuve d'une **grande éloquence**

Mais qu'ils parlent bien ! Les jeunes manifestants, que l'on disait abrutis par les réseaux sociaux, se révèlent des orateurs hors pair et sans peur devant les caméras, s'enthousiasme ce quotidien espagnol.

—El País, *extraits (Madrid)*

Les mobilisations et contre-mobilisations de cet automne nous apprennent trois choses au sujet des jeunes. La première, c'est qu'ils savent s'exprimer ; la deuxième, qu'ils sont capables d'agir ; et la troisième, qu'ils se situent aux deux extrémités du spectre politique. Mais c'est sans doute le premier point qui a le plus épaté les autres générations.

Ne leur avait-on pas dit qu'ils passaient leur journée sur leur portable et qu'ils dégringolaient toujours plus dans le classement Pisa ? D'où sortent donc ces garçons et ces filles qui improvisent des discours en direct, sans crainte des caméras ? Et je ne parle pas seulement des porte-parole désignés par les organisations, mais aussi de nombreux autres jeunes gens qui ont su formuler leur opinion lorsqu'on la leur a demandée, ou qui l'ont exprimée spontanément sur les réseaux sociaux.

Le cas le plus éclatant nous vient de France, où un adolescent de 17 ans, Elwan, s'est hissé au rang de vedette des révoltes étudiantes, plébiscité par les algorithmes. La vidéo, dans laquelle il donne une réponse délectable à un influenceur d'extrême droite, n'est pas sans rappeler les jeunes intellos révolutionnaires de Mai 68, et a été visionnée des millions de fois en un seul jour. Puis il a été invité à la télévision, où il a manqué d'éclat, et les projecteurs se sont braqués sur une jeune femme de 22 ans en pleine ascension, la militante d'extrême droite Louise Montangnon.

"Je me fie énormément à l'expression orale, c'est la seule chose qui m'ait toujours procuré de la satisfaction."

Samant
ARTISTE ET MILITANTE LGBTQI

Ceux qui ne peuvent pas encore voter aux prochaines élections, ou qui le feront pour la première, ou deuxième fois, ont passé toute leur vie à écouter des youtubeurs et des podcasteurs d'une grande éloquence, parfois très politisés. Ce sont leurs célébrités à eux et, de fait, certaines se sont exprimées depuis le campement de la Puerta del Sol [à Madrid, pour revendiquer le droit au logement], ou se sont engagées en faveur du mouvement, d'autres contre lui.

Lorsque la pandémie a emprisonné ces enfants et jeunes adolescents chez eux, ils se sont mis à publier des vidéos sur TikTok. Je comprends qu'ils soient capables d'exprimer leurs idées puisqu'ils ont accompli des prouesses bien plus inouïes, comme réaliser un combo lèvres tout en expliquant le système des tailles des jeans Stradivarius, ou encore parler en direct durant des heures au sujet d'un jeu vidéo. Ils maîtrisent le rythme, emploient des figures rhétoriques, établissent des liens entre les idées, s'expriment vite et sortent des chemins battus.

Dans son fameux ouvrage publié en 1982, *Oralité et écriture,* [le linguiste américain] Walter Ong explique que l'écriture est capable de modifier les manières de penser. Les cultures orales fonctionnent différemment, car elles doivent emmagasiner et restituer quantités d'informations mémorisées. L'auteur explique que les nouveaux médias, que sont la radio ou la télévision (auxquels on pourrait ajouter Internet), créent une oralité secondaire, parce qu'elle repose sur l'écriture.

Il est jubilatoire d'écouter la podcasteuse Mariang ou le tiktokeur Cristobalizious déballer le fond de leur pensée politique. Mais il est également vrai qu'un Internet où règne l'audiovisuel, où le charisme l'emporte sur toute autre chose, peut nous conduire sur des chemins obscurs. On peut prendre peur face au déclin des aptitudes liées à l'alphabétisation, mais on peut aussi se demander quels nouveaux, ou anciens, superpouvoirs nous permettent de nous adapter à un monde où les machines écrivent déjà mieux que la plupart des humains. En Angleterre et en France, par exemple, les systèmes éducatifs accordent de plus en plus d'importance à l'oral.

"Je me fie énormément à l'expression orale, c'est la seule chose qui m'ait toujours procuré de la satisfaction dans ma vie. Ça a été ma bouée de sauvetage pendant ma scolarité, ma manière de me faire valoir dans ce monde [...]*, car si j'étais une travestie écervelée, sans ces compétences linguistiques, les gens auraient beaucoup moins d'estime pour moi"*, a confié [l'artiste et militante LGBTQI espagnole] Samantha Hudson à la journaliste María Barrier dans le podcast qu'elles présentent ensemble.

Avoir des idées et savoir les exprimer est peut-être une question de survie. Non seulement ces deux femmes sont éloquentes, mais elles ont aussi campé sur la Puerta del Sol.

—Delia Rodriguez,
publié le 15 octobre, traduit par Anna Kerautret

Les “cafards” sauvent la démocratie indienne

Cinq mois après sa création, le “mouvement des cafards” démontre la vitalité politique de la génération Z, mais aussi à quel point il est difficile d’inscrire sa révolte dans la durée.

—The Conversation, *extraits* (*Londres*)

C’est en mai 2026 que le Cockroach Janta Party (CJP, Parti du peuple des cafards) a vu le jour, après que le président de la Cour suprême indienne, Surya Kant, eut comparé les jeunes chômeurs à des cafards. Composé en grande partie de membres de la génération Z, il a remporté une première victoire en juillet, avec la démission du ministre de l’Éducation [impliqué dans des irrégularités liées aux examens universitaires].

Aujourd’hui, c’est à un problème politique d’une tout autre ampleur que s’attaque le CJP : la radiation annoncée par la Commission électorale d’environ 130 millions de personnes inscrites sur les listes électorales. Depuis le 2 octobre, les manifestants descendent dans les rues de Delhi et Bombay notamment pour exiger la démission du président de la Commission électorale, Gyanesh Kumar, la suspension des radiations dans l’attente d’une enquête indépendante, ainsi que le rétablissement des anciennes listes électorales avant les prochaines élections.

Mais le CJP se heurte à un mur. Les manifestations sont sévèrement réprimées, et deux porte-parole du mouvement, Ashutosh Ranka et Saurav Das, ont été placés en garde à vue, tandis que le Premier ministre, Narendra Modi, et son parti populiste de droite, le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), loin de vouloir céder, accusent au contraire les manifestants de porter atteinte à la démocratie.

Autocratie électorale. Modi aime à décrire l’Inde comme la *“Mère de la démocratie”*, en référence à son héritage civilisationnel et à Bharat Mata, la déesse mère dans l’hindouisme. La démocratie n’est pas une notion importée de l’Occident, affirme-t-il, mais un élément du patrimoine autochtone. Le message se veut rassurant : l’Inde a toujours été démocratique et le restera.

Ce n’est pas l’avis de tous. Ainsi, l’institut suédois V-Dem classe l’Inde comme une *“autocratie électorale”* : malgré l’organisation régulière d’élections multipartites, elle ne répond pas aux critères démocratiques fondamentaux comme le respect des pouvoirs législatifs et judiciaires, et une participation politique active des citoyens. Le bilan du pays dans son rapport à la dissidence est accablant : emprisonnements de militants sans procès au prétexte de lois antiterroristes, interdictions de manifester en centre-ville, coupures d’Internet, violences policières…

Au reste, les opposants s’insurgent contre l’approche discriminatoire du BJP, qui fait reposer l’identité de la nation sur la civilisation hindoue, une façon de rejeter les riches traditions musulmanes de l’Inde et de douter de la loyauté politique des 197 millions de musulmans du pays (soit près de 15 % de la population). Le CJP, lui, n’établit aucune distinction en fonction de la foi, de la caste ou de la naissance, et estime que ce sont des engagements communs qui définissent une communauté.

Le BJP doit en partie son succès électoral au fait d’avoir su séduire les jeunes électeurs et les primo-votants avec ses promesses d’emploi, de croissance économique et de *“jours meilleurs”*. Et depuis son arrivée au pouvoir, en 2014, le pays a certes enregistré une forte croissance de son PIB, mais ce succès macroéconomique est terni par des inégalités persistantes et endémiques qui touchent surtout les plus démunis et les jeunes.

Surfant sur ce mécontentement grandissant, le CJP tourne en ridicule le slogan sur les “jours meilleurs” sur ses affiches et ses mèmes. Son manifeste s’ouvre ainsi : *“Puisque vous voulez nous traiter de cafards, la moindre des choses, c’est de payer notre loyer.”* Il appelle à faire des *“paresseux”* (un terme codé pour désigner les chômeurs) une identité politique protégée. Ces traits d’humour cachent en réalité un message très sérieux : l’opprobre jeté sur les chômeurs constitue une offense pour des millions de personnes en situation de précarité.

Et alors que le BJP avait gagné le soutien électoral des femmes grâce à des prestations sociales ciblées et à ses sempiternels appels à l’émancipation, les manifestantes montrent massivement qu’elles ne partagent pas avec l’État la même vision de leur émancipation. Elles n’hésitent pas à arrêter des fourgons de police transportant des détenus, à escalader des barricades et à critiquer le Premier ministre.

“Enfants égarées”. L’une des manifestantes les plus en vue est Neha Bora, une doctorante, présidente de l’Association panindienne des étudiants, de gauche, et dont les messages sans fard adressés à Modi ont fait monter en flèche la notoriété. Modi a déploré avoir été la cible d’insultes vulgaires de la part des manifestantes et s’est dit choqué que *“nos filles”* puissent employer un langage aussi grossier, avant d’ajouter qu’il est prêt à leur pardonner puisqu’il les considère comme des *“enfants égarées”*.

Ce paternalisme a tendance à sérieusement irriter les femmes protestataires. Opposées à sa conception fondamentalement hindouiste de leur émancipation, elles refusent qu’on parle à leur place. Et s’indignent de la répression brutale de leurs manifestations pacifiques : celles qui ont été battues et harcelées sexuellement par la police, celles dont les données personnelles ont été divulguées par des soi-disant gardiens de la morale religieuse qui profèrent des

Le Parti du peuple des cafards n’établit aucune distinction en fonction de la foi, de la caste ou de la naissance.



↓ Des manifestants interpellés par la police le 23 octobre, à New Delhi. *Photo Raj K Raj/Hindustan Times/Sipa*



↘ Des étudiants dans les rues de Jakarta, le 28 octobre. *Photo Muhammad Febriansyah/Zuma Press/Sipa*

menaces de viol et d'attaques à l'acide, diffusant des montages photos dégradants générés par IA… Pour les manifestantes, la condamnation par le Premier ministre des violences contre les femmes ne tient pas la route face à de tels faits.

La devise du CJP, *Les cafards sont immortels*, a une forte portée. Car malgré les violences, les incarcérations et les barrages policiers, les manifestants ont survécu. La mascotte du mouvement, un cafard avec des lunettes de soleil, tourne en dérision la communication politique nationaliste axée sur la personnalisation du pouvoir de Narendra Modi.

Les récents soulèvements de jeunes au Bangladesh et au Népal ont déjà démontré comment la mobilisation en ligne, par sa vitesse de propagation, permet d'échapper au contrôle des autorités. Mais la marque de fabrique du CJP, c'est l'alliance de l'humour et d'une infrastructure juridique et technique solide. Son portail en ligne Saakshi Vault ("le coffre-fort des témoignages") recueille des photos et des vidéos de violences policières postées sur Internet par les manifestants, qui servent ensuite de preuve à des avocats bénévoles pour déposer plainte contre des policiers.

Pourtant, malgré ses remarquables succès récents, le CJP a peu de chances d'arriver à desserrer l'emprise du BJP lors des prochaines élections législatives de 2029. Pour l'instant du moins, le CJP concentre l'essentiel de son action sur la conquête de bastions urbains. Il lui reste à mettre en place une infrastructure organisationnelle et à définir des revendications sur le long terme. Mais cette génération, qualifiée de *"paresseuse et sans valeur"* par un ministre, a le mérite de révéler des failles dans le système défendu par le président de la Cour suprême. Et, quelle que soit la forme qu'il prendra à l'avenir, ce mouvement nous rappelle, avec acuité, à quoi devrait ressembler une démocratie.

—Amrita Basu,
publié le 22 octobre, traduit par Françoise Lemoine-Minaudier



Opinion

"Une criminalisation arbitraire" des jeunes en Indonésie

●●● Après la vague de manifestations *"Indonesia Gelap"* ("Indonésie sombre") en février 2025 et les violentes mobilisations qui ont secoué l'archipel en août de la même année, la génération Z indonésienne est de nouveau dans la rue. Sous la bannière #IndonesiaSadar ("Réveille-toi, Indonésie"), des milliers d'étudiants ont manifesté les 20 et 28 octobre pour dénoncer l'inaction du gouvernement de Prabowo Subianto face aux incendies de forêt, les plus importants depuis plus de dix ans. Mais leur colère s'inscrit aussi dans un mécontentement plus ancien, nourri par la vie chère, le coût des études, la précarité de l'emploi, le rétrécissement de l'espace démocratique et la défiance envers une classe politique jugée corrompue. Ces motifs de contestation font écho à ceux qui mobilisent la jeunesse en France, en Espagne, en Albanie, en Italie, en Inde ou au Népal, témoin d'une génération qui *"prend conscience des crises qui traversent son quotidien"*, analyse le média indonésien **Konde,** et qui se heurte partout à des autorités perçues comme déconnectées. En Indonésie, les événements de l'été 2025 ont été suivis d'une *"criminalisation arbitraire"* des voix contestataires, avec des arrestations massives et des poursuites pénales contre de jeunes manifestants comme contre de simples internautes critiques sur les réseaux sociaux, le pouvoir choisissant d'accroître la militarisation de l'administration et de la sécurité publique plutôt que d'écouter les revendications. Or, rappelle *Konde*, *"ignorer les protestations des jeunes, c'est leur tourner le dos et renier leur avenir. Les réprimer, c'est accélérer la perte de confiance dans la démocratie."* *"Les lycéens français qui réclament des établissements scolaires dignes de ce nom et les jeunes Indonésiens qui descendent dans la rue pour dénoncer les injustices posent la même question,* souligne le média : *l'État travaille-t-il réellement à répondre aux besoins de ses citoyens, ou leur demande-t-il plutôt d'accepter la situation sans poser trop de questions ?"*

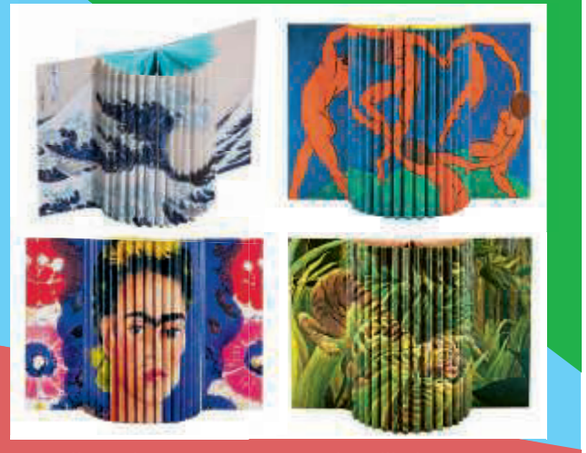
NOTRE SÉLECTION

Coffret "Pop Art Gallimard"

35,60 €*



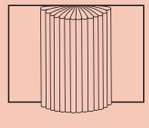
La première collection de livres d'art qui s'expose !
Hokusai, Frida Kahlo, Le Douanier Rousseau, Matisse



Ces toiles et leurs auteurs sont aujourd'hui célébrissimes, mais comment comprendre la place si particulière qu'ils occupent dans l'histoire de l'art ? Rédigés par des spécialistes, ces livres répondent à cette question et analysent en profondeur la vie et l'œuvre de quatre artistes majeurs. Et ce n'est pas le seul plaisir qui vous est offert : ***pliez délicatement les pages du livre les unes après les autres et une œuvre d'art apparaît en trois dimensions.***



1 Une fois votre lecture achevée, recourbez chaque page dans la reliure sans marquer le pli.



2 Votre Pop-Art se déploie naturellement et recompose une œuvre de l'artiste.

Pour commander, scannez le code QR

Ou rendez-vous sur notre site :
https://boutiquevpc.courrierinternational.com/livres/4446-coffret-de-4-livres-pop-art.html

*Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2026, dans la limite des stocks disponibles. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co*

Une révolte sans frontière

La jeunesse cherche partout à dicter les termes de son avenir. Et si cette fois elle se mobilise particulièrement en Europe et en Asie, la contestation se fait aussi entendre en Afrique ou en Amérique latine. Tour d'horizon.



Belgique. Convergence entre profs et élèves

● Outre-Quiévrain, plusieurs manifestations en écho aux événements français sont venues s'inscrire dans le sillage d'un mouvement amorcé bien auparavant. Dans le viseur : le gouvernement fédéral (de droite), accusé notamment d'aggraver la précarité par ses mesures d'austérité (qui ont privé plus de 130 000 personnes d'allocations chômage cette année). En parallèle, les enseignants en Belgique francophone dénoncent depuis le printemps, à coups de grèves, les baisses de revenus et les coupes dans le budget des écoles. Les jeunes y ajoutent la hausse des frais d'inscription à l'université et celle, très nette, des abonnements de bus en Wallonie. En reportage à Liège, d'où est parti le mouvement de contestation de cet automne, une journaliste du quotidien flamand **De Standaard** est revenue frappée par la lecture politique des adolescents qu'elle a rencontrés, mais surtout par la noirceur de leurs propos : l'idée de ne pas être entendus et de voir la liberté de déterminer leur propre avenir se réduire revenait sans cesse.

Albanie. L'émigration ne doit plus être la solution

● *"On ne veut pas quitter le pays, alors on reste jusqu'à ce que les choses changent"*, lance, pleine de détermination, une étudiante de 18 ans interrogée par le quotidien grec **I Kathimerini** non loin du Parlement national. Le pays des Balkans connaît depuis cinq mois une conjonction de mouvements antigouvernementaux. La "révolution des flamants roses", partie de la lutte contre un projet immobilier de luxe en pleine zone naturelle sensible, a ainsi été amplifiée par un mouvement étudiant particulièrement virulent et aux revendications multiples, de la lutte contre la corruption à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des débouchés professionnels. *"Cette séquence reflète l'effondrement de la confiance envers les institutions de l'État, en particulier le Parlement, accusé de manquer à la représentation du peuple"*, avance le **Tirana Times,** édité dans la capitale albanaise. Les forces vives du pays (un habitant sur cinq a entre 15 et 29 ans), championnes de l'émigration à l'échelle européenne, note *I Kathimerini*, réclament le droit simple de pouvoir vivre et travailler en Albanie, *"pays dont les indicateurs augmentent grâce au tourisme et au BTP, mais qui se demande qui profite vraiment de cette croissance"*.

Portugal. Un fossé entre favorisés et défavorisés



La colère sociale s'intensifie au Portugal, au point de faire l'objet d'un grand décryptage à la une de **Visão** le 29 octobre. *"La mèche des inégalités"*, titre l'hebdomadaire lisboète, dont l'analyse cherche à dépasser les manifestations, les charges policières et les campements installés par les protestataires dans le cadre de la lutte contre la crise du logement. *"Le fossé entre les favorisés et les défavorisés, qui se reflète dans l'accès au logement, le coût de la vie, l'emploi et les soins de santé, est aujourd'hui le moteur des manifestations"*, tranche le magazine, sous la plume de son directeur, Rui Tavares Guedes. L'éditorialiste déplore l'incapacité des gouvernements successifs à offrir aux jeunes générations une vie meilleure que celle de leurs parents. *"Ce contrat social a été rompu sans motif légitime ni explication."* Au cœur de ce constat, l'incapacité du système éducatif à corriger le poids des origines sociales. En dépit des progrès considérables de l'enseignement portugais depuis cinquante ans, seuls 11 % des jeunes dont les parents n'ont pas dépassé la fin du collège obtiennent un diplôme universitaire, contre 62 % des enfants de diplômés du supérieur.

↑ **À Athènes, en Grèce, lors d'une journée de mobilisation nationale des étudiants et enseignants, le 21 octobre.** *Photo Kostas Galanis/Sipa*

↗ **Manifestation à Valparaíso, au Chili, le 1er octobre.** *Photo Cristobal Basaure Araya/Sopa/LightRocket/Getty Images*

Tunisie. Au nom des libertés individuelles

● *"Travail, liberté, dignité nationale"* : tel était le mot d'ordre de la journée de mobilisation du 17 octobre lancée par plusieurs organisations nationales et composantes de la société civile, relaie le site tunisien **Business News.** La jeunesse y a largement pris part, dans un pays où 2 millions de personnes (sur 12 millions d'habitants) ont entre 15 et 29 ans. Au premier rang des inquiétudes figurent la pénurie d'emplois, la précarité et le manque de perspectives. Un exemple : le taux de chômage parmi les ingénieurs avoisine 23 %, signe de *"l'ampleur d'une difficulté qui dépasse la seule question de l'adéquation entre formation et marché du travail"*.
Et la jeunesse se déclare solidaire des revendications au sujet de la défense des libertés individuelles et collectives, l'indépendance de la justice et le respect des droits fondamentaux, qui tiraillent la société tunisienne, juge *Business News*. Depuis le 17 octobre, la mobilisation se poursuit, en dépit de la répression meurtrière (5 morts à déplorer) exercée par le pouvoir.



Espagne. Un campement pour le logement

● En 2011, des milliers d'indignés avaient campé sur la Puerta del Sol de Madrid pour exprimer un ras-le-bol général, dans un contexte marqué par les retombées de la crise financière d'alors. Quinze ans plus tard, les jeunes ont installé leurs tentes sur cette même célèbre place. *"Cette fois, c'est la crise du logement qui a servi de détonateur"*, relaie le journal de droite **El Mundo.** Le campement a pris forme le 26 septembre, au sortir d'une manifestation contre l'expulsion de Maricarmen Abascal, une octogénaire forcée de quitter son appartement de toujours, sur fond de spéculation immobilière. Cette jeunesse espagnole révoltée fait preuve d'*"une capacité d'organisation collective et d'une imagination politique"* remarquables, salue le site de gauche **El Salto.** À l'approche des élections législatives anticipées du 29 novembre, outre-Pyrénées, leur mobilisation ne devrait pas retomber, une grève générale pour réclamer des logements et des salaires dignes étant prévue pour le 11 novembre.

Chili. Les échos de l'"estallido social" de 2019

● L'annonce de coupes dans le budget de l'éducation, décidées par le gouvernement du dirigeant d'extrême droite, José Antonio Kast, a provoqué la colère des étudiants chiliens. Le 1er octobre, une grande manifestation a pris d'assaut l'Alameda, la principale avenue de Santiago, et s'est terminée par des affrontements avec les *carabineros*. *"Ce gouvernement criminalise le mouvement étudiant, alors que nous sommes ceux qui ont le plus à cœur de progresser vers un Chili équitable, vers un développement juste, digne et solidaire"*, a déclaré aux manifestants la porte-parole de la Confédération des étudiants du Chili, Laura Mlynarz, dans un contexte d'inflation (+ 4 %) et de hausse du chômage, qui frôle 10 % de la population active. La marche s'était élancée face à la place Baquedano, un clin d'œil à l'*estallido social*, le grand mouvement de contestation sociale d'octobre 2019, qui avait *"abouti à l'élection du gouvernement le plus à gauche de l'histoire du Chili"*, précise **El País América.** Depuis, Kast a menacé d'interdire les manifestations, rapporte **La Tercera.** Les recteurs d'université sont montés au créneau contre les coupes, souligne **El Mostrador.** Et la colère des étudiants gronde toujours.

Grèce. Parents et élèves au diapason

● *"Depuis ma remise de diplôme, en 1991, tant d'années ont passé, et je constate que même les rideaux n'ont pas changé"*, soupire une mère d'élève venue soutenir les revendications de son fils, sur l'île de Samos. Le cas du lycée de Karlovasi a retenu l'attention du quotidien de référence **I Kathimerini.** Là-bas, *"les élèves choisissent de tourner le dos aux conflits et à l'occupation, formes de protestation les plus courantes,* loue le journal de centre droit. *Ils demandent simplement à l'État de les écouter, eux qui se sentent négligés et lésés."* Les problèmes décrits sont similaires dans plusieurs régions de Grèce, entre manque de matériel, vétusté des locaux et pénurie de professeurs. Un mois après la rentrée, *"on estime à 16 000 le nombre d'heures manquantes dans l'enseignement primaire et secondaire"*, calcule le titre athénien. Dans le pays, étudiants et enseignants ont participé à une journée de mobilisation nationale, le 21 octobre, pour dénoncer *"le démantèlement progressif de l'éducation publique"* et réclamer plus de moyens humains et matériels.
Le reportage de *I Kathimerini* est à retrouver sur **courrierinternational.com.**

En bref

EN AFRIQUE, LA BANDE-SON DE LA RÉVOLTE

Sur le continent africain, théâtre de soulèvements sporadiques, comme au Kenya ou au Maroc en 2025, la jeunesse s'appuie sur un riche vivier d'artistes rebelles. *"Très peu de choses unissent cette 'génération débrouille'"*, comme l'appelle **The Economist,** marquée par un taux de chômage élevé et des emplois précaires. *"Mais la musique en fait partie*, assure l'hebdomadaire britannique. *De nombreux chanteurs, qui transcendent souvent les barrières ethniques, donnent corps à un esprit de révolte diffus."* Et le magazine londonien de citer Bobi Wine, principal concurrent de l'indéboulonnable président Yoweri Museveni en Ouganda, Hachalu Hundessa en Éthiopie et le rappeur mozambicain Azagaia, dont la mort en 2023 a entraîné des manifestations d'ampleur contre les élites, au rythme d'un tube de l'artiste, *Povo No Poder* ("Le peuple au pouvoir").

Allemagne. La Gen Z prend les choses en main

● Les manifestations du 31 octobre ont-elles été *"au top"* ou fait un *"flop"*? Cette question, posée par **Die Tageszeitung,** montre à quel point la presse est divisée sur le bilan à tirer de la mobilisation organisée en Allemagne le jour d'Halloween. Inspiré par les lycéens français, le mouvement allemand Gen Z regelt ("La Gen Z prend les choses en main") avait appelé à manifester contre la vie chère, la conscription obligatoire et le manque de moyens consacrés à l'éducation et à la lutte contre le dérèglement climatique. *"La colère des jeunes"*, résumait l'hebdomadaire **WochenMOPO** (*photo*), le 30 octobre. Initialement, plus de 180 000 personnes s'étaient dites prêtes à participer dans une trentaine de villes. Finalement, seuls 120 000 protestataires étaient dans les rues, selon les organisateurs. Un flop ? Pas pour la *Tageszeitung*. *"Des familles, des personnes âgées et des syndicalistes ont aussi répondu à l'appel*, remarque le journal de gauche. *Cela prouve bien que les organisateurs de Gen Z regelt ont réussi à mobiliser une grande diversité de profils. Et ce alors qu'aucune organisation reconnue ne les soutenait."* La Conférence fédérale des étudiants, notamment, avait appelé à ne pas manifester, jugeant le mouvement trop opaque.



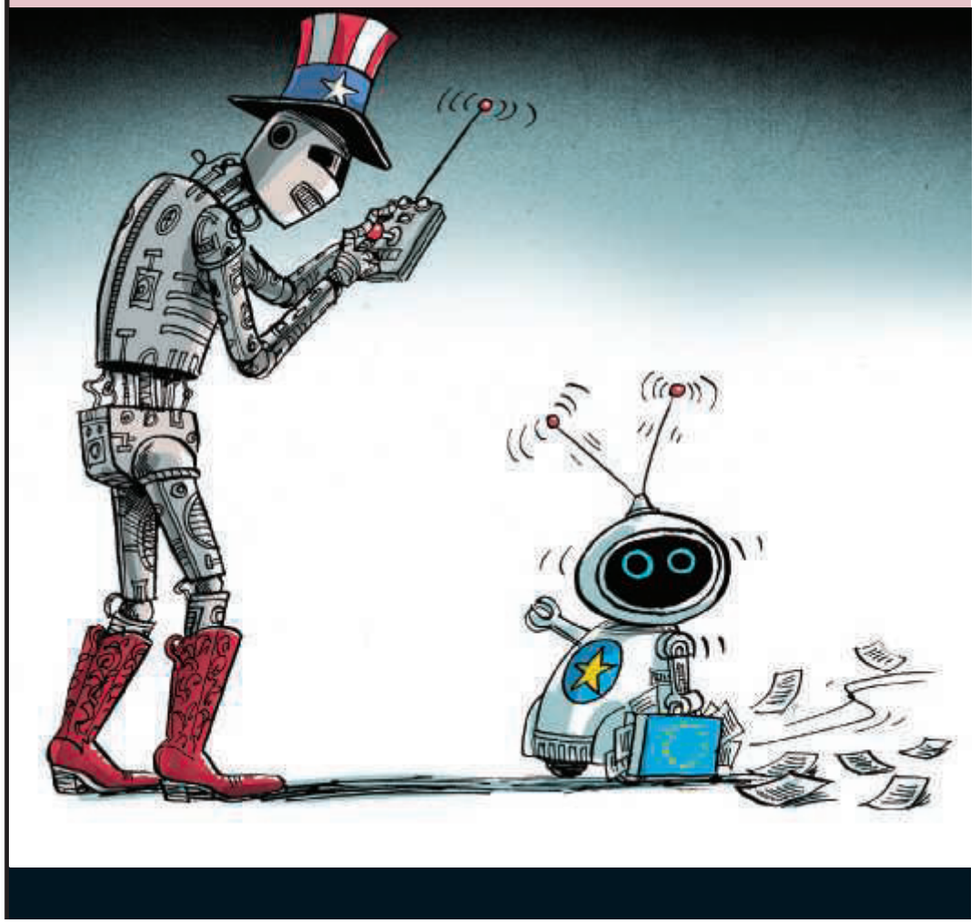
Italie. Un pacte intergénérationnel rompu

● Depuis plusieurs semaines, l'Italie est agitée par des mouvements sociaux d'ampleur, dans lesquels la jeunesse joue un rôle majeur. Les lycéens ont bloqué leurs établissements, les étudiants ont occupé leurs universités et tous ont garni les rangs des manifestations qui ont eu lieu partout dans le pays (environ un million de personnes le 30 octobre). Meilleures conditions d'enseignement, logement abordable… Leurs revendications ont d'abord été matérielles, avant d'évoluer vers une *"remise en question des structures sociales qui, pendant des années, semblaient immuables"*, constate **L'Espresso.** La colère de cette génération *"semble pointer du doigt un problème commun et transversal : le pacte intergénérationnel est rompu"*, estime l'hebdomadaire. Les jeunes Italiens s'inquiètent d'un avenir incertain et entravé par un coût de la vie qui ne cesse d'augmenter, une insertion professionnelle difficile et une précarité toujours plus grande. Alors parmi ceux qui se mobilisent, beaucoup sont animés par *"le désir d'être les héros d'une jeunesse qui se sent insignifiante"*, écrit **Il Giornale.—**

trans-versales. économie

Mistral, la fin de l'IA de pointe made in Europe ?

Intelligence artificielle. Mistral AI semble opérer un virage discret. Le fleuron européen de l'IA, qui a dévoilé Mistral Large 4 le 27 octobre, ne mise plus seulement sur les modèles de pointe, mais sur le service intégré aux entreprises.



↙ *Dessin de* **Schrank** *paru dans* **The Economist,** *Londres.*

—L'Écho (*Bruxelles*)

Le champion européen Mistral est-il encore dans la course à l'intelligence artificielle – ou se transforme-t-il en plateforme qui héberge les modèles de pointe des autres ? Les choix récents de l'entreprise ont alimenté le doute, notamment sa décision d'accueillir sur sa plateforme des modèles chinois développés par Z.ai [Zhipu AI].

Ce mardi [27 octobre], l'entreprise française, valorisée à 21 milliards d'euros, entend balayer ces interrogations en rendant accessible son nouveau modèle, Mistral Large 4. Surnommé "Le Chonk" – en référence à un animal (souvent un chat) très gros et potelé en argot Internet anglophone –, Mistral Large 4 est le plus gros modèle jamais conçu par l'entreprise.

Il s'agit certes d'un nouveau modèle ouvert dit *"open weight"* géant de 1 000 milliards de paramètres [dans les modèles dits "à poids ouvert", les valeurs d'entraînement sont publiques], pensé pour la nouvelle ère d'IA agentique et la cybersécurité, mais il ne permet pas de dépasser les grands modèles américains propriétaires et chinois en termes de performance.

Selon le site OpenRouter, le nouveau modèle de Mistral, testé en *preview* ["préversion"], se classe à la 36e position [37e au 27 octobre] de son Intelligence Index, mesurant les performances cognitives globales d'un modèle d'IA. C'est loin derrière les tout derniers modèles de pointe Claude Opus 5.5 d'Anthropic, GPT-6 Astra d'OpenAI ou encore Kimi K3.1 Pro et Qwen3.8 Max des chinois Moonshot AI et Alibaba Cloud.

Malgré les promesses, ce n'est donc pas sur la performance brute que Mistral peut espérer rivaliser avec OpenAI, Google ou Anthropic, qui investissent des montants considérables dans leurs modèles propriétaires.

Catalogue. Aujourd'hui, les entreprises et les grands acteurs publics ne sont plus à la recherche de la performance à tout prix, mais plutôt d'outils d'IA qui s'adaptent à leurs propres données, capables de tourner sur des infrastructures maîtrisées avec des coûts cloud [stockage informatique à distance] limités.

Mistral l'a bien compris. Sa stratégie ne repose plus seulement sur des tarifs plus agressifs que ceux des géants américains, mais aussi sur des capacités de calcul et de stockage de données en Europe – gage de contrôle souverain – et sur un choix élargi de modèles pour les entreprises.

Il peut s'agir de son propre catalogue de modèles européens *open weight* (Mistral Large 4, Mistral Small 4 ou Ministral) mais aussi des modèles chinois de la famille GLM, développés par le laboratoire pékinois Z.ai.

"Dès que les modèles sont utilisés en local, la grosse différence, c'est que vous n'êtes pas obligé d'envoyer toutes vos données aux États-Unis ou bien en Chine. Vous nourrissez les modèles avec des informations [...] *qui restent en local. Même s'il s'agit d'un modèle chinois"*, résume Hugues Bersini, professeur d'informatique à l'ULB [l'Université libre de Bruxelles].

Contrairement à Anthropic, OpenAI, Google ou Microsoft qui proposent un modèle unique ou un cloud propriétaire, Mistral met donc l'accent sur la capacité de choix, d'adaptation locale et de conformité réglementaire européenne.

C'est ainsi qu'Arthur Mensch [le directeur général] défend le modèle de Mistral comme la seule entreprise d'IA *"complètement européenne, du calcul au déploiement dans les entreprises"*, comme il le raconte au *Monde* fin septembre [*Courrier international* fait partie du groupe Le Monde].

C'est précisément cette intégration en entreprises, dans des secteurs tels que la finance, l'industrie, les infrastructures et les grands réseaux, ainsi que le secteur public européen, qui lui permet d'assurer des revenus récurrents et de se présenter comme une alternative plus flexible et souveraine que les géants de la big tech américaine.

"Mistral va mettre à disposition les solutions pour les entreprises européennes, l'expertise qu'il faudra payer, le temps passé, la maintenance, comme on le fait avec beaucoup de choses en informatique, précise Hugues Bersini. *Les Américains ne s'y retrouvent évidemment pas, parce qu'ils ont mis un tel investissement dans leurs modèles qu'ils veulent vraiment faire payer leur utilisation"*, ajoute-t-il.

Les entreprises ont besoin d'outils d'IA qui s'adaptent à leurs propres données.

À l'origine, le modèle économique de Mistral AI, entreprise fondée en France en 2023 par Arthur Mensch, Guillaume Lample et Timothée Lacroix, ressemble en tout point à celui d'OpenAI. Les fondateurs misent sur le développement de modèles avancés généralistes et spécialisés, une interface grand public nommée alors "Le Chat", ainsi qu'une plateforme destinée aux développeurs.

En 2024, Mistral commence à bénéficier de l'infrastructure de supercalculateurs Azure de Microsoft. En plus d'Azure, ses modèles ont aussi été distribués ou intégrés par Google Cloud, Amazon Web Services, IBM, Snowflake ou encore SAP.

Gage de souveraineté, Mistral propose des capacités de calcul et de stockage de données en Europe.

Mistral a ensuite construit, dès 2025, sa propre offre d'infrastructure cloud en Europe (Mistral Compute), avec des projets de data centers en France et en Suède menés en partenariat avec Nvidia. Le géant américain des puces a d'ailleurs renforcé sa participation au capital de la pépite française lors d'une mégalevée de fonds de 3 milliards d'euros menée par Samsung.

En juillet dernier, Mistral a ensuite fait deux annonces très commentées. La première : un nouvel accord de plusieurs milliards avec Microsoft, permettant à l'entreprise américaine d'utiliser elle-même la puissance de calcul de Mistral sur le territoire européen.

Mais c'est la seconde qui marque le véritable tournant : Mistral héberge désormais sur sa plateforme les modèles *open weight* du labo chinois Z.ai. Une décision qui a fait froncer quelques sourcils, mais qui illustre surtout la nouvelle voie empruntée par l'entreprise française dans la course à l'IA : la souveraineté ne signifie plus nécessairement l'exclusivité des modèles européens, mais la maîtrise de l'endroit où ils sont exécutés et des données qui les alimentent.

—Pauline Denys,
publié le 26 octobre

SOURCE

L'ÉCHO
Bruxelles, Belgique
Quotidien
lecho.be

L'ancien *Écho de la Bourse* s'est ouvert à l'actualité politique et sociale pour devenir le quotidien de l'économie et de la finance des Belges francophones. Il reste l'un des journaux de référence, même en matière politique. Il a pour équivalent néerlandophone *De Tijd* ("Le Temps", en français). Tous deux sont édités par Mediafin.



IKON IMAGES

↙ *Dessin d'***Andy Carter,** *Royaume-Uni.*

Ces salariés de la tech qui arrêtent de travailler avant 60 ans

Travail. Burn-out, crainte de l'âgisme, malaise face à l'intelligence artificielle : de nombreux quinquagénaires américains, qui ont connu l'âge d'or de la tech, prennent une retraite précoce. Ils en ont les moyens.

—The Seattle Times,
extraits (Seattle)

Steve Otteson n'avait pas prévu de prendre sa retraite. Employé chez Microsoft depuis près de trente ans, ce développeur de 55 ans pensait pouvoir encore assurer quelques années de boulot. Mais, au printemps, son employeur lui a fait une proposition étonnante : démissionner en échange de neuf mois de salaire. La possibilité d'une retraite anticipée s'offrait soudain à lui. Il a accepté l'offre, la veille de l'échéance. *"D'une certaine façon, j'ai eu de la chance,* déclare-t-il. *C'est arrivé au bon moment."*

Depuis la fin de l'année 2022, les entreprises de la tech comme Microsoft [dont le siège est proche de Seattle, dans l'État de Washington] suppriment des emplois à tour de bras, et des milliers de carrières s'en trouvent bouleversées. Plutôt que de s'accrocher, certains salariés parmi les plus âgés laissent tomber. *"C'est fréquent, et cela fait un moment que ça dure,* explique Kevin Estes, conseiller financier dans le quartier d'Eastside. *Presque tous les salariés de la tech y pensent. Même s'ils ne sont pas licenciés, beaucoup d'entre eux étudient la possibilité de s'arrêter."*

Les employés de la région de Seattle qui approchent de l'âge de la retraite évoquent diverses raisons à leur départ précoce : dépression, burn-out, méfiance face à l'intelligence artificielle (IA), crainte de l'âgisme, envie de changer de voie ou de consacrer plus de temps à sa famille, à ses loisirs ou simplement à soi. Et pour ceux qui peuvent se le permettre, la retraite est souvent la meilleure solution.

Il n'existe pas d'âge de départ fixe aux États-Unis. Les salariés peuvent commencer à toucher leur pension dès 62 ans, mais avec une forte décote par rapport à ceux qui travaillent jusqu'à 66 ans ou plus. Il faut également attendre 65 ans pour être éligible à la couverture santé publique Medicare proposée aux seniors.

Autrement dit, les salariés qui quittent le marché du travail avant 65 ans doivent généralement s'acquitter d'importantes dépenses quotidiennes tout en essayant de mettre de l'argent de côté pour plus tard. Certains ont constitué une épargne suffisante au cours de leur carrière, d'autres doivent faire des compromis, réduire leur train de vie et, parfois, prendre des décisions difficiles – quitter Seattle, notamment.

Depuis plusieurs dizaines d'années, les carrières dans la tech sont assorties de confortables rémunérations, sous forme de gros salaires et de juteuses stock-options. Ces salariés se retrouvent donc généralement dans une situation financière confortable plus tôt que leurs homologues dans d'autres secteurs.

"L'avantage de travailler dans la tech, par rapport à beaucoup d'autres métiers, c'est que la rémunération est plutôt bonne depuis un bon moment, résume Steve McConnell, conseiller en gestion de patrimoine. *Si bien que beaucoup de salariés qui reçoivent une proposition de départ anticipé, vers 55 ans ou plus, sont dans une bonne situation."*

Quand ils sont depuis longtemps actionnaires de leur entreprise, ils profitent également de la progression des marchés boursiers. Rien que ces cinq dernières années, le cours du titre Microsoft a bondi de plus de 40 %, celui d'Amazon de près de 37 %.

Épargne et placements. Jorge Morales, 58 ans, et sa femme ont passé la majeure partie de leur carrière dans la tech, lui chez Oracle, elle chez Microsoft, avant de prendre leur retraite l'an dernier. Il y a quelques années, ils ont consulté un conseiller financier qui, au vu de leur épargne et de leurs placements, leur a expliqué qu'ils n'avaient plus besoin de travailler. Un sacré choc pour le quinquagénaire, qui se voyait aller au bureau jusqu'à 70 ans.

"C'est là qu'on a commencé à en parler, à envisager de s'arrêter", se souvient-il. Jorge Morales adorait son métier, mais depuis le Covid, il se sentait de plus en plus déconnecté de ses collègues. *"C'était devenu très dur d'aller travailler."* Sa femme et lui touchaient tous deux de très bons salaires, plus de 400 000 dollars [plus de 356 000 euros] par an à eux deux, et ils n'ont pas d'enfants.

"Je sais que nous avons eu de la chance, c'était l'âge d'or de la tech", reconnaît-il. Il leur a néanmoins fallu une bonne dose d'autodiscipline pour mettre chaque mois de l'argent de côté. Aujourd'hui, le résultat est là : le couple a suffisamment d'économies pour subvenir à ses besoins pendant les quarante prochaines années.

Pour d'autres professionnels du secteur, c'est l'essor fulgurant de l'IA qui a donné le signal du départ. John Stiehl, 58 ans, a quitté son poste de directeur commercial au sein de la société d'ingénierie Synapse à la fin du mois de juin. Il ressentait une *"pression énorme"* pour se familiariser avec les outils d'IA, alors que son entreprise s'efforçait d'intégrer cette technologie en interne et dans ses produits. Mais après plus de trente années

d'activité, il ne se sentait plus assez motivé pour se former à ce nouvel outil un peu clinquant. Il a préféré s'en aller.

"Il est peut-être temps de confier les rênes à quelqu'un d'autre, estimait-il quelques jours avant son départ. *Je ne connais pas la direction que prendra la tech, comment l'IA sera utilisée, mais je n'avais plus besoin de faire partie de l'aventure."* Un sentiment partagé par de nombreux salariés seniors du secteur, selon Steve McConnell, qui dresse un parallèle avec les vagues d'innovation précédentes, du web à l'informatique en nuage, en passant par le smartphone.

John Stiehl l'assure : s'il a pu arrêter de travailler si jeune, c'est en grande partie une affaire de chance. Sa femme et lui ont mis très tôt beaucoup d'argent de côté et réalisé des investissements qui se sont avérés payants au fil du temps. *"Nous sommes nés au bon moment, avons acheté des maisons au bon moment, investi au bon moment",* résume-t-il.

Le couple a deux enfants, l'un est aujourd'hui indépendant, et l'autre, en situation de handicap, vivra probablement avec eux quelque temps encore. Quand leurs enfants étaient petits, sa femme travaillait à temps partiel pour la Seattle Children's Foundation. Elle souhaite désormais reprendre à plein temps, ce qui leur permettra au passage de bénéficier d'une couverture santé.

John Stiehl attendait la retraite avec impatience. Pour fêter cela, il s'est offert une place pour les six matchs de la Coupe du monde de football organisés à Seattle. Il compte passer du temps dans la nature, à randonner ou à faire du kayak. *"Tous les voyants étaient au vert dans ma vie personnelle,* explique-t-il. *Je n'ai absolument pas peur de m'ennuyer."*

Une question d'âge. Mais prendre sa retraite en avance n'est pas toujours un choix. David Bowers travaillait dans la finance pour un éditeur de logiciels. Il a été licencié au début de l'année 2023, à la suite du rachat de son entreprise et de la suppression de son poste. Âgé de 58 ans à l'époque, il s'est rapidement mis en quête d'un nouvel emploi. Il a envoyé plus de 100 candidatures en six mois mais, malgré ses près de trente-cinq années d'expérience, il n'a décroché qu'un seul entretien. Il confie : *"Je n'avais jamais connu ça de toute ma carrière, ne pas avoir d'entretiens du tout."*

Sans doute une question d'âge, selon lui. Il a fini par se résigner. *"J'aurais pu continuer à chercher, mais je me suis dit que c'était sans doute le bon moment pour arrêter."* Il a jugé que sa femme et lui devraient réussir à subvenir à leurs besoins, qu'il estime à 8 000 dollars [7 100 euros] par mois. Pendant toute sa vie, il a économisé la moitié de son salaire et a investi très tôt dans des entreprises de la tech. Sa femme a pris sa retraite à peu près au même moment. Elle était infirmière au Swedish Health Services [à Seattle], qui lui verse une pension.

Leurs dépenses ont diminué ces dernières années, depuis que leur fils vole de ses propres ailes et qu'ils ont emménagé dans une maison plus petite, dans un autre quartier. D'après ses estimations, sa femme et lui devraient payer 250 000 dollars [223 000 euros] de primes d'assurance et de frais de santé d'ici à leurs 65 ans. *"On a la chance de pouvoir se le permettre,* conclut-il. *Mais c'est une sacrée somme."*

> **"Nous sommes nés au bon moment, avons acheté des maisons au bon moment, investi au bon moment."**
>
> **John Stiehl,** RETRAITÉ DE LA SOCIÉTÉ SYNAPSE

Chaque histoire est différente. Certains quittent le monde du travail volontairement, d'autres n'ont pas le choix. Mais, d'après les rares données sur le sujet, les départs anticipés à la retraite ne sont pas si exceptionnels. D'après un sondage réalisé récemment, sur 1 000 retraités partis en 2026, près de la moitié ont arrêté de travailler plus tôt que prévu.

Les causes les plus fréquentes d'un tel changement de programme ? Des problèmes de santé, la capacité financière d'assumer ce choix ou un bouleversement de l'environnement professionnel.

Steve Otteson, le salarié de Microsoft qui a accepté le plan de départ volontaire, se prépare désormais à quitter le comté de King [où se trouve Seattle]. *"On a l'impression de ne plus pouvoir suivre financièrement",* confie-t-il. Assurances, taxe foncière, alimentation, restaurants… Dans le comté, l'inflation n'épargne aucun secteur. *"Nous n'avons plus les mêmes moyens qu'autrefois."*

—Jessica Fu, *publié le 24 juin, traduit par Manon Delfour*

SOURCE

THE SEATTLE TIMES

Seattle, États-Unis

Quotidien

seattletimes.com

Plus grand quotidien du nord-ouest des États-Unis, *The Seattle Times* est l'un des derniers survivants d'une ère révolue de la presse américaine. Il appartient toujours à un groupe local et indépendant, alors que l'époque est à la concentration de la presse.

ENVIRONNEMENT



À la recherche d'un iris libanais rarissime

Botanique. Une population d'iris du Liban existe-t-elle encore ? Spécialistes et passionnés tentent de mener l'enquête. Leur objectif : voir un jour refleurir la belle fleur blanc et pourpre.

—L'Orient-Le Jour
(*Beyrouth*)

Il faut imaginer un virage. En face, une petite boutique de meubles, puis un terrain privé en bordure de route. Là, comme un paon en pleine parade, une quinzaine d'iris ont déployé leurs pétales blancs tachés de pourpre. Ce jour de mai 2020, le village de Meis el-Jabal est en pleine floraison. Le spectacle est rare : la fleur ne dure pas plus de cinq jours par an. C'est ici, à quelques jets de pierre de la frontière israélienne, que Magda Bou Dagher-Kharrat a repéré les *sawsan* pour la dernière fois.

Une population minuscule, réduite à une quinzaine de pieds. La botaniste espère alors prélever quelques graines pour mettre l'espèce à l'abri, hors de son habitat naturel, au cas où celui-ci serait menacé. Mais le projet n'a pas le temps de commencer. En 2021, faute de financements, les collectes sont au point mort, dans un Liban en pleine crise économique. Deux ans plus tard, la guerre entre Israël et le Hezbollah rend le village inaccessible. Depuis, personne ne sait si les iris sont toujours là.

La disparition éventuelle d'une fleur peut sembler dérisoire au regard de l'ampleur des destructions. Mais l'*Iris lortetii* ne pousse au Liban que sur cette petite parcelle du village. Les iris se répandent grâce à un travail de fourmi : les insectes transportent les graines mais ne vont jamais très loin, ce qui explique que les plantes se concentrent en petites touches dans un espace très limité. Alors, à moins d'en trouver une trace vivante quelque part ailleurs, l'espèce pourrait s'éteindre.



↓ Des *Iris lortetii* observés en 2020 à Meis el-Jabal par la chercheuse Magda Bou Dagher-Kharrat.
Photo Magda Bou Dagher-Kharrat

En 1875, le médecin lyonnais Louis Charles Émile Lortet, passionné de sciences naturelles, foule le sol de Meis el-Jabal en direction de la Palestine qu'il sillonne à la recherche des fleurs sauvages du Levant. Il est le premier à tomber sur ces iris dissimulés entre les reliefs, poussant sous le coude du [fleuve] Litani dans un paysage de rochers et de terre sèche. L'espèce prendra son nom : *Iris lortetii*.

Cent cinquante ans plus tard, Magda Bou Dagher-Kharrat met plus d'une décennie à le trouver. De vieux grimoires scientifiques en poche comme seule boussole, cette pointure en génétique des plantes à l'université Saint-Joseph de Beyrouth entame en 2008 ses recherches sur les iris du Liban. Sept espèces y sont recensées, toutes considérées comme menacées par les constructions, les routes et l'arrachage.

Le travail de terrain est périlleux. Le Sud reste truffé de mines datant de l'occupation israélienne entre 1978 et l'an 2000. La frontière est sous haute tension. *"Les troupes israéliennes se trouvaient juste de l'autre côté. À chaque fois que j'utilisais mes outils de travail, mes pioches ou mes caméras, je les sortais très lentement pour leur montrer que je n'avais rien de dangereux"*, se souvient la chercheuse.

"Je ne connais personne qui a vu l'iris depuis 2020."
Mohammad Al-Zein, BIOLOGISTE

Pour retrouver l'*Iris lortetii*, son équipe saute de maison en maison, montre des illustrations aux habitants. La piste aboutit finalement en 2018. Le vendeur de meubles de Meis el-Jabal leur signale une petite population poussant dans le jardin d'en face. Au printemps 2020, il les prévient : *"Elles sont sorties, venez."* La fleur, qui a la taille d'une main, semble presque trop sophistiquée pour avoir poussé là. *"Un diamant"*, s'extasie Magda.

Des ateliers doivent permettre de sensibiliser les habitants et de préparer les premières collectes. *"On a cette responsabilité vis-à-vis des plantes endémiques, parce que, justement, elles ne poussent que chez nous"*, explique la chercheuse. Mais le temps et l'argent manquent. Dans un tableau recensant, avec le ministère de l'Environnement, l'avancée de la protection des iris du Liban, une seule case est barrée de rouge, à l'année 2021 : "Iris lortetii : *rien n'a encore été fait*."

Déluge de feu. Aujourd'hui, Meis el-Jabal n'existe plus que dans la mémoire des habitants. Il n'y a plus de virage, plus de boutique, ni de route. Situé dans la zone occupée par l'armée israélienne, le village frontalier est l'un des premiers à subir le déluge de feu israélien au début du conflit, en 2023, dans la foulée de la guerre de Gaza. Des pans entiers de quartiers résidentiels ont été rasés. Sur les images satellite, le centre-ville apparaît réduit en poussière. Selon Abdel Menhem Choucair, maire du village pendant neuf ans et désormais déplacé à Beyrouth, seuls 2 % des bâtiments sont encore debout.

"Je ne connais personne qui a vu l'iris depuis 2020. Si Magda n'a pas la graine, alors personne ne l'a", tranche Mohammad Al-Zein, professeur à la faculté de biologie de l'Université américaine de Beyrouth (AUB). C'est dans cette aile peu fréquentée par les étudiants que couve une partie de la mémoire végétale du pays. Le Post Herbarium rassemble une collection de quelque 50 000 espèces florales récoltées au Liban et dans la région.

Dans ce couloir étroit, maintenu à un faible taux d'humidité, la conservatrice, Nada Sinno, veille sur ces spécimens depuis vingt-cinq ans. Un échantillon de Meis el-Jabal est rangé dans les classeurs depuis 1943. Les feuilles et les pétales sont pressés, séchés puis congelés pour résister à l'humidité et aux insectes.

Nada le sort des tiroirs. Quelques tiges incolores auxquelles il manque la tête. Pas de quoi relancer une population, balaie la professeure. *"Ici, nous conservons les spécimens, nous pouvons en extraire de l'ADN mais nous ne pouvons pas les replanter. Les plantes sont sèches et mortes."*

Contrairement à Beyrouth, le jardin botanique de l'université de Tel-Aviv conserverait des collections vivantes de l'*Iris lortetii* permettant aux chercheurs de l'étudier de près. À quelques caractéristiques génétiques près, le même iris pousse en effet de l'autre côté de la frontière, dans le nord d'Israël, dans le Golan syrien annexé, mais surtout en Cisjordanie occupée.

Dans la littérature scientifique, les observations de la fleur se trouvent majoritairement du côté israélien. L'Autorité israélienne de la nature et des parcs, un organisme gouvernemental, la présente sur son site Internet comme *"l'une des plantes israéliennes les plus belles et les plus rares"*, estimant la population libanaise *"probablement éteinte"*.

Originaire de Meis el-Jabal, Manal Ammar, assistante de recherche au Post Herbarium, n'a jamais réussi à trouver la fleur dans son propre village. Mais elle y est profondément attachée. *"Ce n'est pas une plante utile qu'on peut cultiver ou manger, donc les gens ne se rendent pas compte à quel point elle est précieuse."*

En faisant défiler sur son téléphone les photographies de sa maison en ruine, elle peine elle-même à reconnaître les lieux. Au milieu des décombres, l'eucalyptus de son jardin est resté debout. Alors Manal veut croire que les iris aussi ont survécu.

Si aucune bombe n'est tombée sur le bout de jardin de Meis el-Jabal, la plante peut tout à fait fleurir malgré les destructions. Son rhizome lui permet de survivre plusieurs mois sous terre. *"On peut même dire que la guerre leur est favorable puisqu'il n'y a plus*

Le jardin botanique de l'université de Tel-Aviv aurait des collections vivantes de l'*Iris lortetii*.

d'humains pour les arracher, souligne cyniquement Mohammad Al-Zein. *La vraie menace réside plutôt dans les produits chimiques que les Israéliens aspergent sur les terres."* Le Liban a accusé l'armée israélienne d'utiliser des herbicides à haute concentration et du phosphore blanc le long de la frontière lors du conflit en cours. Des substances susceptibles d'altérer durablement les sols.

Dans le petit laboratoire de recherche, Nada, Manal et Mohammad se creusent la tête. La graine est forcément conservée quelque part, veulent-ils croire. *"Allez voir du côté de la banque de graines de la Bekaa, peut-être l'ont-ils conservée"*, tente la conservatrice.

La station de recherche agricole de Tal Amara ressemble à une petite ville repliée sur elle-même, faite d'imposants entrepôts en béton, de vieux bâtiments en pierre et de serres. Cerné par les montagnes de la Bekaa, l'Institut de recherche agronomique libanais (Lari), rattaché au ministère de l'Agriculture, se situe au milieu du grenier à blé du pays. Ici, on mène des recherches pour assurer la sécurité alimentaire et adapter le secteur au changement climatique.

La station abrite aussi la seule banque de graines nationale du Liban. Dans des chambres froides maintenues à –20 °C, les semences sont conservées pendant plusieurs décennies dans des pochettes en aluminium. Le laboratoire détient 43,5 % de la flore sauvage du pays.

"Un trésor", commente Joëlle Breidy, qui dirige cette collection. Elle passe en revue sa base de données. Quatre iris endémiques du Liban sont bien conservés dans sa collection. Mais l'*Iris lortetii* n'en fait pas partie. Elle pense alors à un botaniste écossais qui se serait aventuré au Liban-Sud au milieu du siècle dernier et aurait peut-être récolté des graines, conservées dans une pépinière qui porte son nom à Édimbourg. Celle-ci n'a répondu ni à ses sollicitations ni aux nôtres. Une employée veut croire : *"Si quelqu'un, à Meis el-Jabal, a arraché la plante avec son bulbe pour la replanter dans un pot et l'emporter, alors on est sauvés."*

Quelque part, dans un pot ou sous les ruines de Meis el-Jabal, les iris sont peut-être encore là, en attendant la floraison prochaine : *"Peut-être qu'ils n'y seront plus, peut-être que moi je ne serai plus là*, lâche Magda Bou Dagher-Kharrat, le cœur serré. *Ces fleurs nous subissent. Elles sont là depuis des millions d'années, entre le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, bien avant toutes ces frontières. Elles sont là parce qu'elles ne peuvent pas aller ailleurs."*

—Clara Hage,
publié le 10 octobre





crédit photo : Laurent Rouvrais

L'INFO SEREINE, L'ESPRIT LIBRE

7H/9H
LA MATINALE
AVEC
DAVID ABIKER

RADIO CLASSIQUE

Mettez de l'harmonie dans votre vie.

dab+

Finance responsable

DONNER DU SENS À SON ÉPARGNE

Utiliser son épargne comme un levier d'action pour la transition écologique en combinant ses objectifs financiers avec ses convictions, c'est contribuer, à son échelle, à une économie plus durable.



RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

CONCEPTION GRAPHIQUE WWW.LILIKLIK.COM / © CRÉDIT : UNE JCOMP SUR MAGNIFIC

Investissement responsable : les moins de 35 ans plus convaincus du pouvoir de leur épargne que leurs aînés

Alors que la majorité des épargnants semble encore prudente vis-à-vis des placements verts, la jeune génération affiche une confiance plus marquée en l'investissement durable.

Prendre en compte des critères de développement durable dans ses décisions de placements constitue un levier d'action concret, selon les derniers chiffres du baromètre "Les Français et la finance responsable" dévoilé en septembre 2026 pour le Forum pour l'investissement responsable (FIR). Selon le sondage, les moins de 35 ans semblent plus sensibles que leurs aînés aux impacts environnementaux et sociaux engendrés par leurs placements. En effet, 68 % des 18-25 ans et 65 % des 25-35 ans déclarent que les critères environnementaux et sociaux occupent une place importante dans leur décision d'investissement. L'importance portée à l'impact de l'épargne chute ensuite à 52 % chez les 35-49 ans et à 50 % chez les 65 ans et plus.

Miser sur la pédagogie

Malgré un intérêt qui se confirme, les placements verts peinent toujours à convaincre pleinement les épargnants. Globalement, c'est le manque de connaissances à l'égard de ces placements qui est pointé. Seuls 17 % des sondés affirment savoir ce qu'est un investissement responsable, un chiffre qui stagne par rapport à l'an dernier. En cause également, le manque d'information sur les labels de l'épargne responsable. Supposés faciliter l'identification des produits, ils restent encore trop peu connus du grand public. Seulement 3 % sont capables de citer le label ISR. Est ensuite pointé le manque de propositions de la part des établissements financiers : seuls 16 % des sondés indiquent que leur banque ou conseiller financier leur a déjà proposé un placement durable. Pour que la sensibilité des épargnants aux enjeux environnementaux et sociaux se transforme concrètement en passage à l'acte, visibilité, information et confiance en son efficacité restent à consolider.

Source : *neuvième édition du baromètre du Forum pour l'investissement responsable (FIR), publiée le 23 septembre 2026.*

Anticiper la retraite dès le début de sa vie active

Peu confiants envers le système de retraite par répartition, les 18-35 ans se tournent de plus en plus tôt vers l'épargne, et notamment vers le plan épargne-retraite (PER).

Les jeunes actifs sont inquiets pour leurs vieux jours et craignent une baisse de revenus lorsqu'ils partiront à la retraite. Ce sont en effet 83 % des 25-34 ans qui se disent préoccupés par leur niveau de vie à la retraite et éprouvent une grande méfiance envers le système actuel par répartition, selon l'enquête Ifop "Les jeunes et la retraite" pour le Cercle de l'épargne. Dans ce contexte, le plan d'épargne-retraite (PER) tire son épingle du jeu en permettant de se constituer un capital pour la retraite. Créé en 2019 par la loi Pacte, le PER connaît un véritable succès. Au troisième trimestre 2026, ses cotisations ont atteint 141,1 milliards d'euros, soit une progression annuelle de 20 % des en-cours, pour 12,7 millions de titulaires. Sa souplesse est l'une des grandes raisons à l'origine de son succès : il est accessible à tous, sans condition de statut professionnel ou d'âge. Si l'épargne est normalement bloquée jusqu'à la retraite de son détenteur, la loi prévoit néanmoins certains cas de récupération anticipée comme l'acquisition d'une résidence principale ou en cas de coup dur.

Épargner responsablement

Il existe des PER responsables permettant de répondre aux attentes d'épargne tout en soutenant des causes environnementales et sociales. C'est le cas notamment du PER Goodvest qui sélectionne des fonds respectant des critères environnementaux et sociaux stricts, ou encore le Multi Horizon Retraite de la Macif. Pour les repérer, la présence de labels (ISR, Finansol, Greenfin) est un premier indicateur de fiabilité, ils garantissent que des audits réguliers sont effectués et que certains secteurs polluants ou controversés sont exclus (énergies fossiles, tabac, armement…) Enfin, il est recommandé d'être attentif à la politique d'exclusion de fonds du gestionnaire, qui reste un des meilleurs indicateurs.



© RAWPIXEL.COM SUR MAGNIFIC

AVERTISSEMENT : TOUT INVESTISSEMENT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS PRÉSENTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL.

CCF
BANQUE

NOUS JOIGNONS LE CAPITAL

à la parole

Jusqu'à 1000 € de prime[1] pour récompenser vos investissements.

Du 1er juin au 31 décembre 2026, recevez 500 € à partir de 50 000 € ou 1000 € à partir de 100 000 € investis sur tout nouveau mandat de gestion CCF dont la gestion financière est confiée à HSBC Asset Management[1] et bénéficiez ainsi de l'expertise d'une société de gestion reconnue.

Rendez-vous dès maintenant **en agence** ou sur **ccf.fr**

BANQUE PATRIMONIALE DEPUIS 1917

(1) Offre réservée aux détenteurs d'un compte de dépôt CCF dans la limite des 200 premiers mandats CCF HSBC Asset Management souscrits durant la période promotionnelle du 1er juin au 31 décembre 2026, le montant de la prime, 500 € ou 1 000 €, sera fonction du montant du versement initial de 50 000 € ou 100 000 € minimum. Offre soumise à conditions, pour plus d'informations rendez-vous en agence ou sur ccf.fr. Nos mandats sont destinés à des investisseurs non professionnels au sens de la règlementation européenne MIF. Les références aux mandats CCF HSBC Asset Management dans cette offre n'ont aucun caractère contractuel. Le souscripteur éventuel devra au préalable s'assurer de la compatibilité de la souscription avec la réglementation dont il relève. Le capital n'est pas garanti. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Pour une information détaillée concernant les risques associés, se référer à la convention de mandat. Votre conseiller en agence se tient à votre disposition pour tout complément d'information. HSBC Global Asset Management (France) - Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (n° GP99026).

CCF - S.A. au capital de 147 000 001 euros, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315 769 257 - Siège social : 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 030 182 (www.orias.fr).

Une épargne axée sur la transition écologique

Permettre aux épargnants de donner une dimension climatique à leur argent, via un plan d'épargne-retraite ou une assurance-vie, c'est ce que propose le nouveau fonds "Team for the Planet - Goodvest Sustainable Bonds by Ecofi".

Et si l'argent placé dans votre assurance-vie ou plan épargne-retraite contribuait directement à faire émerger des solutions contre le réchauffement climatique ? C'est le propos du fonds "Team for the Planet - Goodvest Sustainable Bonds by Ecofi" lancé le 10 mars 2026. Trois acteurs sont à la manœuvre : Goodvest et Team for the Planet, deux entreprises à impact, et la gestion du fonds est confiée à Ecofi, filiale du groupe Crédit coopératif. Le principe de ce fonds est d'orienter l'épargne vers des projets qui participent à la transition écologique. Pour ce faire, il est composé à 90 % d'obligations durables, qui financent des entreprises et des projets d'État, et à 10 % d'actions non cotées Team for the Planet. L'objectif de Team for the Planet est de financer 100 innovations ayant un impact massif sur les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Depuis sa création, 133 000 investisseurs ont ainsi permis de réunir 50 millions d'euros et de financer 14 start-up. Parmi les innovations soutenues, Beyond the sea, des kites géants permettant de décarboner les cargos, ou encore Seaturns qui produit de l'électricité à partir de l'énergie des vagues. Le fonds est proposé dans les contrats d'assurance-vie et plans épargne-retraite commercialisés par Goodvest. Il s'engage à une totale transparence vis-à-vis de ses souscripteurs, en leur donnant accès à la liste complète des placements et au poids dans leur portefeuille. Et, gage de durabilité, le fonds est classé "article 9" au sens de la réglementation européenne sur la finance durable, soit le niveau d'exigence le plus élevé.



© MAGNIFIC

RENDRE L'ÉPARGNE LUDIQUE

Les acteurs du secteur financier cherchent à séduire les jeunes générations en utilisant leurs codes. On voit donc arriver sur le marché des outils d'épargne ludiques qui empruntent au secteur du gaming, via des applications mobiles ou sur les réseaux sociaux, en appliquant les mécaniques du jeu au suivi des dépenses et de l'épargne. Celle-ci est alors transformée en "missions" avec des systèmes de points, de niveaux et de récompenses. Des néobanques comme N26 ou Sumeria (ex-Lydia) proposent ainsi de mettre de l'argent de côté de manière régulière et automatique; de même, Green-Got permet de suivre l'empreinte écologique de ses dépenses et placements directement via l'application. Pour épargner, des "défis épargne" sont proposés aux utilisateurs, conçus comme des challenges à relever avec récompense à la clé, ou encore "l'arrondi épargne", une méthode d'épargne qui consiste à arrondir chaque paiement en CB à l'euro supérieur, qui sera versé sur le compte de son choix.

Le PEAC, une épargne à mission ciblée pour les plus jeunes

Issu de la loi Industrie verte adoptée en 2023, le plan épargne avenir climat (PEAC) s'adresse aux moins de 21 ans et permet de financer les entreprises investies dans la transition écologique.

Préparer l'avenir financier de son enfant, tout en contribuant à la transition énergétique : le PEAC se présente comme une nouvelle possibilité de faire fructifier l'épargne des plus jeunes. Le dispositif atteste d'une volonté de populariser le placement durable auprès des nouvelles générations. En effet, depuis le 1er janvier 2024, les parents ne peuvent plus ouvrir de plan épargne-retraite (PER) individuel pour leurs enfants : ainsi, au 1er juillet 2024, c'est le PEAC qui a fait son apparition. Réservé aux moins de 21 ans, ce placement permet d'investir dans des supports qui financent des projets liés à la transition énergétique. Les versements sont plafonnés à 22 950 euros, dont les gains sont exonérés d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux. Contrairement au livret A et aux autres livrets réglementés, le PEAC n'offre pas de garantie en capital, l'épargnant peut subir des pertes en cas de mauvaise performance des investissements. À savoir aussi, l'argent n'est pas disponible à tout moment. L'épargne investie est en effet bloquée durant cinq ans au minimum et jusqu'à la majorité du titulaire. À l'entrée en vigueur du dispositif, le gouvernement visait une collecte de 1 milliard d'euros par an sur le PEAC, afin de financer des projets bas carbone. Un objectif qui, deux ans après son lancement, paraît inatteignable. Le PEAC peine à trouver sa place dans les agences bancaires. Seul le groupe BPCE (Banque populaire, Caisses d'épargne, Crédit coopératif) le commercialise depuis 2025.

AVERTISSEMENT : TOUT INVESTISSEMENT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS PRÉSENTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL.

— RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION —



Pourquoi choisir Caisse d'Epargne pour épargner ? La réponse est dans la question.

Parce que l'épargne est notre métier, nous avons forcément une solution de placement qui vous convient : Assurance vie, Plan d'Epargne Retraite, Diversification Financière.

CAISSE D'EPARGNE

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur les produits financiers vous expose à un risque de perte en capital.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit Photo : Coco Amardeil.

360

MAGAZINE
Marlon James, à l'encre de la colère • Littérature ... 50
Des affiches made in Ghana • Plein écran ... 52
Les dessous de l'opération Gold • Histoire ... 54

Le Daghestan contre vents et clichés

Le Russe Damir Faizulin venait de se convertir à la photographie quand il a découvert la petite république du Caucase. Sa série *Preserving Nature as Preserving Ourselves* lui a valu le prix Leica Oskar-Barnack 2026.





PORTFOLIO



Le photographe

Damir Faizulin est né en Ouzbékistan de parents russes, en 1986. Fils d'une mère professeure et d'un père ingénieur, il a grandi en Russie. Après une carrière de lutteur professionnel, il se met à la photographie en 2020. Sa série *Preserving Nature as Preserving Ourselves* lui a valu le prix Leica Oskar-Barnack en 2026, et elle fait l'objet, jusqu'en février 2027, d'une exposition à l'Ernst Leitz Museum, à Wetzlar (Allemagne).

↙ Dans le village de Tsovkra, le funambulisme est une tradition transmise de génération en génération (janvier 2025).

↓ Sur la plage de Derbent, les restes d'un Lun, un avion à effet de sol de l'époque soviétique (juin 2021). *Photos Damir Faizulin*





—Courrier international

Est-ce que le Daghestan a changé quelque chose en moi? Complètement.” En 2020, Damir Faizulin se rend en vacances au Daghestan, cette république du Caucase, constitutive de la Fédération de Russie, qui abrite 3 millions d’habitants. L’ancien lutteur professionnel est alors en pleine reconversion. *“J’ai toujours été fasciné par les gens : leurs vies, leurs conditions de vie, leurs envies, leurs préoccupations, leurs convictions et leurs aspirations,* explique-t-il. *Arrivé à l’âge de 33 ans, j’ai compris que si je n’allais pas vers ce qui m’intéressait vraiment [la photographie], j’allais le regretter plus tard. Alors j’ai bravé mes peurs et mes doutes et je me suis lancé dans une nouvelle vie faite de créativité et d’exploration.”*

Cette visite de cette région montagneuse à majorité musulmane le décide à venir s’installer au Daghestan pour en photographier le quotidien. Et, en 2022, il se lance dans le projet *Preserving Nature as Preserving Ourselves* (“Préserver la nature pour nous préserver nous-mêmes”), qui l’animera quatre années durant. Comme le raconte Damir Faizulin, la zone connaît de grands changements ces dernières années, majoritairement liés au développement touristique. *“Deux camps commençaient à se former. D’un côté, ceux qui avaient à cœur de préserver la culture locale, d’intégrer l’architecture dans le paysage et de respecter les coutumes et les traditions. Et face à eux, ceux qui privilégiaient les retombées économiques à ces considérations. C’est alors que j’ai décidé d’observer d’un peu plus près les dynamiques à l’œuvre.”*



La distance entre le photographe et son sujet est au cœur des préoccupations de Damir Faizulin. Il insiste, il veut être un *“observateur neutre, mais impliqué”*, pas *“un simple spectateur extérieur”*. En résulte une vingtaine d’images poétiques et décalées, où les enfants côtoient les animaux et où la vie quotidienne suit son cours malgré l’évolution du paysage. De nombreux contrastes animent les images. Entre une station-service et un troupeau de moutons; un petit garçon et un pistolet; une vache et un avion soviétique.

“Les contrastes permettent de faire passer une idée de façon relativement simple et claire”, explique le photographe. Si ces photos racontent quelque chose du Daghestan – une mutation, certes, mais aussi le caractère de ses habitants, des gens qui *“s’expriment avec un mélange de vigueur, de détermination et de joie qui confine parfois à l’absurdité”* –, elles disent aussi beaucoup de celui qui les prend. Au contact des habitants de la région, il admet avoir changé : *“Mon cœur s’est adouci, et mon caractère s’est affirmé. J’ai perdu une partie de mon blindage.”*

Le projet photographique *Preserving Nature as Preserving Ourselves,* formé à l’origine de 20 images, doit bientôt être publié en Russie, enrichi de quelque 260 photos (sa parution n’est pas prévue en France pour l’instant). Bien que ce travail soit bientôt figé sur papier glacé, et qu’il avoue avoir *“le sentiment d’avoir dit ce que [il] avai[t] à dire”*, Damir Faizulin l’assure : son histoire avec le Daghestan n’est pas finie.

—Lucille Souron









PHOTOS DAMIR FAIZULIN





↑ En haut de gauche à droite :

Première sortie de l'année sur le lac gelé de la localité de Machokh (janvier 2025).

Dans la maison de la culture de Megeb, un portrait de Lénine ressurgit du passé (octobre 2021).

Près du village de Gounib (janvier 2025).

←← Jour de marché sur la place de la bourgade de Chokh (juin 2021).

← Travaux des champs à Chokh (juin 2025).

littérature.



Marlon James, à l'encre de la colère

The Disappearers est l'un des événements de la rentrée littéraire anglophone. Le romancier jamaïcain, installé à New York, y parle d'effacement, de survie. Et de la vie que l'homophobie qui règne dans son pays d'origine l'a empêché de mener.

—The New York Times,
extraits (*New York*)

Dans les exemplaires envoyés à la presse de son nouveau roman, *The Disappearers* [littéralement : "Les Disparaissants"*], Marlon James met en garde : *"Cette fois, c'est personnel,* prévient-il. *Non parce que ces événements* [...] *me sont arrivés à moi personnellement (même si c'est le cas de certains), mais parce qu'ils sont tous véridiques."* Ce n'est qu'après la lecture de cette épopée de 600 pages que l'on mesure la radicalité d'une telle confession.

L'ouvrage regorge en effet d'agressions homophobes barbares, de victimes qui agonisent dans les fossés, de perversion sexuelle et de meurtres. C'est une lecture qui secoue, et Marlon James ne l'ignore pas. En fait, c'est même le but recherché. *"Quand je lis un roman, ce n'est pas pour être rassuré,* confiait-il dernièrement dans une interview. *Si je lis, c'est pour être bousculé, effrayé, instruit, angoissé. En vérité, c'est pour être choqué."*

C'est le genre de déclaration typique de Marlon James, profonde, fervente, et l'on s'étonnerait presque en le rencontrant de découvrir un personnage qui respire la nonchalance. C'est dans un restaurant [du quartier] de Williamsburg que nous le retrouvons, à Brooklyn, où l'écrivain vit avec son conjoint, le biographe Nicholas Boggs [auteur notamment de *Baldwin. L'amour et la révolution,* tout juste traduit au Seuil]. Vêtu d'un tee-shirt représentant un sumo hawaïen, Marlon James évoque pour nous sa vie et sa carrière, entre réflexions philosophiques et anecdotes personnelles.

Exutoire. De temps à autre, il se perd dans une digression. *"J'ai oublié votre question de départ",* s'excuse-t-il. Et, si ses livres prennent aux tripes, l'homme ne manque pas d'humour, tant s'en faut. *"C'est quelqu'un qui ne se laisse pas déstabiliser facilement",* fait remarquer à son sujet la productrice et réalisatrice Lena Waithe. Tous deux se sont rencontrés il y a maintenant des années et disent aujourd'hui l'un de l'autre qu'ils sont leur *"famille de cœur". "Avec lui, on sait que tout va se passer comme prévu. C'est vraiment dans son ADN."*

Mais s'il est une chose avec laquelle Marlon James ne plaisante pas, c'est bien la littérature : *"Je crois que l'écriture ne va pas sans un minimum de souffrance."*

Divisé en cinq parties, chacune prenant une forme différente, *The Disappearers* s'étale sur deux décennies. Au cœur de l'intrigue, une agression barbare à Kingston, dans la Jamaïque des années 1980. Une troupe de comédiens gays est en train de répéter une pièce quand des individus hostiles font irruption et les tabassent tous. Après l'agression, les rescapés se mettent à disparaître. Pourquoi les victimes disparaissent-elles, et où vont-elles? Que réserve la vie à ceux qui restent? Et à quoi peut ressembler la justice face à pareille barbarie? *"Ce roman parle du prix à payer, après un tel événement et au quotidien, pour le simple fait d'être soi-même",* explique-t-il.

C'est une question qui le taraude depuis longtemps. Marlon James, 55 ans, grandit à Kingston entre les années 1970 et 1990, et laisse son homosexualité sous le tapis. À l'époque, la Jamaïque réprouve cette orientation sexuelle, comme tant d'autres pays dans le monde d'ailleurs, et Marlon James vit dans la peur. Il a toujours aimé écrire, et s'est rendu compte à l'école que ça permettait d'amadouer les élèves dont il était le souffre-douleur. *"Écrire des histoires, c'était un des rares moyens que j'avais de calmer les ardeurs de ceux qui s'en prenaient à moi,* confie-t-il. *J'étais le 'pédé de la classe', je me faisais traiter de 'tapette'. Mais mes histoires arrivaient à les amadouer."*

Marlon James s'inscrit à l'université des Indes occidentales [en Jamaïque], où il étudie la littérature, sans imaginer embrasser une carrière littéraire une fois son diplôme en poche. En sortant de la fac, il décroche un emploi de rédacteur dans une agence de pub, puis enchaîne les missions de graphiste, d'illustrateur ou encore de directeur artistique. Le travail ne manque pas, mais il s'ennuie. *"J'avais besoin de trouver un exutoire, quelque chose qui me permette d'être moi-même",* raconte-t-il. Il renoue alors avec la fiction afin d'explorer son identité sexuelle en toute discrétion. À côté d'un boulot alimentaire, il travaille d'arrache-pied à un projet de roman qu'il abandonnera à plusieurs reprises. C'est en 2005 qu'il publie son premier livre, *John Crow's Devil* [inédit en français]. Les ventes sont maigres, mais c'est un tournant existentiel pour lui.

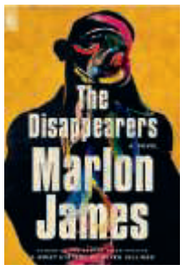
Entre-temps, Marlon James multiplie les séjours à rallonge à New York, sous-louant des appartements à des amis d'amis pendant plusieurs mois d'affilée. Il sait que ces séjours sont éphémères, mais se dit qu'ils lui permettent au moins de quitter la Jamaïque. Puis, en 2007, il décroche un poste d'enseignant au Macalester College de Saint Paul, dans le Minnesota, et peut enfin s'installer à demeure aux États-Unis.

Quelques années plus tard, il publie le livre qui le fera connaître : *Brève histoire de sept meurtres* [Albin Michel, 2016, pour l'édition française], qui lui vaut en 2015 le Booker Prize [un prix littéraire très prestigieux dans le monde anglophone]. *"Je suis devenu célèbre du jour au lendemain,* dit-il. *Financièrement, ça voulait dire que je pouvais vivre entièrement de ma plume."*

↙ **Marlon James, ici photographié dans la paroisse de Saint Elizabeth, en Jamaïque, le 28 mai 2023.**
Photo Hiroko Masuike/The New York Times

En bref

UN ACCUEIL CRITIQUE ENTHOUSIASTE



Encore inédit en français, le sixième roman de Marlon James a été encensé par la presse anglophone. Notamment par **The New York Times,** qui assure, dans une critique dithyrambique, que *The Disappearers* est *"le roman de la décennie, voire du siècle"*, qui place l'écrivain jamaïcain dans la lignée d'un William Faulkner ou encore d'une Toni Morrison. C'est *"une épopée queer et rebelle"* qui *"nous parle à tous"*, acquiesce **The Boston Globe.** Si les droits des personnes queers ont malgré tout progressé ces dernières décennies aux États-Unis, *"on oublie facilement le combat acharné qu'elles ont mené pour obtenir la dignité garantie par des dispositions légales"*, insiste le quotidien. Comme d'autres médias, **The Guardian** a bien relevé quelques *"défauts pardonnables"* : le récit de 600 pages, selon lui *"interminable"*, *"s'essouffle par moments, s'attardant là où il devrait aller de l'avant"*. Mais le roman reste *"remarquable"*, juge le quotidien britannique.

À la fin des années 2010, Marlon James se lance dans une série fantastique, la trilogie *Dark Star,* composée de *Léopard noir, loup rouge,* de *La Sorcière de lune* [Albin Michel, 2022 et 2025] et d'un troisième roman à paraître. *"C'est une véritable éponge qui trouve de l'inspiration absolument partout"*, commente à son sujet Jake Morrissey, directeur de Riverhead [sa maison d'édition américaine].

Pendant la tournée promotionnelle de *La Sorcière de lune,* l'écrivain a un déclic. Il est sorti du placard, vit ouvertement son homosexualité aux États-Unis et ne se préoccupe plus de ce que peuvent penser les gens qui découvrent qu'il est gay. Cette sérénité nouvelle éveille en lui une forme de curiosité. *"Ce que j'ai voulu faire de cette liberté, c'est partir à la découverte du monde auquel j'avais dû renoncer quand je vivais dans la terreur,* explique-t-il. *L'idée, c'était de raconter l'histoire que je n'avais pas eu le droit de vivre."*

Il s'aperçoit alors que, même si l'eau a coulé sous les ponts, il est encore en colère (c'est d'ailleurs toujours le cas). *"Je suis furieux d'avoir été obligé de vivre une autre vie. Je suis furieux de toute cette haine qu'on me vouait uniquement parce que j'étais qui j'étais. Je déteste cette idée pourtant très répandue que, quand vous êtes une victime, ou une victime en puissance, vous devez toujours être bien poli."*

Que faire de toute cette colère ? Pour Marlon James, la réponse est : un roman. *The Disappearers* s'inspire d'une rumeur dont il avait eu vent quand il était jeune, selon laquelle une *"bande avait fait irruption dans une association d'aide aux victimes du sida, ou dans un* safe space [*'espace sécurisé'*] *pour les LGBTQI – avant l'existence officielle de ce genre d'endroits – et avait passé tout le monde à tabac, laissant les victimes pour mortes"*. Si l'agression n'a jamais été reconnue par les autorités, c'est pour la même raison qui fait que les actes de violence perpétrés contre des communautés marginalisées le sont rarement : parce que personne ne parle, de crainte de représailles. Toujours est-il que l'histoire est restée gravée dans la mémoire de Marlon James. *"Je crois que je n'oublie pas la barbarie. Je n'oublie pas les injustices,* analyse-t-il. *Et je me dis toujours que, vu ce que je suis, ça aurait très bien pu être moi."*

Féroce et gay. L'écriture le remue beaucoup sur le plan émotionnel. La première partie de son roman suit un personnage plus jeune que lui, plus innocent aussi, ce qui l'a obligé à tenir en respect son *"cynisme"* et son *"amertume de vieux gay"*. La deuxième partie est racontée du point de vue des agresseurs, ce qui pousse l'écrivain à se demander : *"Qu'est-ce que je suis en train de faire ? Je donne la parole à ceux qui essaient de nous tuer."* Il donne libre cours à sa colère sur le papier et en sort lessivé. L'écriture d'une des parties prendra neuf mois.

Quel accueil les lecteurs réserveront-ils à un roman aussi féroce, aussi furieux, aussi gay ? L'avenir nous le dira. Mais l'objectif de Marlon James est bien précis. *"Je veux que les gens sachent que des gens ont souffert,* révèle-t-il. *Je veux que les gens sachent qu'ils ne peuvent pas nous tuer, même quand ils nous tuent."*

Et il a déjà reçu un premier signal encourageant. À la fin de notre premier entretien, Marlon James reste tout à coup baba. En consultant sa messagerie, il vient de découvrir que *The Disappearers* a été sélectionné pour le Booker Prize 2026 [qui sera décerné le 9 novembre]. Pour l'écrivain, c'est la preuve que ses personnages vulnérables *"parlent à d'autres"*, se félicite-t-il. *"J'ai l'impression de continuer à protéger ces garçons* [*qui se sont fait agresser*]*."*

—MJ Franklin, *publié le 30 août, traduit par Jean-Baptiste Bor*

* *Encore inédit en français,* The Disappearers *est en cours de traduction chez Albin Michel. Parution prévue en janvier 2028.*

Tous les premiers numéros de chaque mois, rendez-vous avec l'actualité littéraire internationale.

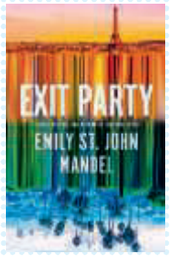
"Exit Party", double dose de dystopie

Sorti en septembre en anglais, le nouveau roman de la Canadienne Emily St. John Mandel a lui aussi fasciné la presse anglophone.

—Courrier international

Emily St. John Mandel est une sorte de prophète, et une plume applaudie depuis longtemps. Le travail de cette Canadienne qui vit aux États-Unis a fait date en 2019 : le monde découvre le Covid et relit *Station Eleven,* un roman qu'elle a écrit en 2014 (traduit chez Payot et Rivages) et dans lequel une pandémie meurtrière se propage aux quatre coins du monde.

En septembre 2026, la parution d'*Exit Party,* son septième roman (dont la traduction française doit paraître le 6 janvier 2027 aux éditions Gallmeister), a donc été scrutée par la presse. D'autant plus que le sujet de cette œuvre de science-fiction, les États-Unis en 2031, post-guerre civile, fourmille d'échos avec le pays de Donald Trump et d'Elon Musk. L'autrice y décrit *"deux univers enchevêtrés, présentant deux visions, sombres mais différentes, de l'avenir des États-Unis"*, écrit **The New York Times.** Dans ces réalités, deux versions d'une même héroïne – Ari, ex-détenue dans un monde, espionne dans l'autre – font face à la disparition de proches et à l'apparition de sosies.



Si le caractère dystopique est bel et bien une composante essentielle du roman, ce n'est pas le cœur de l'intrigue. Comme le remarque le site américain **Slate,** St. John Mandel se concentre sur une *"question qui ne cessera jamais de nous fasciner : en quoi la vie d'une personne et son identité auraient-elles été différentes si un élément – petit ou grand – avait été changé ?"* Ainsi, comme l'observe le quotidien britannique **Financial Times,** *"il y a de la science-fiction, mais cette fois-ci elle relève plus du procédé que de la narration proprement dite"*.

La toile de fond de l'ouvrage est rude. Dans une réalité, les États-Unis sont morcelés en factions armées. Dans l'autre, Ari vit dans un État policier où tout le monde espionne tout le monde. Heureusement, la plume de St. John Mandel est fluide, estime le *Financial Times* : *"Cette lecture donne l'impression de se glisser dans un bain chaud. La prose est faussement simple, au point que les idées passent presque inaperçues et que l'on se surprend à relire certaines phrases a posteriori, quand nous saisissons enfin toute leur portée."*

Évidemment, le monde imaginé par l'autrice de 47 ans résonne chez les lecteurs américains. Pour le *New York Times,* qui trouve d'ailleurs que le livre est *"sa plus grande œuvre à ce jour"*, on y retrouve une fine analyse de la *"psychologie d'Américains autrefois privilégiés qui se retrouvent dans un monde où tout leur paraît à l'envers"*. Le *Financial Times,* qui observe la situation depuis ce côté de l'Atlantique, considère que le roman permet de se demander *"ce qui est plus terrifiant pour un citoyen ordinaire : le péril de la liberté ou le confort trompeur d'une répression discrète"*. Et à son avis, *"la réponse en dit long sur les tendances politiques contemporaines"*.

Le caractère furieusement actuel d'*Exit Party* ne vient pas de nulle part. Comme le remarque *Slate, "l'idée ambiante selon laquelle les États-Unis se trouvent au carrefour de l'autoritarisme et d'une scission a sans aucun doute influencé la genèse du livre"*. On n'est pas étonné, alors, d'apprendre qu'Emily St. John Mandel en a commencé l'écriture en 2022, alors qu'elle voyait déjà venir le second mandat de Trump.

Mais le roman n'est pas qu'annonciateur de temps obscurs, et n'est certainement pas que politique. Pour *Slate, "on perçoit dans* Exit Party *une résignation mélancolique, l'impression d'une issue imminente, quelle que soit la version de l'Amérique dans laquelle vous vous trouvez, mais aussi l'idée qu'après tout ce n'est peut-être pas si catastrophique"*.

—Lucille Souron

plein écran.



← Affiches pour les films *Retour vers le futur*, par Heavy J., *Godzilla* et *Barbie*, par Stoger. *Courtesy Deadly Prey Gallery*

Au Ghana, des affiches pas comme les autres

Peintes à la main, elles sont conçues pour attirer l'œil, parfois au prix de libertés avec le contenu des films. Un art apparu dans les années 1970, qui perdure à l'attention des collectionneurs.

—The Guardian (*Londres*)

Assis sur le porche de sa maison à Teshie, près d'Accra [la capitale du Ghana], Heavy J. plonge son pinceau dans un pot de peinture à l'huile rouge et applique soigneusement la couleur sur sa toile – un sac de farine tendu sur un support. Il veut rajouter du sang sur le couteau brandi par un personnage. Un peu plus haut, on distingue le croquis d'un crâne.

Heavy J. est en train de peindre une affiche de film, mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il ne s'agit pas d'un film d'horreur. C'est l'affiche du dessin animé *La Petite Sirène*. L'homme au couteau n'est pas un assassin mais le prince Éric, le héros au grand cœur de l'histoire. Le crâne n'a pas non plus de rapport avec l'histoire. *"Tous ces détails sont destinés à interpeller les passants"*, explique Heavy J., dont le vrai nom est Jeaurs Affutu.

Les affiches de films peintes à la main étaient emblématiques de la culture cinématographique du Ghana, de la fin des années 1970 au début des années 2000. Elles étaient destinées à faire la publicité de séances de projection itinérantes, appelées "vidéoclubs". Les organisateurs s'étaient rendu compte que les affiches classiques n'attiraient pas grand monde. Pour les artistes, les intrigues étaient de simples points de départ à partir desquels ils pouvaient laisser libre cours à leur inspiration. Le résultat était à la fois comique et surréaliste. Les peintres embauchés par ces cinémas ambulants rivalisaient d'imagination pour réaliser la meilleure "contrefaçon", c'est-à-dire leur interprétation du film, dans leur jargon.

Cette pratique a commencé à décliner à la fin des années 1990. De plus en plus de Ghanéens ont eu accès à l'électricité et ont donc pu regarder des films sur leur télé avec un magnétoscope. Les cinémas ambulants ont fait faillite, et les artistes ont dû se reconvertir. Mais c'est à ce moment-là que les affiches ont connu un engouement à l'échelle mondiale, grâce à des livres et à des expositions à l'étranger qui leur étaient consacrés. Les créations les plus anciennes et les plus rares sont devenues des objets de collection.

Au début du XXIe siècle, cet engouement est retombé, mais, avec le développement de la vente en ligne et grâce à un vivier de clients cinéphiles en Occident, la cote de ces affiches est repartie à la hausse.

Forte demande. La galerie Deadly Prey [à Chicago, aux États-Unis] collabore avec des artistes dans le but de préserver la culture de cet art particulier et de répondre à une demande croissante. L'entreprise, qui tire son nom d'un film d'action [connu en France sous le titre *Ultime combat* (de l'Américain David A. Prior, 1987)], a été cofondée en 2012 par Brian Chankin, alors propriétaire d'un vidéoclub à Chicago, et Robert Kofi, un Ghanéen qui, enfant, travaillait comme animateur dans les projections ambulantes de sa ville natale de Winneba, et qui s'est ensuite lancé dans la collection et la vente d'affiches. Kofi a vendu quelques affiches à Chankin et ils ont décidé de s'associer.

La galerie Deadly Prey travaille avec 15 artistes, comme Heavy J., qui peint des affiches depuis quarante ans. Ils les mettent en contact avec les clients et s'occupent de l'envoi de leurs créations quand elles sont terminées. La plupart des commandes viennent des États-Unis, où il y a une forte demande pour les vieux films d'action, de science-fiction et d'horreur. Les affiches les plus demandées sont des réinterprétations de *L'Exorciste* ou de films des franchises *Star Wars* et *Terminator*. Les prix débutent à 600 dollars [539 euros] et varient en fonction de la taille de la toile et des desiderata des clients. Kofi, qui est installé à Accra, joue à la fois le rôle de superviseur et celui de directeur artistique. C'est lui qui choisit les artistes les plus adaptés aux demandes, il partage avec eux ses idées pour l'affiche et se rend régulièrement dans leurs ateliers pour évaluer la progression des œuvres.

CINÉMA

Dans un studio à Ashaiman [dans la grande banlieue d'Accra], à une quinzaine de kilomètres de chez Heavy J., un autre peintre, appelé "Stoger", travaille sur deux commandes. Une affiche pour le film d'horreur *Poltergeist* et une pour le film expérimental *Gummo*, dont le scénario contient de multiples passages où des chats sont maltraités ainsi qu'une scène où un personnage mange des spaghettis dans une baignoire. L'affiche en cours montre trois chats ainsi qu'un homme dans une baignoire, une assiette de spaghettis devant lui. Kofi explique à Stoger en ga, la langue ghanéenne, que deux des chats n'ont pas l'air assez agressif et que la nourriture semble trop appétissante. *"Je veux que la scène avec les chats soit plus choquante*, indique-t-il. *Et les spaghettis doivent vraiment avoir l'air peu ragoûtants."*

Stoger, de son vrai nom Benjamin Amartey, était sculpteur avant de se passionner pour le cinéma et de devenir peintre d'affiches en 1992. *"Je fais appel à mon imagination pour créer des scènes qui vont attirer le regard et faire aimer l'affiche"*, dit-il.

Tensions et menaces. Cette volonté d'exagération s'inscrit dans la tradition africaine de *"visualiser l'invisible"*, explique Joseph Oduro-Frimpong, directeur du Centre d'études de la culture populaire africaine à l'université Ashesi [au Ghana] et grand collectionneur d'affiches. *"Comme le public n'a pas encore vu le film, personne ne sait si le contenu de ces affiches est vrai ou non. Les artistes vont donc puiser dans ce qu'ils appellent la 'force créatrice' de leur imagination. Ils forcent le trait et, ce faisant, ils vont ajouter des éléments sans rapport avec le film. Le sensationnalisme joue également un rôle très important."*

Cette réinterprétation de l'intrigue crée parfois des tensions. Les artistes font souvent l'objet de menaces, d'insultes, voire d'agressions de la part de spectateurs qui se sont sentis floués. Kofi raconte ainsi en riant un incident qui lui est arrivé dans les années 1990. Il s'était fait casser la figure par des spectateurs ressortis furieux de la projection de *Double impact* parce que Jean-Claude Van Damme ne décapitait personne dans le film – comme le laissait croire l'affiche.

Au Centre pour la culture nationale, à Accra, des dizaines de ces créations colorées de la galerie Deadly Prey sont accrochées sur des panneaux en bois. On peut y voir Jennifer Lopez tirer une flèche sur un serpent sur l'affiche d'*Anaconda*. *Le prédateur*, et une souris sortir de la bouche de Jamie Lee Curtis sur celle d'*Halloween*.

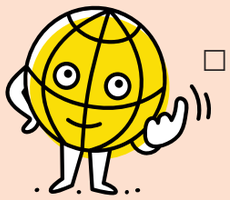
"C'est toute une tradition culturelle que nous essayons de préserver, explique Kofi à propos de cet art de l'affiche. *C'est un pan entier de notre histoire."*

—Carlos Mureithi, *publié le 18 juillet, traduit par Mélanie Liffschitz*

CO2608

ABONNEZ-VOUS À *COURRIER INTERNATIONAL*

Illustrations : © Vérane Cottin



☐ **11,55 € / mois**
au lieu de ~~21,10 €~~ sans engagement.
Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



☐ **139 €** pour **1 AN**
(soit **52 n°s**) au lieu de ~~253 €~~.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

45%* de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

+



L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

SIMPLE **RAPIDE**

Abonnez-vous directement sur le site Internet :
https://www.courrierinternational.com/abos/2026/auto8
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ CE CODE QR

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner accompagné de votre règlement à : **Courrier international – Service abonnements – A2100 – 62066 Arras Cedex 9**

J'INDIQUE MES COORDONNÉES RCO26BA08

☐ MONSIEUR ☐ MADAME

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CP :

VILLE : .....

E-MAIL : .....

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.
☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

JE CHOISIS L'OFFRE EN PRÉLÈVEMENT, JE REMPLIS LE MANDAT ET JE JOINS UN RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)
.....
Sera rempli par Courrier international.
PAIEMENT RÉPÉTITIF
Fait à : .....
Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France
75013 Paris

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, JE JOINS UN CHÈQUE

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30.06.2027 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.
Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : https://www.courrierinternational.com/page/cgvu

histoire.

Les dessous de l'opération Gold

1955 — Berlin

Un livre récent dévoile les secrets d'une fantastique opération de renseignement américano-britannique menée pendant la guerre froide. La CIA et le SIS ont creusé un tunnel sous la capitale est-allemande pour intercepter les communications soviétiques.



↗ **Un soldat est-allemand dans un poste d'écoute du tunnel creusé par les services américains et britanniques, après sa découverte, en avril 1956.** *Photo FPG/ Getty Images*

—The Times, *extraits* (*Londres*)

Dans le chaos qui suit la chute du mur de Berlin, alors que le régime est-allemand, pris de panique, détruit des tonnes de documents compromettants, un officier de haut rang de la police tombe sur un rapport si étrange qu'il décide de le préserver pour la postérité. Il glisse le dossier dans sa serviette et le rapporte discrètement chez lui. Il gardera le secret pendant des décennies, avant d'en faire don au Berliner Unterwelten, le musée des Mondes souterrains, spécialisé dans le vaste réseau d'installations qui s'étend dans le sous-sol de la ville.

Le document vient d'être publié pour la première fois, et il éclaire d'un jour nouveau une des opérations d'espionnage les plus importantes et les plus mystérieuses de la guerre froide. En 1955, les services de renseignements britanniques et américains ont creusé un tunnel de 550 mètres jusque sous le secteur soviétique de Berlin. Là, ils ont placé des écoutes sur certains des câbles de communication les plus sensibles d'URSS pendant onze mois.

Le Special Intelligence Service (SIS) britannique, plus connu en tant que MI6, avait baptisé l'opération "Stopwatch". La CIA, avec sa modestie coutumière, avait opté pour "Gold". Les mouchards ont fourni près de quarante mille heures de conversations enregistrées et 90 000 messages, et ainsi permis de découvrir que le dictateur soviétique Nikita Khrouchtchev avait secrètement dénoncé Staline.

L'opération aurait rendu possible l'identification d'une centaine de bases militaires du pacte de Varsovie, de 350 agents du GRU, le renseignement militaire soviétique, et de plusieurs milliers d'officiers de l'Armée rouge. Elle a également laissé entrevoir que les Soviétiques disposaient d'une source extrêmement efficace qui avait accès au saint des saints du SIS.

Quand les Soviétiques et les Allemands de l'Est ont découvert l'existence du tunnel, en avril 1956, les médias se sont déchaînés, mais on ne connaissait que peu de détails sur l'opération Gold. La CIA a maintenu le secret sur la plupart des dossiers. Beaucoup plus tard, des chercheurs ont retrouvé d'autres documents

Les mouchards ont permis de découvrir que le dictateur soviétique Nikita Khrouchtchev avait secrètement dénoncé Staline.

dans les archives de la Stasi, la police secrète de la République démocratique allemande (RDA). Quant au MI6 et aux services russes, ils sont restés totalement muets sur la question.

Les nouvelles preuves publiées par Helmut Müller-Enbergs, ancien patron du contre-espionnage du Land de Berlin, et Dietmar Arnold, directeur du Berliner Unterwelten, dans leur livre *Operation Gold. The Berlin Spy Tunnel* ["Opération Gold. Le tunnel des espions de Berlin", inédit en français], sont contenues dans l'unique exemplaire encore existant d'un rapport d'analyse des dommages, rédigé à la hâte pour le ministre de l'Intérieur de RDA dans les semaines qui ont suivi la découverte du tunnel. En lui-même, le document, tapé à la machine, est étonnamment succinct, bourré de fautes d'orthographe. Mais il comprend plus d'une centaine de photographies en noir et blanc du tunnel et de l'équipement d'écoute, qui fournissent une foule d'informations techniques jusque-là inconnues. Quant à la longueur exacte du tunnel, elle reste incertaine, certains rapports la situant à 550 mètres, d'autres à seulement 400.

Quoi qu'il en soit, Müller-Enbergs estime que c'est entre les lignes qu'il faut chercher sa véritable valeur. Pour commencer, dit-il, le document montre que les histoires qui ont circulé par la suite, sur le fait que le tunnel aurait été découvert par des maîtres espions de la Stasi comme Markus Wolf, n'étaient que de l'affabulation. Loin d'être soudain tombés dessus à l'occasion de travaux de réparation sur des câbles défectueux, les Est-Allemands, semble-t-il, connaissaient déjà son existence depuis un moment. Ce qui met en lumière un des aspects les plus étranges de cette histoire. Le KGB soviétique était au fait du projet de tunnel dès sa conception au 2 Carlton Gardens, le quartier général de la section Y du SIS. Et ce parce que la taupe du SIS évoquée dans certaines des conversations interceptées n'était autre que George Blake, un des agents doubles les plus tristement célèbres de l'histoire britannique, qui avait pris des notes durant la réunion et les avait ensuite transmises à Moscou.

Lutte interservices. Müller-Enbergs considère que le KGB aurait laissé l'opération se dérouler pendant presque un an, *"les yeux grand ouverts"*, en étant parfaitement conscient de la quantité de données qui fuitait ainsi vers l'Ouest. Rien ne prouve que le service soviétique ait utilisé les câbles pour diffuser de fausses informations, mais il est possible qu'il ait détourné quelques-unes de ses conversations les plus sensibles sur d'autres canaux pour éviter qu'elles soient interceptées.

L'historien allemand suggère que, s'il a agi de la sorte, c'est en partie parce qu'il accordait une telle importance à Blake qu'il ne tenait pas à le compromettre en intervenant trop rapidement. Une autre explication plausible serait que le KGB et le GRU se livraient alors une lutte interservices acharnée pour le statut et l'influence, et que le premier aurait apprécié de voir autant d'espions du second perdre leur couverture.

Müller-Enbergs a appelé le MI6 à dévoiler sa version de l'affaire, en affirmant que si Allen Dulles, le directeur de la CIA, avait certes personnellement approuvé l'opération et l'avait financée à hauteur de 6,7 millions de dollars, c'était avant tout un triomphe de l'art britannique de l'espionnage. *"De mon point de vue, les Américains n'ont fait que se greffer dessus,* commente-t-il. *Le savoir-faire, la logistique, la capacité à transférer ces tonnes d'informations russes, les traduire et les analyser : c'est un exploit incroyable."*

—Olivier Moody,
publié le 10 mai, traduit par Raymond Clarinard

SOURCE

THE TIMES
Londres, Royaume-Uni
Quotidien
thetimes.co.uk
Le plus ancien des quotidiens britanniques (1785) et le plus connu à l'étranger appartient à News UK, propriété de Rupert Murdoch. De tendance conservatrice, il s'était prononcé en 2016 contre le Brexit et continue de militer pour la préservation de bonnes relations avec le continent.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE











Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX


EN FRANCE,
FAIRE TOURNER
L'INDUSTRIE
À L'ÉLECTRIQUE
Contribuer à la performance
et à l'empreinte environnementale
de l'industrie française,
avec une électricité souveraine,
compétitive et à 99% sans CO_2*.
Image générée par un outil d'IA
*L'électricité d'EDF est produite à 99% sans émissions de CO_2. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles. Périmètre EDF SA, 2025. edf.fr/climat
L'énergie est notre avenir, économisons-la !
L'énergie des Français depuis 80 ans
RCS PARIS 552 081 317